



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16343 - 7,50 F.

JEUDI 14 AOÛT 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE SOLOMBANI

Le crédit pourrait coûter plus cher d'ici à la fin de l'année

L'ENDETTÉMENT pour acquiescer un logement risque de devenir de plus en plus coûteux pour les ménages, en France notamment. Les analystes estiment, en majorité, que les taux d'intérêt, au plus bas aujourd'hui en Europe continentale, vont remonter avant la fin de l'année. L'accélération de la reprise économique attendue sur le Vieux Continent et la dégradation prévue du marché obligataire américain devraient provoquer une hausse progressive de ces taux. La Bundesbank a pourtant choisi, mardi 12 août, de ne pas modifier sa politique monétaire, malgré la faiblesse persistante du deutchemark vis-à-vis du dollar. Plusieurs responsables de l'institut d'émission avaient menacé de relever les taux directeurs pour enrayer la dépréciation de la monnaie allemande face au billet vert.

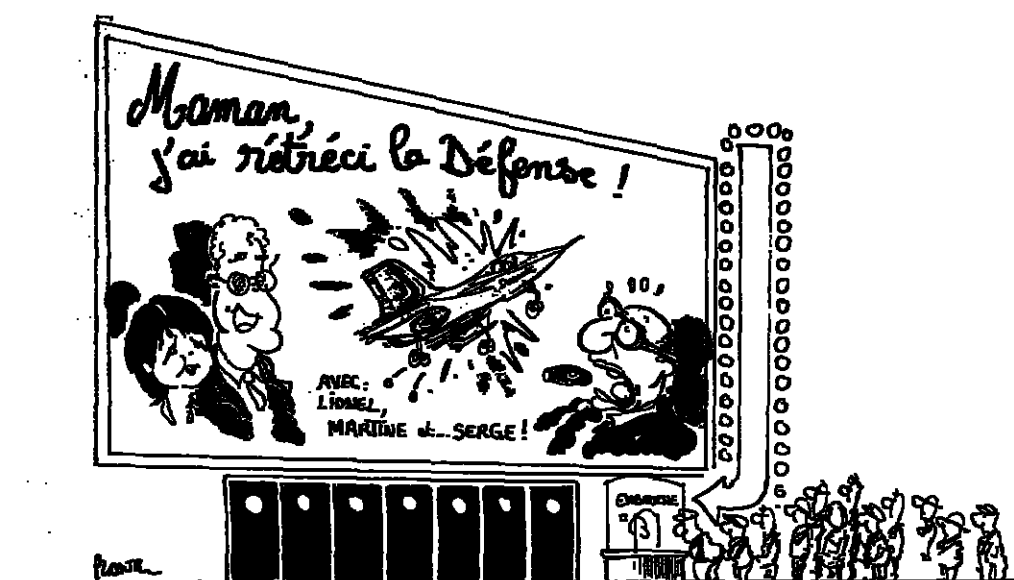
Lire page 10

Martine Aubry est la principale bénéficiaire des arbitrages budgétaires de Lionel Jospin

10 milliards de francs pour les emplois-jeunes et maintien des anciens dispositifs d'aide

NI PLAN D'AUSTÉRITÉ, ni programme de relance: le budget pour 1998 devra « accompagner le retour de la croissance ». Tel est l'objectif que s'est fixé Lionel Jospin dans l'élaboration du premier projet de loi de finances de son gouvernement. Cet objectif trouve sa première expression dans les « lettres plafond », ces documents qui fixent, pour chaque administration, le montant maximum des crédits. Chaque ministre a reçu sa lettre mardi 12 août. Le premier ministre a retenu trois axes: maîtrise de la dépense publique, priorité à l'emploi et aux investissements publics.

En 1998, les dépenses de l'Etat devraient augmenter en valeur d'environ 2 %, un peu plus que l'inflation, mais un peu moins que le produit intérieur brut dont la progression est évaluée à 4 %. Compte tenu de la stabilisation attendue de la pression fiscale, cette augmentation de la dépense devrait, selon Matignon, permettre de contenir le déficit public en dessous des 3 % du PIB, l'objectif européen.



D'importants moyens ont été dégagés pour préserver l'ensemble des dispositifs d'aide à l'emploi existants et assurer le financement des contrats emploi-jeunes. Le budget de Martine Aubry, ministre

du travail et de la solidarité, bénéficiera de 10 milliards de francs supplémentaires pour la création, en 1998, de 150 000 emplois jeunes. Les budgets de la Justice, de la culture et du logement sont

également privilégiés. A l'inverse, les crédits de la défense seront fortement réduits.

Lire page 5 et notre éditorial page 9

La pollution de l'air gagne les principales métropoles françaises

LE PIC DE POLLUTION de l'air par l'ozone a dépassé, mardi 12 août, le niveau 2 d'alerte à Paris, Lyon, Lille et Strasbourg, selon les relevés des réseaux de surveillance. Ce niveau est atteint lorsque deux au moins des stations de contrôle constatent un taux supérieur à 180 microgrammes/m³, à partir duquel le public est informé. A Paris, le préfet de police a annoncé mardi une série de mesures concernant la circulation. Ainsi, les contrôles de vitesse devaient être renforcés et toutes les zones de stationnement résidentiel devaient être gratuites pour favoriser les transports en commun. Ces mesures devaient être reconduites jeudi « en fonction de l'évolution de la qualité de l'air ». Les préfectures du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont également invité la population à limiter l'usage des véhicules.

Lire page 6

Une menace pour les criminels serbes

La chaîne de télévision américaine ABC, des commandos américains, britanniques et français s'entraînent ensemble pour arrêter les criminels de guerre de Bosnie. p. 3

Compromis à l'iranienne

La composition du nouveau gouvernement iranien, qui doit encore être approuvée par le Parlement, est le résultat de subtils dosages entre les différentes factions du régime. p. 4

Des fours gaulois sous l'autoroute

Le chantier de l'A 28, à La Bazoge (Sarthe), a mis au jour une zone de travail du fer utilisée de l'époque gauloise au Moyen Âge. p. 13

Amaury se met à la télévision

Les deux titres vedettes du groupe de presse, Le Parisien et L'Equipe, ont l'un et l'autre des projets télévisuels. p. 20

Il y a 50 ans, l'Inde

Gopal Godse se souvient de sa participation à l'assassinat de Gandhi. p. 8

Un métier, une région

Grâce à Selmer, fournisseur en leur temps de Coltrane et Stan Getz, Paris reste la capitale mondiale du saxophone. p. 10

Alger, 3 DM; Andorre, 6 F; Australie, 25 A\$; Belgique, 45 F; Canada, 2,5 \$; Danemark, 14 D; Espagne, 220 Ptas; Grèce, 1 E; Hongrie, 200 F; Italie, 200 L; Japon, 100 Y; Liban, 10 L; Mexique, 14 M\$; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Krona; Suisse, 1 F; Taiwan, 20 N\$; Thaïlande, 10 Baht; USA, 1 \$; USA (terrestre), 250 F.

M 0147-614-7,50 F



John Kennedy Jr fait la leçon à ses cousins polissons

NEW YORK

de notre correspondant
Réputés solidaires dans l'épreuve, les Kennedy serrent les rangs - du moins publiquement - de génération en génération, chaque fois qu'un des leurs est en difficulté. Mais les héritiers actuels ont peut-être une autre conception de l'esprit de famille. Dans un éditorial du numéro de septembre de *George Magazine*, mensuel dont il est le rédacteur en chef, John Kennedy Jr, fils du président assassiné, prend la liberté de critiquer la manière dont deux de ses cousins germains mènent leur vie privée.

Les deux cousins, tous deux fils de Robert Kennedy, assassiné en 1968, ont, il est vrai, beaucoup défrayé la chronique depuis les printemps, provoquant toute une série d'articles dans la presse américaine sur la dépréciation de la valeur Kennedy, qui, inévitablement, « n'est plus ce qu'elle était », même si les générations précédentes n'ont pas été exemptes de scandales. L'un, Joe, représentant du Massachusetts au Congrès et candidat possible au poste de gouverneur de cet Etat où les catholiques sont nombreux, a de-

mandé l'annulation de son premier mariage par l'Eglise catholique afin de pouvoir se remarier religieusement avec sa secrétaire, dans un but vraisemblablement plus électoral que spirituel. Sa première femme, Sheila Rauch, a accepté le divorce, mais elle a beaucoup moins bien supporté la demande d'annulation d'une union dont deux enfants étaient nés. Elle l'a fait savoir dans un livre retentissant, *Shattered Faith* (La Foi brisée). L'autre cousin, Michael Kennedy, a été accusé d'avoir entretenu une liaison avec la baby-sitter de ses trois enfants, commencée lorsque celle-ci était âgée de moins de seize ans, ce qui, légalement, constitue un crime. Les parents de la jeune fille ont décidé de ne pas le poursuivre. Michael Kennedy a reconnu avoir commis de « graves erreurs ». Le couple s'est, depuis, séparé.

Dans son éditorial, parfois grandiloquent, consacré au thème de la tentation et illustré par une photo un brin narcissique de son corps parfaitement musclé au-dessous d'une pomme, John Kennedy se pose en donneur de leçons, dénonçant la légèreté de ses deux cousins, « parfaits exemples de mauvaise

conduite », tout en jugeant excessives « les féroces condamnations » auxquelles ont donné lieu leurs incartades. Joe Kennedy a préféré prendre cette flèche à la légère, soulignant son affection pour son cousin et rappelant les impératifs commerciaux de sa publication: « Ne demandez pas ce que votre cousin peut faire pour vous mais ce qu'il peut faire pour son magazine », a-t-il ironisé devant la presse, dans une allusion à la phrase historique du président Kennedy: « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous mais ce que vous pouvez faire pour votre pays. »

C'est aussi l'avis, plutôt désabusé, du *New York Times*, qui a à son tour consacré un éditorial à l'affaire, dans laquelle il décèle d'abord une volonté de faire monter les ventes de *George Magazine* qu'une réflexion de fond sur les grandeurs et servitudes de la dynastie Kennedy. « C'est peut-être du bon marketing, conclut le quotidien, mais il faut espérer que ce n'est pas là un aperçu des pensées les plus profondes de M. Kennedy sur l'héritage de sa famille. »

Sylvie Kauffmann

POINT DE VUE

A quoi joue l'ONU ? par Michel Rocard

A quoi joue donc l'ONU, et, de fait, à quoi jouent les Américains ? Nous sommes lundi 11 août au matin. Je suis à 3 500 kilomètres de Paris, loin de l'information en temps réel.

Le Monde paru samedi après-midi, daté dimanche 10-juliet 11 août, m'apporte deux nouvelles. Les combats ont repris à l'arme lourde à Brazzaville entre les factions armées du président en exercice Pascal Lissouba et de son prédécesseur Denis Sassou Nguesso. Et l'ONU vient de repousser le déploiement d'une force de paix au Congo.

Depuis quatre semaines, à Libreville au Gabon, sous l'impulsion du président Omar Bongo et la conduite effective du négociateur conjugué nommé par l'ONU, l'ONU et l'OUA, l'ambassadeur algérien Mohamed Sahoun, des négociations intercongolaises précèdent. La reprise des combats était prévisible depuis longtemps, prévue même en fait, si une force internationale d'interposition ne venait l'empêcher, forçant ainsi la voie aux négociations.

Au début juillet, le président du Gabon, Omar Bongo, me sachant président de la commission du dé-

veloppement et de la coopération du Parlement européen, et se préparant à recevoir en novembre la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement signataires de la Convention de Lomé au titre des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, me convie à Libreville dans l'intention de s'entretenir avec moi du renouvellement de cette convention.

Il faut à l'évidence « penser l'Afrique autrement », et c'en est la meilleure occasion. J'arrive à Li-

breville le vendredi 11 juillet au soir. Il n'est dans la ville bruit que de l'imminence d'un cessez-le-feu entre les factions voisines en guerre au Congo. Le président Bongo comme l'ambassadeur Sahoun n'ont que ce sujet en tête, de même bien sûr que l'ambassadeur de France. On parlera relativement peu de la convention de Lomé pendant ces deux jours.

La situation est d'une limpidité rare. Le cessez-le-feu n'est signé que sous la pression internatio-

nale. Lorsque arrivent, le samedi soir, sur le fax de l'ambassadeur de France puis sur la table du président Bongo, les signatures effectives des deux chefs congolais au bas de la déclaration de cessez-le-feu, elles sont assorties de commentaires qui illustrent clairement l'impossibilité de conclure la paix après l'armistice.

Tout le monde s'en doutait. Une force d'interposition était à l'évidence nécessaire. On y était prêt. Deux solutions étaient possibles. La plus lourde était celle d'une force de paix de l'ONU. Sous casque bleu, payée par toutes les nations membres de l'organisation, commandée par un chef désigné par l'ONU, une telle force devait être composée de contingents de nations volontaires. La procédure était connue, elle appelait six semaines au moins de négociations, elle se heurtait à la crise financière de l'organisation, elle était improbable et trop lente. Car, manifestement, l'urgence était extrême.

Lire la suite page 9

Michel Rocard, ancien premier ministre, est député européen et sénateur (PS) des Yvelines.

Lire page 13

Tchernobyl sous serre

CÉRÉALES ET LÉGUMES contaminés expérimentalement par une pollution radiologique sont étudiés au laboratoire de radiécologie du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à Cadarache (Bouches-du-Rhône). Ces recherches ont pour but de déterminer *in vitro* l'impact d'un accident nucléaire majeur sur les plantations agricoles. L'expérience, qui reproduit les conditions régnant dans le « périmètre interdit » entourant Tchernobyl, a commencé en 1985, un an avant l'explosion du réacteur ukrainien. Les premiers résultats montrent que les plantes absorbent la radioactivité de façon variable: le jeune blé n'en retient que 20 %, contre 80 % pour les épis arrivés à maturité. Le « lessivage » des plantes, par l'eau de pluie ou par arrosage délibéré, est illusoire. Un nouveau programme d'étude prévoit de suivre la migration dans le sol des radionucléides et leur capture par les racines des végétaux. L'objectif est de développer des méthodes de décontamination, mais la perspective de découvrir la plante-miracle à même de « piéger » la radioactivité est, de l'aveu des chercheurs, encore lointaine.

Le peintre anatomiste



CUCCO

UNE PREMIÈRE grande rétrospective rend hommage, à Meymac (Corrèze), à l'œuvre de Cucco, artiste exigeant de l'anatomie, qui a exprimé, dans son journal, l'angoisse du peintre face à son modèle. Deux autres expositions, de sculpteurs cette fois, Bernard Pagès et Giuseppe Penone, complètent nos pages Culture.

Lire pages 16-17

International	2	Entreprises	10
France	5	Finances/marchés	11
Annonces classées	5	Aujourd'hui	13
Société	6	Jeux	15
Abonnements	6	Météorologie	15
Régions	7	Culture	16
Cartes	7	Guide cinéma	18
Horizons	8	Radio-Télévision	19

ANVERS La faillite de la banque Max Fischer à Anvers, victime d'escroqueries et accusé d'avoir fermé les yeux sur des opérations de blanchiment de fonds d'origine dou-

teuse, a jeté la suspicion sur l'ensemble de la profession diamantaire. Aux yeux des médias néerlandophones, Anvers sent à présent l'« argent noir ». ● LES ISRAËLIENS,

exploitant les déboires de leurs collègues belges, s'efforcent d'attirer les professionnels anversois vers le centre de Tel-Aviv, où les banquiers annoncent franchement qu'ils ne de-

manderont pas à leurs nouveaux clients de justifier la provenance de leurs dépôts. ● NICHOLAS OPPENHEIMER devrait succéder, à la fin de l'année, à Julian Ogilvie Thompson à

la présidence de la compagnie sud-africaine De Beers. Il est le petit-fils du fondateur du conglomérat, numéro un mondial de la commercialisation des diamants bruts.

Le royaume des diamantaires d'Anvers éclaboussé par les scandales

Escroqueries, malversations financières, blanchiment d'argent sale : la faillite de la banque Max Fischer a ébranlé les courtiers de la cité de l'Escaut, par laquelle transite plus de la moitié du diamant mondial et dont le chiffre d'affaires annuel atteint 145 milliards de francs

ANVERS
de notre envoyé spécial
Marcel Sluzy avait tout. La fortune. La renommée. La présidence des principales œuvres sociales et sportives de la forte communauté juive (20 000 personnes) anversoise. Ce diamantaire à la soixantaine joviale, retiré des affaires, est aujourd'hui un homme brisé. Jeté en prison comme un vulgaire criminel, puis libéré sous caution, il est soupçonné de blanchiment d'argent, de détournement de fonds, de fraudes fiscales. Il risque une peine de cinq ans de prison ferme et une très lourde amende.

Le choc est pire encore : Marcel Sluzy était l'un des quelque 3 000 clients de la Banque Max Fischer, petit établissement qui comptait de nombreux juifs pratiquants dans sa clientèle, fermé par les autorités en début d'année. Une banqueroute retentissante, qui a entraîné déjà une dizaine d'arrestations, dont celle de deux fonctionnaires. D'autres interpellations - du beau monde, dit-on - doivent suivre. La vague déferlante du scandale Max Fischer a provoqué un véritable séisme sur les bords de l'Escaut, où la couleur muraille composait jusque-là la règle ordinaire.

Tout est parti de l'enquête policière internationale visant Fouad Abbas, dont la piste a conduit à cette banque familiale, blotée dans un bâtiment franchement laid de Pelikaanstraat, au cœur du quartier des brillants. Arrêté en Grande-Bretagne en avril, après une fuite de deux ans, réclamé par la justice néerlandaise et belge, ce diamantaire libanais, installé comme courtier dans le port flamand, enrichi en Afrique de l'Ouest, était un gros bonnet du trafic de drogue.

Abbas avait utilisé la Max Fischer Bank, spécialisée dans la gestion de fortunes et les transactions



de changes, pour « lessiver » ces fonds crapuleux. Victime d'une vaste escroquerie il y a quelques années, virtuellement en faillite depuis, sommée de regagner ses fonds propres, la banque a fermé les yeux sur l'origine des dépôts liquides et a même aidé à recycler l'argent sale.

PARANOÏA

Voilà la suspicion jetée sur l'ensemble de la profession diamantaire. Pourtant, jusque-là, cette plaque tournante du négoce où l'on vend, achète ou échange des dizaines de millions de carats sans contrainte avait été épargnée par les énormes fraudes qui avaient défrayé les marchés à terme de Londres ou de New York. N'empêche, la presse néerlandophone s'est déchaînée, manchettes sanguinaires à l'appui, contre cet univers secret et fermé.

Aux yeux des médias, Pelikaanstraat sent l'argent noir à plein nez. Les descentes en cascade de gendarmes agressifs, l'arme au poing,

dans les bureaux de cette enclave de deux kilomètres carrés ont créé une véritable paranoïa, savamment orchestrée par les juges. Ces derniers disposent d'une loi terrible, associant l'évasion fiscale au délit de « lessivage », qui leur permet de frapper dur. « Des infractions ont été commises. C'est notre devoir de faire toute la lumière », impossible de tirer davantage de porte-parole du procureur.

Traumatisé par l'affaire Dutroux, le personnel politique anversois reste pour sa part obstinément muet, terrorisé à l'idée d'être accusé de vouloir couvrir d'éventuelles malversations en intervenant auprès des magistrats. Quant au gouvernement central, il a du mal à dissimuler sa satisfaction à la perspective des juteux redressements fiscaux et des microbolantes pénalités qui ne vont pas manquer de renflouer les caisses de l'Etat. Ajoutons l'ombre du Vlaams Blok, formation d'extrême droite à l'antisémitisme à peine voilé, engagé dans une virulente campagne pour

appeler une rue d'Anvers du nom d'un ancien SS flamand, et l'atmosphère est devenue franchement irrespirable. La rumeur prête d'ailleurs aux « blokkistes » d'avoir infiltré les forces de l'ordre.

D'où vient la crise de confiance la plus grave traversée par le centre diamantaire depuis la guerre ? Le paysage s'est profondément transformé autour de l'Antwerpse Diamantkring, l'une des quatre Bourses de diamant, fondée en 1928. Il a été complète-

ment modifié par les politiques de déréglementation financière et de libéralisation économique menées par les gouvernements ou par l'Union européenne.

IMMOBILISME

En septembre 1944, dès la fin de l'occupation nazie, le gouvernement belge avait mis en place tout un arsenal de détaxations qui avait permis à Anvers de capturer le négoce d'Amsterdam, la rivale de toujours. A l'instar de ces factures fictives, jadis officialisées... par arrêté royal, qui sont aujourd'hui dans le collimateur des juges. Assoupi par sa prospérité, le secteur n'a pas cherché à se moderniser ; le Conseil supérieur du diamant, le lobby professionnel, s'est borné à gérer une fantastique rente de situation. Cet immobilisme des instances dirigeantes a d'ailleurs provoqué il y a six mois une véritable rébellion des 200 plus gros courtiers, regroupés au sein d'un comité d'action. Ce groupe, que l'on entend beaucoup, réclame notamment la mise en place d'un statut du diamantaire. Par ailleurs, la globalisation des opérations, et surtout l'avènement des marchés émergents d'Asie et d'Amérique latine, grands consommateurs de gemmes et de bijoux, ont bouleversé la donne.

« Maazel » (chance) : si ce mot

yiddish scelle toujours des affaires importantes sur des millions de dollars, l'image d'une branche juive à 95 % est de nos jours trompeuse. A Anvers, les ressortissants indiens, originaires de Bombay ou du Gujarat (lire ci-contre), réalisent désormais plus de la moitié - certains parlent de 70 % - du chiffre d'affaires de la place.

« Les diamantaires du sous-continent n'ont pas le même attachement sentimental à la Belgique que leurs collègues juifs, solidement ancrés à leur patrie. Les premiers sont seulement là pour faire des affaires », ironise un membre du Conseil supérieur sous couvert d'attachement. Le cas échéant, déménager les bureaux à Londres, New York ou Genève, voire à Tel-Aviv (qui dispose depuis peu d'une liaison aérienne directe avec Bombay) s'avère une tâche aisée. Les négociants indiens ne possèdent-ils pas des filiales de par le monde, gérées par les membres de leur clan, qui peuvent facilement prendre le relais ?

De son bureau de Schurpstraat, Kaushik Mehta règne en maître avec ses frères sur un empire des pierres employant plusieurs dizaines de milliers de tailleurs aux quatre coins du globe. Tel un champion d'échecs, il mène plusieurs parties accélérées en simultané, mais en criant et en gesticulant à l'adresse des traders qui veulent lui vendre de petites enveloppes blanches contenant des bijoux de carbone pur. « Si la police et le fisc continuent de nous harceler, si l'enquête sur la déroute de Max Fischer prend de l'ampleur, ce sera mauvais pour l'avenir d'Anvers », glisse dans un anglais haché notre interlocuteur. Le regard est noir, intense, concentré. Visible, à Anvers, ces temps-ci, les diamants ne sont pas éternels...

Marc Roche

Les principaux centres de taille dans le monde

● **Anvers** (pierres difficiles). Plus de la moitié du diamant mondial transite par Anvers : 85 % de l'approvisionnement en diamants bruts, 55 % du taillé et 45 % des pierres naturelles à usage industriel. Le chiffre d'affaires annuel est de 23,25 milliards de dollars (environ 145 milliards de francs). Ce centre grossiste compte 3 500 courtiers et emploie 3 000 ouvriers.

● **Tel Aviv** (pierres moyennes). 20 000 employés parmi lesquels 11 000 ouvriers et 2 400 négociants. Chiffre d'affaires : 9,3 milliards de dollars (58 milliards de francs). Spécialité : les formes, la taille de fantaisie (ovale, marquise, poire...).

● **Bombay** (petites pierres et marchandises impures). Entre 800 000 et un million de tailleurs concentrés surtout à Surat (Sud-Gujarat), capitale mondiale du diamant de bijouterie. Chiffre d'affaires (estimation) : 11 milliards de dollars (68 milliards de francs).

● **New York** (grosses pierres). Chiffre d'affaires : 8,7 milliards de dollars (54 milliards de francs). Quelques 200 ouvriers concentrés sur la 47^e Rue. Les gemmes sont réexportées pour être revendues aux grands joailliers de la place Vendôme et d'ailleurs.

● **Bangkok** (petites et moyennes pierres). Chiffre d'affaires : 1,4 milliard de dollars (près de 9 milliards de francs). 8 000 ouvriers.

● **Moscou**, Smolensk (pierres moyennes). 8 000 ouvriers. Chiffre d'affaires (estimation) : 600 millions de dollars (3,7 milliards de francs). L'industrie russe souffre du manque de diamants bruts : les pierres proviennent de Sibérie et sont réservées à l'exportation pour obtenir des devises.

La place de Tel-Aviv, nouvelle « terre promise » des opérateurs ?

ANVERS
de notre envoyé spécial
« Personne chez nous ne vous demandera la provenance de votre dépôt » : le banquier israélien n'y est pas allé de main morte devant des journalistes anversois invités par la Bourse de Ramat Gan pour découvrir les mérites du centre diamantaire de Tel-Aviv. Les états d'âme de la communauté juive anversoise, les opérations coup de poing des juges flamands, les déboires de la banque Max Fischer... Les dirigeants de la place israélienne n'en demandent pas tant. Relayés par la presse locale, qui insiste lourdement sur la prétendue montée de l'antisémitisme en Belgique, ils s'efforcent d'attirer aujourd'hui sur les rives de la Méditerranée les professionnels anversois pour « travailler en sécurité ». Ainsi, selon un article du grand quotidien Yedioth Aharonoth, de nombreux hommes d'affaires is-

raéliens installés dans la ville de Rubens envisageraient de revenir au pays. « Ici, on nous regarde comme si on était des voleurs », a déclaré l'un d'entre eux.

Créée par des opérateurs anversois, l'industrie diamantaire de Ramat Gan est toujours ici le parent pauvre d'Anvers. Et pour cause : tandis que la métropole flamande et New York se sont arrogé la taille des pierres les plus belles et les plus prestigieuses, Tel-Aviv a été contrainte de se spécialiser dans le « mélo », les petites marchandises aux marges bénéficiaires inférieures. De plus, aujourd'hui, le secteur du taillé, en Israël, souffre de la concurrence des centres asiatiques, dont la main-d'œuvre bon marché est à l'origine de la perte récente de trois mille emplois. Dans ces conditions, la tentation est grande de vouloir débaucher des courtiers afin de fonder un véritable négoce du brut, activi-

té bien plus rentable. Sur le papier, l'infrastructure israélienne (deux Bourses, plusieurs banques, des débouchés aux Etats-Unis et en Asie, des tailles bien équipées) est à la hauteur de l'enjeu. La législation bancaire est particulièrement laxiste pour les étrangers, qui peuvent quasiment déposer n'importe quelle somme sans avoir à justifier de sa provenance. Le matériel informatique de pointe est impressionnant.

FACTEURS PÉNALISANTS

Reste que Tel-Aviv est pénalisée par plusieurs facteurs importants. Il n'existe pas de banque diamantaire spécialisée, comme c'est le cas à Anvers, dotée de capitaux considérables, d'un vaste réseau international de filiales et du savoir-faire financier indispensable. De plus, le géant sud-africain De Beers, numéro un mondial de la

commercialisation de diamants, a toujours privilégié Anvers au détriment de Tel-Aviv pour écouler ses meilleurs lots auprès de clients « privilégiés ».

Autre point noir, les scandales en série qui secouent le monde diamantaire israélien : de petits escrocs russes proposant aux touristes des diamants synthétiques « made in Russia », des groupes mafieux organisant un trafic direct entre Israël et la Russie, des affaires de corruption impliquant douaniers et policiers... Reste enfin le facteur « risque de guerre », plus que jamais à l'ordre du jour avec l'effondrement du processus de paix. Or la stabilité est une vertu cardinale du métier. L'évacuation rocambolesque, lors de la guerre du Golfe en 1991, des stocks de diamants israéliens à Londres est encore dans toutes les mémoires...

M. R.

Nicholas Oppenheimer va prendre la tête du groupe sud-africain De Beers

Le petit-fils du fondateur hérite enfin du conglomérat, numéro un mondial de la commercialisation des pierres brutes

LONDRES
de notre correspondant
dans la City
Nicholas Oppenheimer doit accéder, à la fin de l'année, à la pré-

PORTRAIT

Pour l'héritier, on attendait la voie royale : ce fut le parcours du combattant

sidence de la compagnie sud-africaine De Beers, numéro un mondial de la commercialisation des diamants bruts, a annoncé, mardi 12 août, l'actuel président, Julian Ogilvie Thompson, qui occupait ce poste depuis treize ans. Aujourd'hui vice-président d'un des derniers cartels au monde et patron de la Central Selling Or-

ganisation, le bureau de vente londonien, « Nicky » incarne corps et âme ce conglomérat fondé par son grand-père, Sir Ernest Oppenheimer, dans les années 30.

« Sir Ernest était un grand entrepreneur, et Harry, son fils, plutôt un prince philosophe. Nicky, lui, est un homme d'action, pragmatique, décidé », lit-on dans la biographie officielle et succincte remise aux visiteurs du 44, Main Street, siège du groupe Anglo-American-De Beers à Johannesburg.

UNE EXISTENCE DISCRÈTE

Avec sa barbe fournie, sa physionomie d'ours et son flegme, Nicky Oppenheimer, cinquantedeux ans, traîne derrière lui une image de « chouette type » plutôt que d'entrepreneur fonceur.

Issu d'une famille illustre, l'équivalent sud-africain des Rockefeller ou des ducs de Westminster, ce pur produit de l'establishment anglophone, moulé au pensionnat anglais de Harrow et à Oxford, a intégré l'empire des pierres de feu en 1968, comme porte-serviette de son père Harry. On attendait pour l'héritier la voie royale : ce fut le parcours du combattant. Quand le patricien finit par céder les rênes, en 1990, c'est Ogilvie Thompson, son bras droit et confident, qui lui succède. « Nicky », dit-on, n'est pas prêt.

Malgré sa fortune, cet amateur des activités en plein air de la gentry anglaise - en particulier le cricket et la chasse -, qui pilote lui-même son hélicoptère, mène une existence discrète dans le domaine familial de Brentthurst,

dans le nord de « Joburg ». Son épouse, Orrilia, s'occupe d'œuvres charitables dans les townships ; son fils, Johnatan, vingt-sept ans, est affecté à la filiale du groupe au Zimbabwe. Sa seule excentricité connue : une fresque murale dans la salle de bains représentant des personnages magiques du Seigneur des anneaux, de Tolkien, l'auteur favori du maître des lieux.

« L'HOMME INVISIBLE »

Pour en finir un jour avec les questions embarrassantes de la presse locale - qui l'avait surnommé « l'homme invisible » pour son refus obstiné de la rencontrer -, Nicky Oppenheimer s'est déclaré simplement philistin.

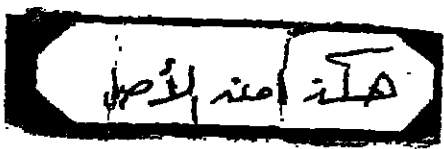
L'homme à qui, depuis, colle à la peau la réputation de cultiver

des idées courtes a certes l'air pataud, mais la finesse est en dessous. Il y a chez lui quelque chose du plénipotentiaire, et l'homme est en effet devenu un spécialiste des négociations difficiles, en particulier avec les Russes, qui rechignent à renouveler l'accord de commercialisation des pierres sibiériennes.

Qui veut rencontrer « Nicky » est contraint de se faire inviter au Grand Prix du Diamond Day, sponsorisé par la De Beers, qui se déroule, fin juillet chaque année, sur l'hippodrome d'Ascot, en présence de la reine. Pudique, Elizabeth II détourne les yeux devant ses chaussures brunes et son costume beige, normalement contraires au bon goût. Après tout, le roi du diamant, c'est lui...

M. R.

Handwritten signature: JAVICO



Les Occidentaux entraîneraient des unités pour arrêter les criminels de guerre en Bosnie

Washington aurait tenté de négocier avec Radovan Karadzic

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France entraîneraient secrètement des unités d'élite afin d'arrêter des criminels de guerre en Bosnie-

Herzégovine, notamment Radovan Karadzic et Ratko Mladic, selon la chaîne ABC. Le Pentagone a démenti. La présidente de la République serbe,

Billjana Plavsic, révèle par ailleurs que Washington aurait offert l'impunité à M. Karadzic contre son exil, et que ce dernier aurait refusé.

DES UNITÉS commandos des armées américaine, britannique et française s'entraîneraient actuellement ensemble en Europe, secrètement, pour aller arrêter des criminels de guerre en Bosnie-Herzégovine, a affirmé, mardi 12 août, la chaîne de télévision américaine ABC. Ces raids, complètement indépendants des opérations de maintien de la paix de l'OTAN, pourraient avoir lieu à l'automne et viser en priorité les anciens chefs politiques et militaires serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic. Citant des sources militaires américaines anonymes, ABC précise qu'aucun feu vert politique n'a encore été donné mais que cette initiative allée est soutenue par au moins une demi-douzaine de pays. L'agence de renseignement américaine, la CIA, serait activement mêlée à la préparation de ces raids.

« Contrairement à ce qui a été dit, les forces américaines ne sont impliquées dans aucune opération

commando unilatérale ou multilatérale en vue d'appréhender des criminels de guerre en ex-Yougoslavie », a déclaré, mardi soir, un porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon.

La Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie (SFOR) avait lancé, le 10 juillet, dans la région de Prijedor, une opération visant à arrêter deux Serbes recherchés par le TPI pour « complicité de génocide ». L'un avait été tué, l'autre arrêté et conduit à La Haye, siège du TPI. Le Pentagone avait ensuite fait savoir que les troupes de l'OTAN devaient recevoir de nouvelles directives politiques des seize membres de l'Alliance avant de pouvoir lancer des opérations pour arrêter des criminels de guerre comme Radovan Karadzic. Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, n'avait cependant pas exclu la possibilité d'actions semblables à celle de Prijedor. « Je pense qu'il est très important que ceux qui ont été inculpés sachent

que le monde ne va pas les ignorer, et qu'ils continuent à se demander quel genre d'action va se produire à l'avenir », avait-il souligné.

POSITION « INCHANGÉE »

Le week-end dernier, le négociateur américain, Richard Holbrooke, a déclaré avoir reçu à Belgrade la promesse que Radovan Karadzic n'interférerait plus dans la vie politique en République serbe. M. Holbrooke venait de s'entretenir avec le président yougoslave Slobodan Milosevic et Momcilo Krajisnik, l'homme fort de la République serbe (de Bosnie), resté le bras droit de Karadzic. Le diplomate a toutefois souligné que la position des Etats-Unis demeure « inchangée » : « Les personnes inculpées de crimes de guerre doivent être jugées ».

Dans un entretien au Financial Times publié mercredi 13 août, la présidente de la République serbe, Billjana Plavsic, affirme que Radovan Karadzic aurait décliné une

proposition américaine de se réfugier dans un pays tiers. La proposition, qui aurait pu permettre à M. Karadzic d'échapper aux poursuites pour crimes de guerre, aurait été soumise à M. Plavsic par le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, début juin à Banja Luka. Mais elle affirme avoir esquivé un refus quand elle s'est rendue dans le chef des partisans de M. Karadzic pour transmettre l'offre américaine.

Cette révélation, si elle était confirmée, pourrait s'avérer embarrassante pour l'administration Clinton, qui a toujours insisté publiquement pour que Radovan Karadzic soit jugé. « Je suis vraiment désolé qu'il ait perdu cette chance. Je pense que cette offre était raisonnable », a déclaré M. Plavsic, ajoutant qu'elle estimait que l'offre était la « dernière chance » pour le leader serbe, qui n'aurait d'ailleurs pas été renouvelée par Richard Holbrooke, la semaine dernière. - (APR)

L'ancien « Raspoutine du Kremlin » règle ses comptes avec le président russe

MOSCOU

Tous ceux qui s'attendaient à des révélations scandaleuses et croustillantes sur Boris Eltsine ont été déçus. Alexandre Korjakov, plus proche ami, confident et garde du corps du président russe pendant plus de dix ans mais qui fut brutalement limogé, en juin 1996, à la veille du second tour de l'élection présidentielle, n'a rien dévoilé de nouveau en présentant, mardi 12 août, lors d'une conférence de presse à Moscou, son livre de « mémoires » intitulé *Boris Eltsine : de l'aube au crépuscule*. Pour l'heure, l'ouvrage de 400 pages de cet officier du KGB, qui a fait ses débuts comme platiné devant le mausolée de Lénine, n'est pas encore disponible. La date exacte de sa sortie reste indéterminée, les éditeurs russes ayant été soumis à des pressions.

Celui que l'on surnomma le « Raspoutine du Kremlin » a affirmé que des intermédiaires agissant pour le compte de la fille - et conseillère - de Boris Eltsine, Tatiana Diatchenko, ainsi que pour l'influent secrétaire adjoint du Conseil de sécurité russe, Boris Berezovski, lui avaient proposé 5 millions de dollars en échange de la non-parution du livre. L'ex-chef de la garde présidentielle, de-

venu député, a décliné l'offre car, dit-il, « il est temps que la vérité sur Boris Eltsine soit connue ».

L'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, avec lequel M. Korjakov a déclaré avoir signé « un très, très bon contrat », a publié à chaud les « bonnes feuilles » de ce livre « historique ». Selon le récit de M. Korjakov, Boris Eltsine a un fort penchant pour la boisson. Une fois ivre, il fait des « blagues désastreuses », même en présence du président américain Bill Clinton. Lorsque son fidèle garde du corps faisait disparaître les bouteilles de vodka des cuisines du Kremlin, avant l'élection présidentielle de juin 1996, le président russe organisait des réceptions officielles pour pouvoir boire.

TENTATIVES D'ASSASSINAT

Dans une interview accordée, fin juin, au quotidien britannique *The Guardian*, l'ancien garde du corps de Eltsine et de sa femme, Tatiana, avait aussi affirmé que son ancien patron avait été en proie à des crises de dépression avant d'être victime de sévères attaques cardiaques en 1995. Selon l'ex-éminence grise du Kremlin, le chef de l'Etat russe aurait même tenté plusieurs fois de se suicider, une première fois en 1990 en se jetant

dans la Moskova. En disgrâce du Parti, Boris Eltsine avait alors affirmé avoir été victime d'un attentat du KGB.

Plus intéressant peut-être que ces « révélations » tardives sur la maladie - apparemment guérie - et l'alcoolisme, qui semble être sous contrôle - du numéro un russe, le livre de M. Korjakov jette une lumière crue sur les mœurs du clan qui a succédé au sien au Kremlin. Selon M. Korjakov, l'influent Boris Berezovski aurait paré de faire assassiner le banquier Vladimir Goussinski ainsi que le maire de Moscou, Iouri Loujov. Selon le général Korjakov, Boris Berezovski aurait établi son influence sur la fille de Boris Eltsine en lui offrant des voitures : d'abord une Lada-Niva, puis une Chevrolet.

M. Korjakov a lancé « un avertissement à ceux qui aiment le spectacle des cours », se disant prêt « à tout prouver » devant la justice, avec des « enregistrements, des disques informatiques, tout ce qui [lui] reste de [sa] vie précédente ». Sans exclure des poursuites, le Kremlin semble avoir choisi le dédain. « Korjakov est un homme malade. Il souffre d'un complexe d'infériorité et de persécution », a déclaré le porte-parole de M. Eltsine.

Jean-Baptiste Naudet

La Roumanie s'apprête à liquider dix-sept sociétés publiques

Cette mesure, socialement coûteuse, est un test sérieux pour le gouvernement, pressé par le FMI

CONFRONTÉ depuis plusieurs jours à une vague de protestations, le gouvernement roumain a réaffirmé, mardi 12 août, sa volonté de liquider cette semaine dix-sept grosses sociétés publiques - et 30 000 emplois - très fortement déficitaires. Présenté en milieu de semaine dernière, le plan de restructuration du premier ministre chrétien-démocrate, Victor Ciiorbea, repose sur les très mauvais résultats économiques de ces entreprises, qui enregistrent 270 millions de dollars de perte pour seulement 120 millions de chiffres d'affaires.

L'application de cette mesure coûteuse sur le plan social représentera le premier test sérieux pour la nouvelle majorité, associant

des chrétiens-démocrates, des libéraux et des sociaux-démocrates, élus sur un programme d'assainissement économique en novembre 1996. La marge de manœuvre est étroite pour un gouvernement soumis aux pressions du FMI, qui appelle à plus de réformes et plus vite - synonymes de chômage à court terme - et à celles de la population, soucieuse de préserver les emplois.

Plusieurs fois, ces derniers mois, le gouvernement a cédé aux revendications de salariés opposés aux restructurations. Cette fois encore, il a donné des signes de flottement alors que l'annonce de sa décision avait fait descendre 20 000 personnes dans les rues de plusieurs villes. Ainsi, lundi, il ju-

rait de ne pas plier sous la pression des syndicats. Le lendemain, il annonçait le réexamen de la situation de deux raffineries et d'un constructeur de wagons estimant que « leur redressement n'était pas exclu » avant de renouer, quelques heures plus tard, avec la fermeté.

OBÉSITÉ

Si le premier ministre veut tenir ses engagements, c'est que la liquidation des « 17 » est censée servir d'exemple afin de réduire les énormes pertes d'un secteur public obèse. « Du succès ou non de cette action dépend l'avenir de la réforme, car 154 autres entreprises en difficulté devraient, pour la plupart, être prochainement fer-

mées », a-t-il affirmé. Par ailleurs, le gouvernement sait que ce dossier est observé avec beaucoup d'attention par le FMI dont l'aide financière est indispensable au pays. Ce n'est sans doute pas un hasard si M. Ciiorbea a annoncé, la semaine dernière, son plan de restructuration quelques heures seulement après le départ de Bucarest de Poul Thomsen (« le vrai premier ministre roumain », ironise la presse nationale), chargé au FMI des négociations avec la Roumanie.

Félicitant les autorités roumaines pour leurs bons résultats en matière de lutte contre l'inflation et pour la stabilisation économique du pays, M. Thomsen avait stigmatisé la lenteur des réformes structurelles, dont l'avancée conditionnelle le versement d'une deuxième tranche d'un prêt de 430 millions de dollars signé en mars dernier. Ainsi, les quelque 1 000 entreprises publiques privatisées depuis le début de l'année ne sont que « des petites et des moyennes entreprises », a admis M. Ciiorbea. Il a également déploré « les retards » dans les restructurations et dans « l'établissement d'une ferme discipline financière ». Aux yeux du FMI, le sort réservé aux « 17 » permettra donc de tester la détermination des autorités roumaines après les longues années d'attentisme sous Ion Iliescu. M. Ciiorbea en est conscient. « Nous n'avons plus de temps à perdre, a-t-il dit. Ce moment représente l'épreuve du feu de la réforme ».

Christophe Châtelot

L'ONU tente de sortir Chypre de l'impasse

LE MÉDIATEUR de l'ONU, Diego Cordovez, a soumis, mardi 12 août, de nouvelles propositions aux dirigeants chypriotes, réunis près de Montreux (Suisse), pour tenter de sortir de l'impasse les négociations sur la réunification de Chypre entamées la veille, a indiqué, mercredi, un diplomate. M. Cordovez a présenté deux documents de travail au dirigeant chypriote grec, Glafcos Cléridis, et à son homologue turc, Rauf Denktaş. Les deux hommes exposeront leurs vues ce mercredi lors d'une nouvelle réunion, a-t-on précisé de même source.

Ces documents porteront notamment sur le calendrier des pourparlers et sur un projet de

constitution. Les deux parties sont en désaccord total sur le règlement des principales questions liées au conflit chypriote (réfugiés, sécurité, territoire, garanties mutuelles). Les Chypriotes turcs réclament une présidence tournante, un véritable partage du pouvoir gouvernemental avec les Chypriotes grecs et l'égalité sur le plan de la souveraineté ; exigences que refuse farouchement la partie grecque en faisant valoir que les Turcs ne représentent que 18 % de la population de l'île.

A l'issue de sa deuxième entrevue officielle avec M. Cléridis, M. Denktaş a fait état de progrès limités aux pourparlers et il a affirmé qu'il resterait jusqu'à la fin de

la conférence, qui doit en principe durer cinq jours. Mais il a exclu de signer une déclaration commune à l'issue des négociations. Ces propos dénotent, malgré tout, un état d'esprit nettement plus positif que celui qu'exprimait M. Denktaş avant le début des discussions. Il menaçait alors de se retirer. Un diplomate notait avec satisfaction que « le fait qu'ils se soient rencontrés une deuxième journée représente un succès ». Mais, un peu plus tôt, un autre diplomate évoquait un « dialogue de sourds » et, côté chypriote grec, on soulignait que les discussions étaient dans l'impasse depuis vingt-trois ans et qu'il ne fallait pas faire preuve d'un excès d'optimisme. - (APR/Reuters)

PRÉFECTURE DU GARD AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PRÉALABLE

• A la Déclaration d'Utilité Publique des travaux concernant l'aménagement à 2 x 2 voies de la RN 106 entre BOUQUILLAN-ET-NOZIERES ET NIMES.
• A l'attribution du statut de Route Express de la RN 106 entre le P.R. 22+000 à Bouquillan et le P.R. 4+550 à Nîmes.
• A la mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.) de : BOUQUILLAN-ET-NOZIERES, BRIGNON, MOUSSAC, SAUZET, SAINT-GENÈS-DE-MALGOIRÈS, LA ROUVIÈRE, LA CALMETTE ET NIMES.

Conformément aux dispositions de l'Arrêté préfectoral du 06 Août 1997, le projet d'aménagement à 2 x 2 voies de la RN 106 entre BOUQUILLAN-ET-NOZIERES, ET NIMES sera soumis du 08 septembre 1997 au 08 octobre 1997 à une enquête préalable sur les communes de Bouquillan-et-Nozières, Brignon, Moussac, Sauzet, Saint-Génès-de-Malgoirès, La Rouvière, La Calmette, Gajan et Nîmes, à la déclaration d'utilité publique des travaux, au classement en route express et à la mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols.

Pendant cette période, les pièces des dossiers ainsi que les registres d'enquête seront déposés au Mairies de Bouquillan-et-Nozières, Brignon, Moussac, Sauzet, Saint-Génès-de-Malgoirès, La Rouvière, La Calmette, Gajan et Nîmes (siège de la Commission d'Enquête, Services Techniques de la Ville, Rue Bompard).

Le public aura la possibilité de consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet (utilité publique, classement en route express et plans d'occupation des sols), pendant les jours ouvrables et aux heures d'ouverture des bureaux, ou de les adresser par écrit à Monsieur le Président de la Commission d'Enquête (siège de la Commission d'Enquête, Mairie de Nîmes, Services Techniques de la Ville, Rue Bompard, 30033 Nîmes Cedex).

La Commission d'Enquête désignée par arrêté de Madame le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 1^{er} avril 1997, est composée ainsi :

Président : • Monsieur Paul LLAMAS
Ingénieur Divisionnaire des TPE, Retraité
Assesseurs : • Madame Monique SAUSSINE
Géomètre expert
• Monsieur Roger DAMIE
Retraité de la police nationale

L'un au moins des membres de la Commission d'Enquête se tiendra à la

disposition du public en Mairies de :
- Bouquillan-et-Nozières le 08 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Saint-Génès-de-Malgoirès le 08 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Nîmes le 06 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Brignon le 16 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Moussac le 16 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- La Calmette le 16 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Saint-Génès-de-Malgoirès le 20 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- La Rouvière le 20 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Bouquillan-et-Nozières le 24 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Sauzet le 24 septembre 1997 de 15h00 à 18h00
- La Calmette le 24 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Brignon le 02 octobre 1997 de 15h00 à 18h00
- Gajan le 02 octobre 1997 de 10h00 à 12h00
- La Rouvière le 02 octobre 1997 de 10h00 à 12h00

La Commission d'Enquête se tiendra à nouveau à la disposition du public, à NIMES (Services Techniques de la Ville, Rue Bompard) le 08 octobre 1997, dernier jour de l'enquête, de 14h00 à 17h00.

A l'issue de l'enquête, il pourra être pris connaissance du rapport et des conclusions de Monsieur le Président de la Commission d'Enquête à la Préfecture du Gard, à la Sous-Préfecture d'Alès et en Mairies de Bouquillan-et-Nozières, Brignon, Moussac, Sauzet, Saint-Génès-de-Malgoirès, La Rouvière, La Calmette, Gajan et Nîmes (Services Techniques de la Ville, Rue Bompard, 30033 Nîmes Cedex), ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement du Gard - Service Études et Travaux - 89, rue Weber, 30007 Nîmes.

PRÉFECTURE DU GARD AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PRÉALABLE

• A la Déclaration d'Utilité Publique des travaux concernant l'aménagement à 2 x 2 voies de l'itinéraire PONT-SAINT-ESPRIT - BAGNOIS-SUR-CEZE - ROQUEMAURE (Carrefour des Carabinières - RD 976) soit du P.R. 5+0450 au P.R. 12+1318 pour la RN 86, du P.R. 0+000 au P.R. 20+000 pour la RN 580 et le tracé existant à 2 voies entre l'actuelle RN 86 et le point d'échanges de Bagnois Nord sur la nouvelle infrastructure.

• A l'attribution du statut de Route Express du l'itinéraire et du raccordement à 2 voies entre l'actuelle RN 86 et le point d'échanges de Bagnois Nord sur la nouvelle infrastructure.

• A la mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.) des communes de : PONT-SAINT-ESPRIT, SAINT-ALEXANDRE, SAINT-NAZARE, BAGNOIS-SUR-CEZE, ORSAN, LANDUN, SAINT-GENÈS-DE-COMOLAS, SAINT-LAURENT-DES-ARRES, et ROQUEMAURE.

Conformément aux dispositions de l'Arrêté préfectoral du 06 Août 1997, le projet d'aménagement à 2 x 2 voies de l'itinéraire PONT-SAINT-ESPRIT - BAGNOIS-SUR-CEZE - ROQUEMAURE (Carrefour des Carabinières - RD 976), et du raccordement à 2 voies entre l'actuelle RN 86 et le point d'échanges de Bagnois Nord sur la nouvelle infrastructure sera soumis du 08 septembre 1997 au 08 octobre 1997 à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux, au classement en route express et à la mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols des communes de : Pont-Saint-Espirit, Saint-Alexandre, Saint-Nazaire, Vénégian, Bagnois-sur-Cèze, Orsan, Landun, Saint-Génès-de-Comolas, Saint-Laurent-des-Arres et Roquemaure.

Pendant cette période, les pièces des dossiers ainsi que les registres d'enquête seront déposés au Mairies de Pont-Saint-Espirit (Mairie annexe, rue du 19 Mars 1962, Pont-Saint-Espirit), Saint-Alexandre, Saint-Nazaire, Vénégian, Bagnois-sur-Cèze, Orsan, Landun, Saint-Génès-de-Comolas, Saint-Laurent-des-Arres, et Roquemaure, ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement du Gard - Service Études et Travaux - 89, rue Weber - 30007 Nîmes.

Le public aura la possibilité de consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet (utilité publique, classement en route express et plans d'occupation des sols), pendant les jours ouvrables et aux heures d'ouverture des bureaux, ou de les adresser par écrit à Monsieur le Président de la Commission d'Enquête au siège de la Commission d'Enquête (Mairie de Bagnois-sur-Cèze, Service Urbanisme de la Direction des Services Techniques de la Ville, Place Pierre Boulot, 30200 Bagnois-sur-Cèze).

La Commission d'Enquête désignée par arrêté de Madame le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 16 janvier 1997, est composée comme suit :

Président : • Monsieur François DEGEULH
Ingénieur Divisionnaire des TPE, Retraité
Assesseurs : • Monsieur Roger RINGUELET
Délégué Régional à l'Environnement, Retraité
• Monsieur Daniel LAROCHE
Architecte Paysagiste

L'un au moins des membres de la Commission d'Enquête se tiendra à la

disposition du public en Mairies de :
- Pont-Saint-Espirit (Mairie annexe) le 08 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Bagnois-sur-Cèze (Mairie annexe) le 08 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Landun (Mairie annexe de l'Ardèche) le 06 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Saint-Alexandre le 16 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Saint-Nazaire le 16 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Saint-Génès-de-Comolas le 16 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Orsan le 16 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Saint-Laurent-des-Arres le 20 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Saint-Alexandre le 20 septembre 1997 de 9h00 à 12h00
- Vénégian le 26 septembre 1997 de 14h00 à 17h00
- Roquemaure le 26 septembre 1997 de 13h30 à 16h30
- Saint-Nazaire le 02 octobre 1997 de 9h00 à 12h00
- Pont-Saint-Espirit (Mairie annexe) le 02 octobre 1997 de 14h00 à 17h00
- Landun le 02 octobre 1997 de 14h00 à 17h00

La Commission d'Enquête se tiendra à nouveau à la disposition du public à la Mairie de Bagnois-sur-Cèze, (Service Urbanisme de la Direction des Services Techniques de la Ville, Place Pierre Boulot) le 08 octobre 1997, dernier jour de l'enquête, de 14h00 à 17h00.

A l'issue de l'enquête, il pourra être pris connaissance du rapport et des conclusions de Monsieur le Président de la Commission d'Enquête à la Préfecture du Gard, en Mairies de Pont-Saint-Espirit (Mairie annexe, rue du 19 Mars 1962, Pont-Saint-Espirit), Saint-Alexandre, Saint-Nazaire, Vénégian, Bagnois-sur-Cèze, Orsan, Landun, Saint-Génès-de-Comolas, Saint-Laurent-des-Arres, et Roquemaure, ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement du Gard - Service Études et Travaux - 89, rue Weber - 30007 Nîmes.

Le nouveau président iranien compose un gouvernement de compromis

L'équipe de vingt-deux ministres doit encore être approuvée par le Parlement

Neuf jours après son investiture, le président iranien, Mohamad Khatami, a soumis, mardi 12 août, à l'approbation du Parlement la liste de

son gouvernement. La composition de cette équipe de vingt-deux ministres a dû être mesurée au trébuchet, tant les différentes factions du

régime ont exercé de pressions contradictoires sur le nouveau chef de l'Etat; elle reflète la difficulté d'opérer des choix politiques.

SI L'ART du compromis consiste à accepter les limites du possible dans une conjonction donnée, alors la liste des vingt-deux membres du gouvernement iranien présentée, mardi 12 août, par le nouveau président, Mohamad Khatami, au Parlement, pour approbation, est bien le fruit d'un compromis. M. Khatami aura fait des mécontents, y compris dans le camp de ses amis, en choisissant des personnalités qui ne sont pas nettement identifiables avec la « gauche » ou la « droite » - si tant est que ces deux catégories correspondent à quelque chose en République islamique d'Iran.

Le corollaire en est toutefois - quoi qu'en disent ceux qui insistent sur le primat donné aux compétences - un manque de clarté de la politique du gouvernement, si l'on exclut les ministères de l'intérieur, d'une part, de la culture et de l'orientation islamique, de l'autre. Deux ministères-clés pour un chef d'Etat qui a promis de faire respecter les libertés et qui prône l'ouverture et le dialogue entre les civilisations dans le domaine culturel. Le risque existe aussi que, d'un compromis à l'autre, les réformes promises par M. Khatami soient mises sous le boisseau.

M. Khatami confie à Ataollah Mohadjerani le portefeuille de la culture et de l'orientation islamique et à Abdollah Nouri celui de

l'intérieur. Pour avoir plaidé, il y a quatre ans, en sa qualité d'éditorialiste du quotidien *Ettelaat*, la normalisation des relations avec les Etats-Unis, M. Mohadjerani - vice-président sous le chef de l'exécutif sortant, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani - s'était attiré les foudres des conservateurs, qui dominaient le Parlement et pour qui le dialogue avec Washington est tabou dans la conjonction actuelle.

Il serait néanmoins erroné d'en conclure que M. Khatami se prépare à changer d'attitude envers les Etats-Unis. C'est pour engager une politique culturelle plus tolérante qu'il a porté son choix sur l'impétrant. Pour les Iraniens, toutes appartenances confondues, mais surtout les intellectuels, le titulaire du ministère de la culture et de l'orientation islamique est un personnage central. Sa personnalité est symbolique des orientations du gouvernement en matière de morale islamique, même s'ils savent que le clergé et le Guide de la République islamique, Ali Khamenei, demeurent tout-puissants. L'ouverture d'esprit dont M. Khatami avait fait preuve lorsqu'il détestait ce portefeuille ne l'avait-elle pas forcé à démissionner en 1992?

Ancien ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, figure de proue du courant radical, retrouve aujourd'hui le même marabout. On voit mal pourquoi les conserva-

teurs, qui avaient obtenu sa destitution en 1993, le verraient d'un meilleur oeil aujourd'hui à la tête d'un ministère chargé, entre autres, de faire respecter dans la rue les codes islamiques.

Kamal Kharazi, le nouveau ministre des affaires étrangères, passe pour être la quasi-caricature du profil bas, du bon exécutant d'une politique décidée ailleurs. Ceux qui l'ont connu lorsqu'il était directeur général de l'agence de presse Iran ou en tant que porte-parole militaire officiel du gouvernement durant la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran, de 1980 à 1988, disent de lui qu'il incarne la langue de bois. A-t-il changé, comme auraient changé tous ceux que l'on appelait les « radicaux de gauche », qui auraient beaucoup appris de leur traversée du désert de cinq ans?

UNE FEMME VICE-PRÉSIDENTE

En tout état de cause, la politique étrangère de l'Iran est l'un des domaines réservés du Guide de la République, et il ne faut pas prévoir, à court terme, de changements, même minimes, en la matière. A en croire un intellectuel islamique dans la mouvance du président Khatami, ce dernier se fixe d'abord pour tâche de réorganiser le ministère, qui souffre d'une pléthore de fonctionnaires. Et, ajoute un bon exégète de l'Iran, d'opérer des changements dans le

corps des ambassadeurs à l'étranger, phagocyté par les conservateurs.

Ghorbanali Dorri Najafabadi a été nommé au très important ministère des renseignements, l'oeil et l'oreille du régime à l'intérieur et à l'étranger. Le ministre sortant, Ali Fallahian, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt en Allemagne, a été nommément désigné par un tribunal de Berlin comme le commanditaire du meurtre de quatre opposants iraniens, en 1992, dans cette même ville.

Selon des sources concordantes, le premier choix du président Khatami se portait, pour ce ministère, sur l'un de ses plus proches alliés. L'hodjatolislam Mohamad Mousaoui Khoefnia, ancien porte-parole des étudiants qui avaient pris en otage les diplomates américains à l'ambassade des Etats-Unis, à Téhéran, en novembre 1979. Les conservateurs se sont opposés à sa nomination, non qu'ils aient récusé cette prise d'otages, mais parce que M. Khoefnia est l'emblème des « radicaux de gauche » exclus du pouvoir en 1992. M. Khoefnia serait toutefois nommé vice-président ou conseiller à la présidence, fonctions qui ne nécessitent pas l'approbation du Parlement. Une femme, Maasouma Ibtehkar, serait elle aussi nommée vice-présidente.

Mouna Nafim

Les séparatistes comoriens acceptent le dialogue

LES SÉPARATISTES ANJOUANAIS ont accepté, mardi 12 août, d'entamer des négociations avec le gouvernement comorien, tout en continuant de réclamer leur indépendance. Le gouvernement de la République fédérale islamique des Comores s'était auparavant déclaré prêt à négocier à condition de maintenir l'unité et l'indépendance du pays. Des séparatistes ont cependant exigé que la levée des barrages ne pourrait intervenir qu'après le départ des militaires et gendarmes. « L'indépendance est proclamée, elle est acquise, nous n'allons pas négocier l'indépendance mais de bons rapports avec Moroni », a insisté le porte-parole des insurgés. L'émis-saire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'ivoirien Pierre Yéré, a exclu toute sécession d'Anjouan, estimant que la sécession était « irréaliste et totalement inacceptable ». - (AFP)

Le journal du « Che » au Congo présenté pour la première fois dans sa totalité à Cuba

LA HAVANE. La totalité du journal, jusqu'ici inédite, qu'avait tenu en 1965 Ernesto « Che » Guevara, sur sa tentative d'organiser une guérilla au Congo ex-belge, figure dans le livre « Le rêve africain du Che. Qu'est-il arrivé dans la guérilla congolaise ? », présenté lundi 11 août à La Havane. Le livre a pour auteur le général cubain William Galvez, compagnon d'armes du général argentin Che Guevara.

Jorge Risquet, membre du Comité central du Parti communiste cubain, a précisé lors de la cérémonie de présentation du livre que le « Che » portait des jugements sur l'ancien président de l'ex-Zaïre, Laurent-Désiré Kabila, « certains, par instants, positifs en raison des conditions de leader naturel que [le Che] voyait en lui, et d'autres à caractère négatif en fonction de certaines attitudes enregistrées à ce moment-là ».

Accompagné d'une centaine de Cubains, Ernesto Che Guevara était venu soutenir et former, au sud du Congo, le mouvement nationaliste qui se réclamait de Patrice Lumumba, ancien premier ministre d'Afrique. L'indépendance, assassiné après avoir été arrêté, en décembre 1960, par le colonel Mobutu qui allait bientôt le remplacer.

ASIE

■ CAMBODGE : l'homme fort du régime de Phnom Penh, Hun Sen, a refusé l'offre d'abdication du roi Norodom Sihanouk lors de l'audience que le monarque a accordée, mardi 12 août, à Pékín, à une délégation de hauts dignitaires cambodgiens, a indiqué le souverain dans un communiqué. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : l'Union européenne va examiner s'il est utile de poursuivre son aide à l'Irak, à la lumière de la résolution de l'ONU contre le régime de Saddam Hussein. De retour d'un séjour à Bagdad, Emma Bonino, commissaire européenne aux questions humanitaires, a déclaré, mardi 12 août, à Bruxelles, que la population irakienne ne pourrait bénéficier de nourriture et de médicaments provenant des ventes de pétrole. Jugant que la population irakienne vivait « dans des conditions minables », elle en a imputé la responsabilité au « régime intolérable » du président Saddam Hussein et l'ONU prononcée pour la poursuite de l'embargo contre l'Irak, tant que ce pays ne collaborerait pas avec l'ONU. - (AFP)

■ Les Etats-Unis ont bloqué l'achat par l'Irak d'ambulances françaises, pour vérifier que ce contrat entre bien dans le cadre de la formule « pétrole contre nourriture », a indiqué, mardi 12 août, le département d'Etat. Bagdad avait accusé Washington d'avoir bloqué, au comité des sanctions de l'ONU, un contrat d'achat de cent ambulances françaises. - (AFP)

■ VATICAN : déplorant « la politique d'implantations juives dans les territoires palestiniens », l'observateur romain du mercredi 13 août salue la mission du négociateur américain Dennis Ross en affirmant que la poursuite du dialogue entre Israéliens et Palestiniens est « l'unique instrument utilisable pour surmonter la crise ». - (AFP)

AFRIQUE

■ CONGO : les tirs d'artillerie se sont intensifiés, mardi 12 août, à Brazzaville. Un obus est par ailleurs tombé sur Kinshasa, située de l'autre côté du fleuve. L'armée de l'ex-Zaïre aurait immédiatement riposté. - (AFP)

■ KENYA : le mouvement kenyan pro-réforme a décidé de suspendre toute action de masse pendant dix jours à la suite des violences qui ont marqué la grève générale du 8 août, faisant quatre morts. 201 personnes ont été arrêtées et inculpées pour ces violences. - (AFP)

■ BURUNDI : plus de 600 personnes ont été tuées depuis juillet lors d'affrontements dans le nord du Burundi entre deux mouvements de la rébellion tutsi, selon des réfugiés. - (AFP)

■ ANGOLA : le Conseil de sécurité de l'ONU a dénoncé, mardi 12 août, « la poursuite des actions de déstabilisation de l'Unita » en Angola, et averti le mouvement de Jonas Savimbi qu'il se tenait prêt à lui infliger de nouvelles sanctions. - (AFP)

■ OUGANDA : un demi-million de personnes sont mortes du Sida au cours des neuf dernières années, a annoncé, mardi 12 août, un journal gouvernemental. 1,5 à 2 millions de personnes sont actuellement porteuses du virus HIV en Ouganda. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ ETATS-UNIS : 1185 personnes sont mortes entre 1993 et 1996 en voulant franchir clandestinement la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, indique un récent rapport du Centre de recherche sur l'immigration de l'université de Houston (Texas). 72 % des victimes, majoritairement des hommes de moins de 30 ans, dont certains ne sont jamais identifiés, sont mortes noyées. Le renforcement des contrôles à la frontière pousse les immigrants à passer par le désert ou les montagnes, augmentant les morts dues à l'environnement, à la déshydratation ou à la chaleur. - (AFP)

Graves violations des droits de l'homme à Bahreïn, selon la FIDH

GENÈVE. Plusieurs dizaines de personnes sont mortes au cours des derniers mois à Bahreïn victimes de brutalités policières, affirme la Fédération internationale des droits de l'homme dans un rapport soumis à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève. Tout récemment, Cheikh Ali El Nahas, Bachir Fadel et Abdel Abdallah ont été torturés à mort durant leur garde à vue. Plus de 1 500 personnes sont détenues arbitrairement depuis 1996. Des enfants de sept ans ont été condamnés jusqu'à un an de prison pour avoir dessiné des graffitis. Des familles entières ont fait l'objet d'arrestations arbitraires lors de descentes brutales de la police dans leur village. - (Corresp.)

Les Etats-Unis attendent désormais des résultats entre Israéliens et Palestiniens

LE MÉDIATEUR américain, Dennis Ross, devait rentrer à Washington mercredi 13 août, après avoir eu de nouveaux entretiens avec les dirigeants israéliens et palestiniens. Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a estimé que le fait d'avoir défini un mécanisme de consultation entre Israéliens et Palestiniens dans le domaine de la sécurité était « encourageant » mais ne constituait pas une percée. « Il faut maintenant se concentrer sur des résultats », a-t-il ajouté, même si, « du point de vue de la procédure, les choses vont beaucoup mieux ».

« Il y a beaucoup de travail à accomplir. Lorsque nous parlons des questions de sécurité, c'est pour essayer de paver la voie à des questions plus larges qui doivent être abordées », a déclaré M. Ross après ses entretiens mardi avec le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

Le ministre palestinien de la coopération internationale, Nabil Chaath, a confirmé qu'un accord avait été conclu pour une coordi-

nation israélo-palestino-américaine sur les questions de sécurité. « Les Américains auront un rôle d'arbitre », a-t-il précisé. Selon lui, « ce n'est pas à l'Autorité palestinienne d'écraser le Mouvement de la résistance islamique Hamas et le Jihad islamique. Sa tâche, en vertu des accords, est d'empêcher tout acte portant atteinte au processus de paix et non d'obéir aux ordres d'Israël ». M. Nétanyahou a, pour sa part, demandé une nouvelle fois que l'Autorité palestinienne

« jette en prison les dirigeants et les opérateurs terroristes. C'est l'urgence pressante à laquelle nous faisons face », a-t-il dit.

Dans un communiqué, le Hamas a démenti la mission de M. Ross. « En insistant pour que l'Autorité palestinienne se plie aux demandes sécuritaires de M. Nétanyahou et pour qu'elle brise l'infrastructure des forces combattantes, M. Ross démontre que les Etats-Unis se sont alliés à Israël contre les Palestiniens », affirme le Hamas.

Heurts entre extrémistes juifs et police à Jérusalem

Plusieurs dizaines de Juifs ultra-orthodoxes ont tenté, mardi 12 août, de prier sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem-Est, où se trouvait l'antique Temple juif, mais la police les en a empêchés. Quelques échauffourées ont opposé les policiers aux activistes, qui manifestaient au neuvième jour du mois hébreux d'av, le jour le plus triste du calendrier juif, car il marque la destruction du Temple, en l'an 70, par les Romains. Les militants du mouvement Fidéles du mont du Temple, comme ceux d'autres groupes extrémistes juifs, ambitionnent de reconstruire le Temple à la place du dôme du Rocher et de la mosquée El Aqsa, qui figurent parmi les lieux les plus saints de l'Islam. « Mont saint, mont saint », scandaient les militants, qui sont allés jusqu'à la porte de l'esplanade, surplombant le mur des Lamentations, dernier vestige des soubassements de l'antique Temple et, de ce fait, le lieu le plus saint du judaïsme. - (AFP)

A Damas, le président Hafez El Assad a plaidé en faveur de la paix en recevant une délégation de cinquante Palestiniens israéliens, dont six députés de la Knesset. « Nous voulons la paix et sans cela il n'y aurait pas de processus de paix », a déclaré M. Assad aux membres de la délégation, selon un communiqué de la présidence syrienne. Mais M. El Assad a réaffirmé que son pays « n'abandonnera jamais et n'acceptera qu'une paix juste et globale ». Il a accusé M. Nétanyahou d'avoir « renié les engagements pris par le gouvernement travailliste d'Itzhak Rabin », à propos de l'évacuation du Golan, occupé en 1967.

Selon un membre de la délégation, le député travailliste Saleh Tarif, M. El Assad a répondu favorablement à un message de paix que lui a adressé le chef de l'opposition travailliste israélienne, Ehoud Barak. Selon lui, le chef de l'Etat syrien a déclaré que son pays « peut faire la paix avec Israël si les travaillistes accèdent au pouvoir, car ce parti est tenu par les engagements pris par Itzhak Rabin ». - (AFP)

Le Nigérien Fela enterré dans la ferveur en sa « République de Kalakuta »

LAGOS correspondance. Même la mort n'a pas empêché Fela de continuer à jouer les provocateurs. Le roi de l'afro-beat, décé-

REPORTAGE

Dans un pays en crise, ses chansons continuent à symboliser l'espoir

dé le 2 août 1997 du sida, à l'âge de cinquante-huit ans, tenait dans sa main droite, démesurée pour sa dépouille mortelle émaciée, un énorme joint. « Si ça ne plaît pas aux forces de l'ordre, elles n'ont qu'à l'arrêter sur-le-champ », lance Baba Ani, leader de son groupe, Egypt 80, à la foule qui se tord de rire. Même si elle était venue, la police aurait eu du mal à percer la marée humaine agglutinée dans cette ruelle du quartier résidentiel d'Ikeja, devant la « République de Kalakuta », la résidence où Fela vivait avec son entourage de femmes et de musiciens.

Sa dépouille mortelle présidé la cérémonie du haut du balcon. Exposé sous Plexiglas, Fela porte che-

mise multicolore, pantalon jaune et chaussures en velours. L'immense kermesse - plutôt qu'enterrement - oscille entre les rythmes de jazz à l'afrobeat et les hommages à son « message social ». « Il n'a jamais bouffé dans les caisses de l'Etat », déclare sa fille aînée, Yeni Anikilapo-Kuti. Contrairement aux politiciens qui gouvernent ce pays, il est mort en homme homme. Yeni fustige le pouvoir militaire pour l'avoir interpellé une dernière fois, en avril 1997, alors qu'il était gravement malade. « Ils l'ont tant brutalisé qu'il ne lui restait plus d'immunité », renchérit l'avocat de la famille. Une jeune couturière essuie ses larmes : « Vous savez, [Fela] subit tellement de choses parce qu'il dit ce qu'il pense. Il vit pour le peuple avec comme seul résultat la brutalité, et voilà que maintenant, il s'en va ».

Fela est mort dans un pays plongé dans un climat de morosité. Lagos, immense mégapole de 15 millions d'habitants, subit des pannes de courant de plus en plus fréquentes, et les pèunies d'essence prennent des proportions dramatiques pour le premier exportateur de pétrole en Afrique. « Les raffineries tombent en désuétude, de même

que les accidents d'avion sur les lignes intérieures sont devenus monnaie courante, explique un homme d'affaires. On ne répare rien, tout tombe en miettes. » Le niveau de vie des Nigériens a tellement baissé qu'ils ne peuvent plus se permettre de dépenser les 50 nairas (environ 4 francs français) nécessaires pour satisfaire leur penchant pour la bière brune.

Les opposants au régime les plus en vue ont été soit éliminés, comme l'écrivain Saro Wiwa, pendu en novembre 1995, soit emprisonnés, comme le frère de Fela, et le militant des droits de l'homme Beko Ransome-Kuti, condamné à quinze ans de réclusion pour son implication présumée dans un complot contre le chef de l'Etat, le général Sani Abacha.

« RÉVEILLE-TOI » Un avocat, voyant le cortège funèbre passer devant son bureau du quartier des affaires, estime qu'à l'heure « où les gens ont perdu espoir en leurs dirigeants les paroles des chansons de Fela leur donnent quelque chose à quoi s'accrocher ». Une secrétaire du ministère du logement, patientant sous un loile de plomb pour assister à la levée

du corps, se félicite que Fela ait pu « projeter une image positive de l'Afrique au reste du monde ». En passant devant sa dépouille, mortelle certains lui murmurent : « Réveille-toi ». Même des militaires en uniforme reprennent en chœur avec la foule certains de ses succès, comme *Soldier come, soldier go*, une chanson qui dénonce pourtant les putes à répétition auxquels le Nigeria est abimé.

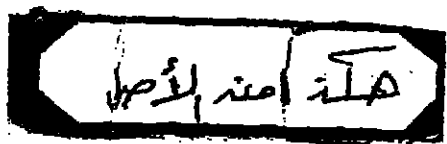
Le quotidien *P.M. News* rapporte qu'aucun crime n'a été signalé, lundi, à la police de Lagos, et conclut : « Suivant l'exemple de la population, les bandits ont pris congé pour rendre un dernier hommage à Fela. » Même les autorités ont voulu partager cette fierté nationale, les médias d'Etat accordant à sa mort presque autant d'attention que la presse privée. L'Etat de Lagos a même proposé d'organiser les funérailles, offre refusée par la famille. Loin de tout dignitaire, alors qu'on posait le cercueil au fond du tombeau, c'est son fils, Femi Anikilapo-Kuti, également musicien, qui lui a rendu les honneurs, reprenant un air de Fela sur son saxophone.

François Picard

I avait c'éta la liq vaill phor meu préfi noir men man dard I que quib son neu qu'u men sera Le b qu'i don il dé clor tilis dan de l déb suit l'en nun trou s'as se r

BUDGET En privi

Levi's



FRANCE

LE MONDE / JEUDI 14 AOÛT 1997

BUDGET Tous les ministres ont reçu, mardi 12 août, les « lettres-plafonds » leur indiquant le montant maximum des crédits qui seront mis à leur disposition en 1998. La règle gé-

nérale est de privilégier les investissements de l'Etat au détriment de ses dépenses de fonctionnement; le nombre de fonctionnaires ne sera pas diminué. ● LA DÉFENSE est la seule

exception. La mise en œuvre de la professionnalisation des armées impose un accroissement des dépenses de personnels. Elle devra faire des économies sur les commandes de matériels.

● L'EMPLOI est prioritaire, le coût des nouveaux emplois jeunes n'étant pas financé par la suppression d'autres aides. La justice et la culture seront aussi privilégiées. L'accroissement des

sommes consacrées à l'enseignement supérieur et à la recherche sera financé par redéploiement des crédits du ministère de l'éducation (lire aussi notre éditorial page 9).

En privilégiant les investissements, M. Jospin veut soutenir la croissance

Tous les ministres ont été priés de réduire les crédits de fonctionnement de leurs administrations. La diminution des commandes militaires permet de favoriser l'emploi, la justice et la culture. Les dépenses de l'Etat augmenteront moins que le produit intérieur brut

« ACCOMPAGNER le retour à la croissance » : à entendre les collaborateurs du chef du gouvernement, comme ceux du ministre de l'économie et des finances, ce serait la seule vraie ligne directrice du projet de budget pour 1998. La réduction du déficit, la non-augmentation des prélèvements obligatoires, la priorité accordée aux dépenses d'équipement et aux aides à l'emploi, tout dépendrait de ce souci premier. Persuadé que le léger frémissement actuel de la conjoncture ne peut que se renforcer dans les mois à venir, notamment sous l'effet bénéfique de l'évolution du dollar - même si la France doit le payer d'une légère augmentation de l'inflation, aujourd'hui réduite au strict minimum -, Lionel Jospin ne veut pas être accusé d'assombrir celle-ci sous le poids de nouveaux impôts et de la réduction des investissements de l'Etat, comme l'avait été Alain Juppé lorsqu'il avait drastiquement réduit le déficit budgétaire au printemps 1995.

La volonté de privilégier l'équipement sur le fonctionnement a considérablement compliqué les arbitrages que vient de rendre le

premier ministre sur les dépenses des différents départements ministériels (Le Monde du 9 août et daté 10-11 août). Les crédits de fonctionnement représentent, en effet, une masse imposante difficilement compressible. Les traitements des fonctionnaires et leurs retraites constituent, à eux seuls, 40 % du budget de l'Etat. Or, M. Jospin a décidé, contrairement à son prédécesseur, de ne pas réduire les effectifs de la fonction publique. Même si cela ne veut pas dire, bien au contraire, qu'il n'y aura pas une redistribution d'une administration à une autre, aucune économie ne sera réalisée sur ce poste. En revanche, pour l'instant, aucune somme n'est prévue pour des augmentations indiciaires, alors que les salaires de la fonction publique ont été bloqués en 1996 et ne seront augmentés que de 1 % en 1997. On explique, à Matignon, que tout dépendra des entretiens que doit avoir Emile Zuccarelli, le ministre de la fonction publique, à l'automne avec les syndicats et que, si nécessaire, on verra comment, au cours de l'exécution du budget, des crédits pourront être débloqués.



Les économies devront donc être trouvées sur les autres dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire sur les moyens à la disposition des services. Cela ne peut porter que sur des sommes faibles. Mais on assure à Bercy que chaque ministre a pleinement joué le jeu. Aussi, les crédits d'investissements de l'équi-

peuvent, de l'aménagement du territoire, du logement - les deux tiers de ces derniers ne sont d'ailleurs pas fournis par l'Etat - pourront être augmentés. De même, si, conformément aux priorités affichées par M. Jospin, les sommes consacrées à l'enseignement supérieur et à la recherche croissent,

c'est parce que Claude Allègre a réussi à redéployer les crédits de son ministère, en parvenant même à accroître les moyens de fonctionnement des cantines scolaires.

Aucun ministre n'a échappé à cette obligation. Même pas celui de Martine Aubry, alors même que l'emploi reste la priorité des priorités. Elle a dû faire des économies sur certains postes de son vaste ministère de l'emploi et de la solidarité. En échange, elle a obtenu l'essentiel : contrairement à ce qui figurait dans le programme socialiste, la création des nouveaux emplois-jeunes ne sera pas financée par la suppression d'autres dispositifs - comme les contrats-emplois-solidarités et les contrats-initiatives-emplois -, au moins en 1998, chacun ayant fini par convenir que le transfert ne pouvait se faire que progressivement. Il en coûtera près de 10 milliards de francs à l'Etat, l'an prochain.

Des économies importantes devaient être trouvées ailleurs. C'est le ministère de la défense qui en fera les frais ; du moins, à l'inverse des autres, ses crédits d'investissement et non pas de fonctionnement. Ceux-ci, du fait même de la poursuite de la professionnalisation des armées, augmenteront même sensiblement. En revanche, comme il est de tradition, mais contrairement à l'engagement pris par le président de la République, les dépenses d'équipements des armées seront inférieures à ce que prévoyait la loi de programmation militaire. A Matignon, on assure que cela sera fait par suppression de certaines études et « lissage » des grands programmes de commandes de matériels. Ainsi, le gouvernement n'entend pas accélérer les commandes de Rafale. Mais son prédécesseur ayant, entre les deux tours des élections législatives, passé une commande de treize avions de série, les chaînes de production ne seront pas à l'arrêt.

Le fait que, globalement, les crédits de la défense diminuent de 1997 à 1998 va permettre, aussi, d'augmenter ceux de la justice et de la culture, même si, pour ce dernier ministère, le mythe du 1 % du budget global de l'Etat ne sera pas atteint. Même si, pour l'instant, le

gouvernement se refuse à rendre public le moindre chiffre précis, il est clair que Lionel Jospin a prévu une augmentation des dépenses supérieure à celle fixée par Alain Juppé l'an dernier. De 1997 à 1998, « elles augmenteront significativement ».

La réduction progressive du déficit à 3 % du PIB

« Objectif 5%-4%-3% » : pour parvenir à un déficit représentant 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1997, le gouvernement Juppé avait promis de réduire chaque année d'un point de PIB le déficit. Il n'y est pas parvenu. Le gouvernement Jospin se fixe un objectif moins ambitieux : il prend pour hypothèse de travail une diminution de ce même déficit de 0,6 point de PIB en un an. Le déficit qui devrait être, cette année et d'après l'audit, de 3,6 % environ (de 3,1 % à 3,3 % après le versement de la soude de France Télécom - 37,5 milliards de francs - à l'Etat), sera ramené à 3 % en 1998. Bercy estime que l'exercice n'est pas inaccessible. Depuis 1994, chaque « marche » a été à peu près de cette hauteur : le déficit est passé de 5,6 % à 5 % entre 1994 et 1995, de 5 % à 4,2 % entre 1995 et 1996, puis de 4,2 % à 3,6 % entre 1996 et 1997. En 1998, la réduction devrait être d'autant plus facile à réaliser que la croissance espérée devrait être tirée par la consommation plutôt que par les exportations ; elle devrait donc générer davantage de recettes fiscales.

ment moins vite que le produit intérieur brut en valeur », dit-on simplement à Matignon. En fait, leur croissance pourrait être de l'ordre de 2 %, c'est-à-dire légèrement supérieure à l'inflation, qui pourrait dépasser de peu 1 %, alors que le PIB augmenterait en valeur de 4 %. Mais les prévisions sont loin d'avoir achevé leur travail, leurs études étant obérées par un pari sur l'évolution du dollar.

Thierry Bréhier

La fiscalité de l'Etat ne devrait pas être alourdie en 1998

APRÈS les dépenses, les recettes. A peine envoyées les « lettres-plafonds », les équipes de Lionel Jospin vont s'attaquer, après le week-end du 15 août, à la réduction du déficit, de la loi de finances pour 1998, celui portant sur les impôts. Ce travail doit déboucher sur la présentation de l'ensemble du projet au conseil des ministres du 24 septembre. L'objectif affiché à Bercy est de parvenir à une stabilisation des prélèvements de l'Etat. En 1998, le poids des impôts dans le produit intérieur brut devrait être maintenu à son niveau de 1997. Le gouvernement souhaite néanmoins amorcer, dès 1998, une redistribution entre les différents impôts avec un double objectif : un rééquilibrage entre les prélèvements qui pèsent sur le travail et ceux qui pèsent sur le capital d'une part, la recherche d'une fiscalité plus juste et plus favorable à l'emploi d'autre part.

Compte tenu des promesses de campagne et des contraintes de la réalité, Lionel Jospin va donc être amené à arbitrer sur plusieurs dossiers différents. Le premier concerne l'avenir du plan de baisse de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) décidé par

le gouvernement précédent. Alain Juppé avait fait adopter une loi prévoyant une réduction, sur cinq ans, de l'impôt sur le revenu de quelque 75 milliards de francs. Lionel Jospin avait refusé, le 21 juillet, de remettre en cause la baisse de l'IRPP de 25 milliards de francs de 1997. C'était pourtant l'une des hypothèses envisagées, après les résultats de l'audit, pour faire face au dérapage des finances publiques. L'opération aurait néanmoins été techniquement très difficile. Le gouvernement ne souhaitait pas, en outre, revenir sur un engagement de l'Etat.

REFORME DE L'ISF

Pour 1998, le ministère de l'économie aimerait que le gouvernement renonce à la baisse supplémentaire de cet impôt sur les revenus, de l'ordre de 15 milliards de francs, inscrite dans ce cadre. C'est une promesse pour laquelle Alain Juppé n'avait prévu aucun financement, plaide-t-on à Bercy. Le problème est politique : revenir sur cette baisse d'impôts serait mal vu au sein des classes moyennes et aisées, classes parmi lesquelles se recrutent les consommateurs sur

lesquels le gouvernement compte aussi pour soutenir l'activité.

La relance de la consommation devait aussi passer, au temps de la campagne électorale, par une baisse de la TVA à 2 %, le second dossier. Les marges sont très faibles, une baisse sensible de l'un des taux de cet état sur la consommation a toujours un coût très élevé pour les finances publiques. Il n'est ensuite pas toujours certain que cette baisse se traduise totalement dans les prix à la consommation, les entreprises pouvant être tentées de ne pas la répercuter intégralement dans leurs tarifs. Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, avait indiqué, sitôt entré en fonctions à Bercy, qu'une réduction de la TVA dès 1997, mais aussi en 1998, serait difficile. Matignon aimerait que quelques signaux, même symboliques, soient néanmoins envoyés, notamment sur certains produits de première nécessité.

Répondant à des engagements politiques, l'alourdissement de la fiscalité sur le patrimoine devrait aussi faire partie des décisions arrêtées avant le 24 septembre. A cet égard, les déclarations de Domi-

nique Strauss-Kahn devant les députés socialistes, le 21 juillet, laissent penser qu'une réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pourrait être engagée, avec une modification de son assiette et de ses taux, ainsi qu'une remise en cause de certains avantages fiscaux encore attachés à l'assurance-vie. Plus généralement, le gouvernement souhaite revenir sur certaines « niches fiscales » injustifiées ou inefficaces sur le plan de l'activité ou de l'emploi.

Au-delà de la fiscalité de l'Etat, Lionel Jospin pourrait aussi, conformément à ses propos de campagne, engager, dès 1998, deux autres grandes réformes, celle de la taxe professionnelle et celle visant à faire basculer les cotisations maladie des salariés sur la contribution sociale généralisée.

Erik Izraelewicz

Jacques Chirac s'était porté « garant » des moyens de la défense

LA COHABITATION pourrait y trouver un motif de friction. En faisant porter, sur le budget d'investissement du ministère de la défense, l'essentiel de l'effort de réduction des dépenses de l'Etat, Lionel Jospin s'engage sur un terrain potentiellement conflictuel avec Jacques Chirac. D'abord parce que la Constitution confère au chef de l'Etat un rôle éminent en matière de défense. Le président de la République est, aux termes de la loi fondamentale, le « chef des armées ».

Ensuite, parce que M. Chirac a fait de la réorganisation des armées l'une des réformes majeures de son septennat. Et, en contrepartie de l'effort demandé à l'institution militaire, le chef de l'Etat s'est, à plusieurs reprises, engagé à préserver les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

Il l'avait fait une première fois, le 23 février 1996, au lendemain de l'annonce de la professionnalisation de l'armée et de la suppression de la conscription. A cinq cents officiers et sous-officiers réunis à l'Ecole militaire, à Paris, le président de la République avait alors

demandé « une adhésion sans faille à l'œuvre de refondation ». En échange, il s'était porté « personnellement garant » du respect des moyens financiers des armées qui seraient dégagés par la loi de programmation militaire 1997-2002 alors en préparation, et qui fut adoptée par le Parlement au printemps suivant.

Lors de sa récente intervention télévisée du 14 juillet, M. Chirac a rappelé son engagement et souligné ses prérogatives en matière de défense. « En tant que chef des armées, indiquait-il, je veillerai à ce que nos forces continuent de disposer des ressources nécessaires tant à leur rénovation qu'au maintien de leurs capacités et de leur entraînement. » Il avait ajouté qu'il dresserait avec le ministre de la défense, Alain Richard, « un bilan des objectifs [de la loi de programmation militaire] au terme de cette première année d'application ». Les perspectives tracées par les lettres-plafonds pour la seconde année pourraient lui donner l'occasion de rappeler à nouveau ses engagements.

Cécile Chambraud

DÉPÊCHES

FUSION : Pierre-André Wiltzer, porte-parole de l'UDF, a réagi négativement, mardi 12 août, aux propositions de fusion du RPR et de l'UDF en affirmant que « la fusion ne peut ni se décréter d'en haut ni s'improviser, sous peine d'échouer ». Le maître RPR de Valence, Patrick Labaune, avait écrit, jeudi 7 août, au président du RPR, Philippe Séguin, et à celui de l'UDF, François Léotard, afin d'exprimer dans son département une fusion des deux partis de l'opposition. Renaud Dutreil, député UDF-DL de l'Aisne, a apporté son soutien à cette initiative.

EMPLOI DES JEUNES : Gérard Delfau, sénateur (PS) de l'Hérault, critique, dans un entretien aux Echos, mardi 12 août, l'« inégalité croissante » suscitée par le plan emploi-jeunes vis-à-vis des bénéficiaires de contrat emploi-solidarité (CES), qui placera les élus locaux dans une « situation impossible ». « Je ne vois pas comment, en tant que maire, je ferais cohabiter des postes de CES à mi-temps, et donc rémunérés à un demi-SMIC (...), avec des emplois créés spécialement pour des jeunes de moins de vingt-cinq ans et qui percevront, eux, l'équivalent du SMIC », explique M. Delfau, membre de la commission d'élaboration du programme économique du PS.

REPRODUCTION INTERDITE

IMMOBILIER

VENTES

APARTÈMENTS

Paris 5e
Notre-Dame, 45 m² à rénover.
Vue dégagée, chemin calme, poutres, 880 000 F.
Rénové 1 050 000 F.
Tél. : 01-44-07-37-05

Paris 7e
DUROC, 8 P., en duplex.
Beau volume, pierre de t.
A rénover 01-45-75-73-94

BELLECHASSE 120 m²
APPART. D'EXCEPTION
Boisat, cheminées d'époque
EMBRASSY 01-47-20-41-01

Paris 13e
Prox. parc Monceau, rénové, 120 m², 2 ch., 120 m², calme, soleil, 2 park.
Tél. : 01-43-35-18-36

Paris 14e
ALÉSIA, voie privée sécurisée, 2 chbrs, séj., terrasse, originalité, calme
1 540 000 F. 01-45-42-48-25

Côté Montrouge, imm. rénovée, 3-4 p., 70 m², A saisir.
790 000 F. 01-43-35-18-36

SEINE-ET-MARNE

Affaire à saisir, cause départ : F2 neuf, 40 m², 1^{er} ét., frais notaire réduits.
P. : 485 000 F. Tél. : 01-60-21-15-66 - 06-81-31-42-50

PROVINCE

Mimes, P4, 80 m², vue ségal, cuis. et s. b. équip., chauff. gaz, terrasse, gar., état parfait, expo. sur, vue. Px : 820 000 F. Tél. : 04-66-64-12-82 HR.

La Baulde, apt. F2, 56 m², séj., 21 m², chbr 12 m², cuis. équip., s. de bains, dche + wc, terr., balc., granit indiv., park.
Tél. : 02-40-23-34-11

Nice sur port, 6^e ét., 85 m² + 30 m² terrasses. Vue imprenable. 1 950 000 F. Tél. : 01-47-43-14-12

LA ROCHELLE
Quartier résid., apt. gd stand. T6, 147 m², gde terrasse E.S.O., prix : 2,3 MF. T. : 05-46-43-22-65 le mat.

MAISONS

DEAUVILLE, belle maison normande près centre et plage, calme, 11 ch., 5 ch., 2 cheminées, gde terrasse, jard., gar. 3 950 000 F. Tél. : 01-47-22-78-98

PROPRIÉTÉS

Marseille, part. vd, PROPRIÉTÉ PROVENÇALE
12 ha. Site d'exception : vallon, colline et pins. Calme, Bâtisse rustique 130 m² + studio indép., gd gar. 1,5 MF. Tél. : 04-91-45-35-38

LOCATIONS

COFFRES MEUBLES

Dans un beau parc avec de vieux arbres (2 piscines, courts de tennis), appartement avec vue imprenable sur la mer à Cannes/Californie dernier étage. Double salon avec mezzanine sous le toit, 1 chambre à coucher, cuisine, 2 salles de bains, 2 grandes terrasses. Meublé, avec sole au maître, garage souterrain. 9 900 FF par mois charge comprises. Ecrire sous chiffe P 10-522704 à Publicis, case 667, CH-8750 Cannes.

OFFRES VIDÉES

A LOUER 80, bd Raspail appart loc. prof. 112 m², 2e ét. asc. Libre 1^{er} sept. 97 rns. : 04-70-43-32-07

DEMANDES VIDÉES

JEUNE FEMME cherche studio ou studio indépendant à louer à Paris ou très proche banlieue. Agences, s'il vous plaît. Tél. : 01-40-50-96-78 HB

VACANCES TOURISMES LOISIRS

Septembre, 2 semaines WE. Week-end de 3 jours découverte, championnats, randonnées pédestres, Ht Douds, 3 neurts Paris TGV, maison d'été, ferme du XVIII^e, ch., chbrs, s. de bns, wc, cuis, et part maison, rns. Tél. : 03-81-38-12-51

Une demande spirituelle à découvrir ou à approfondir : celle de Marcel Léguat dans le magazine au sud de la Drôme : 25/30 août ou 27/31 octobre 1997. Au programme marche et détente, solitude et partage, silence et prières. Rns. : Isobeth TROUON - 04-77-74-12-86

ENVIRONNEMENT Le niveau 2 d'alerte de pollution de l'air à l'ozone a été dépassé, mardi 12 août, dans la région parisienne, ainsi qu'à Lyon, Lille et Strasbourg. ● **PRÉ-**

VOYANT un nouveau pic de pollution pour la journée de mercredi, le préfet de police de Paris a pris un certain nombre de mesures visant notamment à limiter la vitesse des

véhicules. ● **DANS LES HÔPITAUX**, les médecins n'ont pas, pour l'heure, constaté d'augmentation du nombre de consultations pour gêne respiratoire. Les services de Météo-France

prévoient que la situation climatique actuelle va perdurer jusqu'à la fin de la semaine. ● **À AIRPARIF**, on précise que cette pollution à l'ozone n'a rien d'exceptionnel au mois d'août.

● **ANCIEN MINISTRE** de l'environnement, Corinne Lepage a réclamar, mardi 12 août, la publication dans les délais les plus brefs des décrets d'application de sa loi sur l'air.

Plusieurs villes françaises sont touchées par une pollution à l'ozone

Le niveau 2 d'alerte a été dépassé à Paris, Lyon, Lille et Strasbourg. Pour l'heure, aucune mesure visant à restreindre la circulation automobile n'est envisagée. Le préfet de police de Paris a néanmoins décidé de renforcer les mesures de limitation de vitesse

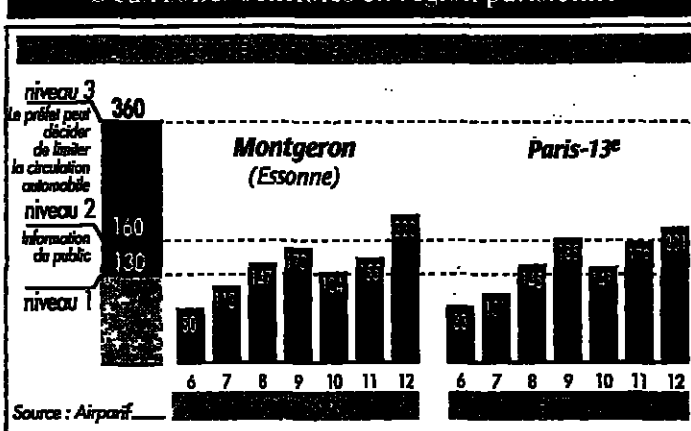
LE PIC de pollution de l'air à l'ozone a été dépassé, mardi 12 août à Paris, le niveau 2 d'alerte, fixé à 180 microgrammes/m³, dans 4 des 8 stations d'Airparif, le réseau de surveillance de la pollution atmosphérique en Île-de-France. Un taux d'ozone de 201 microgrammes/m³ a été mesuré place d'Italie, dans le 13^e arrondissement, le record ayant été atteint à Montgeron (Essonne) avec 220 microgrammes/m³. Michel Elbel, président d'Airparif, attribue cette concentration géographique de la pollution au faible vent de nord-ouest qui soufflait mardi sur la région et poussait le nuage de pollution vers le sud-est parisien.

Le préfet de police de la capitale a pris, mardi 12 août, plusieurs mesures concernant la circulation, en prévision du « renouvellement d'un épisode de pollution de même ampleur mercredi ». Il recommande aux conducteurs de ne pas dépasser la vitesse de 60 km/h (au lieu de 80 km/h) sur le boulevard périphérique et de 50 km/h (au lieu de 70 km/h) sur les voies sur berges dans Paris. Les contrôles de vitesse seront renforcés. Les automobilistes sont invités à respecter les

conseils de « conduite propre ». Le stationnement résidentiel devient gratuit à Paris, pour favoriser les transports en commun. Ces mesures seront reconduites jeudi 14 août « en fonction de l'évolution de la qualité de l'air ». La province n'est pas épargnée puisque Lyon, Lille et Strasbourg ont également dépassé, mardi après-midi, le niveau 2 d'alerte.

Considéré comme un polluant irritant, l'ozone (O₃), mesuré au niveau du sol, se forme sous l'effet de la transformation du dioxyde d'azote contenu dans les gaz d'échappement des véhicules. Cette réaction photochimique est favorisée par des facteurs météorologiques précis : températures élevées et absence de vent, comme c'est le cas depuis plusieurs jours dans les villes qui ont atteint le niveau 2 d'alerte à partir duquel une procédure d'information du public est automatiquement déclenchée. A contrario, Marseille, avec 160 microgrammes/m³, est restée en deçà. « Les forts orages du début de semaine et la brise qui soufflait mardi sur la région ont permis de dissiper les polluants présents dans l'air », explique Dominique Robin,

Deux zones sensibles en région parisienne



du réseau Airmarais. Contrairement à ce qui a pu se passer lors d'épisodes de pollution liés au dioxyde de soufre ou au dioxyde d'azote, plus fréquents en hiver, les hôpitaux parisiens ne semblent pas avoir constaté une progression des consultations pour gêne respiratoire. Le service des urgences de l'hôpital Necker-Enfants malades a bien noté, lundi et mardi, une légère augmentation des visites

pour des crises d'asthme et des symptômes bronchiques, mais sans pouvoir les attribuer avec certitude à la forte concentration d'ozone dans l'air. Le service de pneumologie de ce même hôpital ne connaît pas non plus une activité inhabituelle pour un mois d'août. « Il est de toute façon difficile d'établir un lien direct entre une infection respiratoire et un pic de pollution, précise un médecin du

service. Pour l'ozone, c'est encore moins évident puisque, d'après les quelques études disponibles, on estime que la gêne respiratoire qui pourrait survenir après l'inhalation d'ozone apparaît trois ou quatre jours plus tard.

Les médecins admettent d'ailleurs que les connaissances actuelles concernant l'effet réel de l'ozone sur la santé sont encore faibles. « Il existe peu de données épidémiologiques ou expérimentales fiables sur cette question », souligne le professeur Jacques Lacroix (hôpital Cochin, Paris). Une enquête rétrospective, menée en Île-de-France sur la période 1987-1992 par l'Observatoire régional de santé, permet de se faire une idée du lien entre les variations des niveaux de pollution atmosphérique et l'augmentation de la morbidité par affections respiratoires chez l'enfant (Le Monde du 13 mars). D'après les résultats de cette enquête, les visites médicales à domicile pour affections des voies respiratoires en relation avec l'ozone ont augmenté de 24,2 % dans les trois jours suivant une exposition à des taux supérieurs à 100 microgrammes/m³.

A défaut d'études plus approfondies, les médecins se contentent de recommander aux personnes ayant une prédisposition (asthme, bronchites chroniques, maladies cardio-vasculaires), aux enfants et aux personnes âgées de prendre les précautions d'usage lors des pics de pollution, notamment en limitant leurs déplacements.

De son côté, Jean-Claude Delaure, fondateur en 1993 du Comité de défense des victimes de la pollution de l'air, regrette que « depuis deux ans rien de concret n'ait été fait pour lutter contre les causes de la pollution atmosphérique ». « La loi sur l'air ne permettra pas à elle seule de changer les habitudes, poursuit-il. Il faut mener de front deux actions : tout faire pour réduire durablement la place de la voiture dans la ville en développant parallèlement les transports en commun ; rendre les carburants moins polluants qu'ils ne sont. La question n'est pas de savoir si on peut améliorer la mesure de la pollution de l'air. On sait qu'elle existe, même si les capteurs ne la déclétent

pas quand le vent s'est levé. L'important, maintenant, c'est de savoir comment on peut lutter contre cette pollution. »

Le Groupement des autorités responsables de transport (GART), qui regroupe les élus de 200 collectivités territoriales, profite des nouveaux pics de pollution enregistrés dans les grandes agglomérations françaises pour relancer l'idée d'une « écoteux » sur les carburants. Le produit de cette taxe (10 centimes par litre d'essence) pourrait être investi dans le développement des transports publics. Dans un communiqué publié mardi 12 août, les responsables du GART rappellent qu'ils sont favorables à l'arrêt des incitations à l'usage de l'automobile (construction de nouvelles infrastructures autoroutières, privilèges fiscaux accordés au diesel). En revanche, ils souhaitent que les véhicules propres soient favorisés par l'instauration d'une prime pour chaque bus roulant au gaz naturel, au GPL ou à l'électricité.

Dans l'immédiat, les ingénieurs de Météo-France ne prévoient pas de changement important des conditions météorologiques et la situation anticyclonique, qui prévaut depuis plusieurs jours, devrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin de la semaine. Les responsables des réseaux de surveillance de la qualité de l'air annoncent déjà de nouveaux pics de pollution. Cependant, ils se veulent rassurés en affirmant que le seuil d'alerte 3, à partir duquel des mesures de limitation de la circulation automobile peuvent être décidées, ne devrait pas être atteint. Fixé à 360 microgrammes/m³, ce niveau d'alerte n'a d'ailleurs jamais été atteint en France depuis la mise en place de structures de surveillance. Les épisodes de pollution actuels inquiètent d'autant moins les responsables de ces réseaux que la situation n'a, à leurs yeux, rien d'exceptionnel. « Nous sommes dans la moyenne des années précédentes, précise Michel Elbel. Nous connaissons bien aujourd'hui les effets de la conjonction de fortes chaleurs et d'absence de vent. Cela suffit à faire des pics de pollution, même si la circulation automobile est en ce moment plus réduite qu'à l'accoutumée sur Paris. »

Acacio Pereira

Une situation aggravée par la température et l'ensoleillement

L'OZONE est un Janus chimique. Au ras du sol, c'est un polluant indésirable. En altitude, il constitue un bouclier indispensable à la vie sur Terre. Gaz à l'odeur désagréable, O₃ est constitué, comme sa formule chimique l'indique, de trois atomes d'oxygène. Il est présent à l'état naturel dans l'atmosphère.

Bénéfique, la couche d'ozone stratosphérique, située entre 10 km et 50 km d'altitude et très ténue – une molécule d'O₃ pour un million de molécules d'O₂ –, est la barrière principale contre le rayonnement solaire ultraviolet, extrêmement nocif pour les êtres vivants. Cette couche, très fragile et menacée de destruction, notamment par les chlorofluorocarbones, représente 90 % de l'ozone présent dans l'atmosphère.

Honnis, les 10 % restants, dits « troposphériques », sont concentrés sur une épaisseur d'une dizaine de kilomètres d'atmosphère entourant le globe. C'est précisément cet ozone qui est responsable de l'alerte à la pollution de l'air déclenchée le 12 août. Dans les zones urbaines, où sa concentration est maximale, il résulte de la transformation chimique de certains polluants tels que les oxydes d'azote (en augmentation annuelle de 10 % depuis 1985) ou des composés organiques volatils, hydrocarbures

ou solvants. Cette transformation est activée par le rayonnement ultraviolet solaire, ce qui explique que les pics de pollution dits « photo-oxydants » correspondent aux maximums de température et d'ensoleillement. L'été est donc particulièrement propice à ces réactions chimiques complexes, et ce même si la circulation automobile est plus réduite dans les zones urbaines.

EFFET DE SERRE

Gaz agressif, l'ozone pénètre jusqu'aux voies respiratoires les plus fines et provoque irritations oculaires, toux et altération pulmonaire dès que sa concentration atteint 150 à 200 microgrammes par mètre cube. Par ailleurs, l'ozone troposphérique joue un rôle en tant que gaz à effet de serre. Bloquant certains rayonnements infrarouges, il peut participer à l'accroissement de la température, sans pour autant compenser par sa présence l'augmentation au sol du rayonnement ultraviolet résultant de la destruction de l'ozone stratosphérique.

Sur le plan sanitaire, les premières alertes ont été données dans les années 40 dans le bassin de Los Angeles. Il a fallu attendre 1971 pour que l'Europe (Pays-Bas et Angleterre) soit atteinte par le phénomène, qui n'a depuis cessé de s'ag-

graver. « A nos latitudes, la teneur moyenne en ozone dans la troposphère libre, à l'écart des régions de forte pollution, a plus que doublé depuis le début du siècle, note Gérard Mégie, du service d'aéronomie du CNRS, dans une correspondance à l'Académie des sciences. Cette teneur croît d'environ un quart tous les dix ans. » Cette évolution, plus sensible encore dans les grandes agglomérations, est largement liée au développement des transports et de l'industrie, mais aussi, dans les zones rurales, à certaines pratiques agricoles.

Comme pour l'ozone stratosphérique, dont la destruction pourrait être enrégée grâce à une politique volontariste de réduction de l'usage des chlorofluorocarbones, la réduction de la pollution oxydante passe par le changement de certaines pratiques en matière de transport. Renforcement du contrôle des véhicules, respect des limitations de vitesse, promotion du transport en commun, développement des deux-roues propres, proximité emploi-habitation, sont quelques-unes des pistes évoquées par les scientifiques et les politiques. Mais elles n'ont guère été jusqu'ici empruntées par Homo automobiliste.

Hervé Morin

La loi Lepage sur l'air tarde à être mise en œuvre

Les plans de déplacement urbains devraient être mis en place sous deux ans

LE DÉCLENCHEMENT du niveau 2 de pollution à l'ozone à Paris et dans plusieurs grandes agglomérations en plein mois d'août, alors que la circulation est réduite dans les villes, a démontré, une nouvelle fois, l'urgence du problème : le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement a publié, mardi 12 août, un communiqué indiquant que ce « pic de pollution est le révélateur d'une pollution de fond continue dans les grandes agglomérations », qui « résulte d'une politique menée depuis plusieurs décennies privilégiant systématiquement la voiture individuelle en ville ». Cette situation appelle, selon les termes du communiqué, « une politique de long terme ».

Dans l'immédiat, le ministère rappelle que la loi sur l'air de décembre 1996 prévoit la mise en place de plans de déplacements urbains (PDU) « pour diminuer le trafic automobile et la pollution des transports en commun ». La loi, qui vise à « prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air » et, en conséquence, à « économiser et à utiliser rationnellement l'énergie », fixe un délai de deux ans pour la mise en place de ces plans, faute de quoi les préfets s'en verraient confier la charge.

L'auteur de cette loi, Corinne Le-

page, ministre de l'environnement du gouvernement Juppé, a interpellé, mardi, celle qui lui a succédé avenue de Ségur. M^{me} Lepage – qui avait vu son texte en partie vidé de son contenu sous la pression de différents « lobbies » – espère qu'en cas de pollution de niveau 3 Dominique Voynet décidera « de prendre pour la première fois la décision de bloquer la circulation par le système des plaques alternées ». L'ancien ministre souhaite notamment que M^{me} Voynet publie les décrets d'application de cette loi « parce qu'une loi sans décrets d'application est une loi qui ne s'applique pas ».

Les décrets d'application n'ont pas encore été publiés

Pour le cabinet du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, la publication des principaux décrets d'application de la loi sur l'air est une « priorité ». Mais, sur le calendrier, les conseillers de Dominique Voynet font observer que ces textes étaient attendus pour la fin de l'année, avant la dissolution de l'Assemblée, qui a fait prendre environ un mois de retard à la procédure administrative.

Les décrets touchent essentiellement à la mise en place des plans régionaux pour la qualité de l'air, à l'agrément des organismes de surveillance de cette qualité, à la fixation des valeurs limites et des seuils d'alerte et à la mise en place de la « pastille verte », réservée aux véhicules les moins polluants. Ce dispositif devrait remplacer le système de circulation alternée en cas de déclenchement du niveau 3. Il a la préférence de M^{me} Voynet, qui le juge plus pédagogique. Mais son cabinet observe que, si ce texte n'a pas pu sortir au temps de M^{me} Lepage, c'est bien que, techniquement, l'affaire n'est pas simple.

De fait, le cabinet du ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement confirme qu'un seul décret a été publié jusqu'à maintenant, au Journal officiel du 2 mai. Il s'agit du décret relatif au Conseil national de l'air, organisme consultatif prévu par la nouvelle loi. Pourtant, les proches de M^{me} Voynet ne sont pas convaincus par l'argumentation de Corinne Lepage (lire ci-dessous).

Is rappellent en outre que Dominique Voynet a toujours été très critique envers cette loi, même s'il n'y a pas de volonté politique de consacrer le peu qui a été fait. « Nous, nous ne dissolvons pas la loi... », ironise un conseiller du ministre, en rappelant que le principal chantier, dans ce domaine, reste celui du rééquilibrage des modes de transports. L'Île-de-France pose d'ailleurs un problème particulier : le futur PDU – dont l'élaboration, dans la région capitale, revient à l'Etat – se heurte au schéma directeur de 1993, qui, lui, conduisait plutôt, selon un conseiller de M^{me} Voynet, à augmenter la circulation automobile.

Jean-Félix Bernard, président du groupe des Verts au conseil régional d'Île-de-France, va, logiquement, dans le même sens. Il stigmatise le « très gros retard » pris dans le développement des déplacements de banlieue à banlieue, de plus en plus importants – et pas seulement dans l'agglomération parisienne.

Il réclame de nouveaux arbitrages, pour revenir sur les gels de subventions destinées au développement des transports publics effectués par l'ancien gouvernement dans le budget de 1997.

Enfin, le Groupement des autorités responsables de transport (GART) souligne que la crise actuelle « justifie plus que jamais une action en amont », destinée à prévenir de tels « pics » de pollution.

Jean-Louis Andreani

Le Monde ABONNEMENT VACANCES

Abonnés, en vacances changez de vie, pas de quotidien

Faites suivre votre abonnement sur votre lieu de vacances

TRANSFERT SUR LE LIEU DE VACANCES

☐ Je demande que mon abonnement soit transféré pendant mes vacances du : inclus ou inclus (en France métropolitaine uniquement).

► **Mon adresse habituelle :**

Nom : Prénom :

Code postal : (impératif)

Mon numéro d'abonné : (impératif)

* Ce numéro se trouve à la « une » du journal en haut à gauche

► **Mon adresse en vacances :**

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

SUSPENSION VACANCES

☐ Je demande la suspension de mon abonnement pendant mes vacances* du : inclus ou inclus.

* Votre abonnement sera prolongé d'autant

► **Mon adresse habituelle :**

Nom : Prénom :

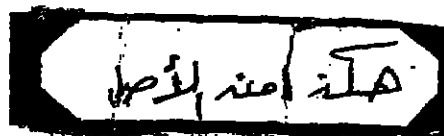
Code postal : (impératif)

Mon numéro d'abonné : (impératif)

Indiquer à l'envoi de la présente 12 jours avant votre départ à : 24, avenue du Général de Gaulle, 92446 Châtenay-Malabry Cedex. Tél. : 01-42-17-02-90

Le Monde (USPS 0007729) is published daily for \$ 0.92 per year. La Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75004 Paris Cedex 05, France, periodically postage paid at Champlain, N. Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS of N. Y. Box 1518, Champlain, N. Y. 12919-1518

* Pour l'étranger nous consulter <http://www.lemonde.fr>



RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 14 AOÛT 1997

PATRIMOINE L'industrie touristique s'est beaucoup développée ces dernières années dans les Alpes. A l'image d'autres industries, elle y a laissé des traces sur le paysage et l'en-

vironnement. ● LA LISTE est longue des friches abandonnées sur les cimes et les pentes : vieux pylônes de remontées mécaniques, carcasses de bâtiments, ruines hôtelières, gares dé-

s affectées, immeubles délabrés... Autant de verrues qui hypothèquent la qualité du patrimoine et dissuadent le tourisme. ● AUCUN DISPOSITIF légal ne prévoit la remise en état des

lieux abandonnés après exploitation par les aménageurs publics ou privés. Or aucun aménagement lourd ne peut être réalisé sans l'autorisation de l'Etat au-dessus de 600 mètres d'alti-

tude. ● LA STATION DE VAL PELOUSE a donné l'exemple de la réhabilitation en démontant son parc de téléskis et en détruisant un refuge-hôtel, rendant ainsi l'espace aux randonneurs.

Les Alpes sont de plus en plus pénalisées par leurs friches touristiques

Les équipements abandonnés - anciens pylônes de téléskis, gares désaffectées, carcasses de bâtiments, ruines hôtelières, immeubles délabrés - constituent autant de verrues et de balafres sur le paysage. Communes et stations s'interrogent sur les moyens d'en débarrasser la montagne

GRENOBLE

de notre correspondant régional
Comme toutes les industries, celle du tourisme crée ses friches.

La montagne est ainsi la principale victime d'un phénomène mal maîtrisé par l'Etat, qui n'a le plus souvent ni la volonté ni les moyens de le contrôler. Ainsi sur les cimes et les pentes qui y conduisent se dressent des pylônes de remontées mécaniques en déséquilibre, des ruines hôtelières, des câbles abandonnés, des gares de départ et d'arrivée de téléskis désaffectées, des immeubles d'habitation inachevés ou délabrés.

Et pourtant l'aménagement de la montagne, qui relève de la compétence de l'Etat, est très fortement encadré par l'administration. Aucun investissement lourd, que ce soit une remontée mécanique ou un projet immobilier, ne peut être réalisé sans son autorisation. La longue et complexe procédure dite des unités touristiques nouvelles (UTN) réglemente depuis plus de vingt ans toutes les constructions réalisées au-dessus de 600 mètres d'altitude. Mais aucun dispositif efficace ne prévoit formellement la remise en état des lieux qui furent exploités pour le tourisme ou qui ont été laissés à l'abandon par les aménageurs publics ou privés. Ainsi trônent sur les sommets des montagnes des carcasses de bâtiments qui furent de prestigieux hôtels ou des ports d'attache pour d'audacieuses cabines de téléphérique. Ces puissants vaisseaux fantômes

sont aujourd'hui traversés par les tempêtes de vent et les bourrasques de neige. Solidement accrochés aux rocs qui les supportent, ces bâtiments ont résisté à leurs assauts.

● IL EST URGENT D'ATTENDRE ●

Dans la vallée de Chamoniix le téléphérique des Glaciers, construit dans les années 20, aurait dû atteindre l'Aiguille du Midi (3 842 mètres) en trois ou quatre étapes depuis le village des Pélérins (1 030 mètres). Les deux premiers tronçons furent achevés en 1927. La seconde guerre mondiale bloqua les travaux. En 1949, lorsqu'on voulut reprendre les travaux, les technologies avaient évolué. On savait désormais fabriquer des câbles plus légers et tirer des câbles de très longue portée. La ligne existante fut abandonnée en 1954 au profit d'un accès beaucoup plus direct et aérien passant par le Plan de l'Aiguille.

Depuis quarante-trois ans l'ancienne installation mécanique et ses bâtiments construits avec des blocs de granit taillés sur place n'en finissent pas de se dégrader. Il y a dix ans un incendie a emporté la toiture de la gare supérieure installée à 2 414 mètres d'altitude. Situés en partie dans le site classé du Mont-Blanc, les pylônes rouillés, qui supportent une ligne à haute tension, et les gares en ruines constituent une nuisance esthétique que ni la commune de Chamoniix ni le propriétaire du téléphérique de l'Aiguille du Midi ne souhaitent démo-

lir. « Il est urgent d'attendre », répètent les responsables de la société concessionnaire et le maître de Chamoniix, Michel Charlet. Ce dernier est partagé entre le désir de faire disparaître des installations qui souillent le paysage et la volonté de préserver, en le restaurant, un témoignage des premières conquêtes mécanisées du mont Blanc.

Au sommet du mont Baron, la gare du téléphérique du Veyrier, qui offre une vue plongeante sur le lac d'Annecy, attend elle aussi les démolisseurs. Depuis 1976 les bennes n'accroissent plus à 1 229 mètres d'altitude. Le câble de la remontée mécanique et son unique pylône ont été démontés. Mais le bâtiment construit en béton reste planté sur cette remarquable cime. En 1996 le conseil municipal de Veyrier a voté le principe de sa démolition mais en a suspendu la réalisation en raison de son coût, qui s'élève à 700 000 francs.

Au-dessus de Grenoble l'ancien hôtel de l'Hermite, qui accueillait au sommet du Moucherotte une clientèle fortunée, connaît le même sort. Son propriétaire, un ancien notaire d'Aix-en-Provence, avait également installé une télécabine pour gagner cette montagne qui culmine à 1 958 mètres. En 1976 il renonça à cette ruine conquise commerciale. L'abandon et la remontée ont été abandonnés. Les randonneurs qui empruntent le GR 91 croisent des câbles et les restes de l'hôtel disséminés sur les crêtes de

la montagne. Depuis quelques années, la commune de Saint-Nizier du Moucherotte nettoie ce superbe belvédère qui embrasse les massifs du Mont-Blanc, de Belledonne et des Ecrins.

Depuis le milieu des années 80, cette commune de sept cents habitants a hérité d'une autre friche : un tremplin de 90 mètres construit pour les épreuves de saut à ski des Jeux olympiques de 1968. L'installation sportive, propriété d'un syndicat intercommunal dans lequel la ville de Grenoble est majoritaire à hauteur de 98 %, n'a été réutilisée qu'une demi-douzaine de fois pour des compétitions, faute d'un équipement suffisant. Le tremplin a été déclassé à la fin des années 80. Grenoble a essayé de le vendre pour 1 franc symbolique. En vain. Prévoyant le difficile recyclage de cette installation, son concepteur, l'architecte Pierre Daloz, avait déclaré en 1982 : « Si ce tremplin devait être un jour abandonné, le mieux serait de reconstruire autour de lui la sapinière, pour qu'il apparaisse dans la forêt comme un fantôme. »

PASSIVITÉ
La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) déplore la passivité de l'Etat. « Trop de friches touristiques enlaidissent nos paysages. En toute impunité on fait du neuf sans démolir l'ancien », note le président de la commission montagne de la FRAPNA Isère, Robert Beck. Il a recensé une dizaine de sites « pollués » par des pylônes

de remontées mécaniques délaissés depuis de nombreuses années, comme au col de la Croix-Haute (Drôme), à Jausiers (Alpes-de-Haute-Provence), à Besse-en-Oisans (Isère), et même à Grenoble, où le téléphérique du mont Jalla qui se dresse au cœur de la ville ne transporte plus de passagers depuis quinze ans.

Et pourtant, à la fin des années 80 la station de Val Pelouse (Savoie), très déficiente, a donné l'exemple en démontant son parc de téléskis. Récemment la commune a achevé la réhabilitation de ce site en détruisant le refuge-hôtel situé au sommet de cette station au-

jourd'hui disparue. La montagne a été rendue aux alpagistes et aux randonneurs. Confrontés au manque d'entretien et à la crise des sports d'hiver, d'autres villages de moyenne altitude pourraient connaître prochainement le même sort. Mais auront-ils le courage et disposeront-ils des moyens financiers pour se débarrasser de leurs friches touristiques ? « On mesurera un jour le degré d'une civilisation non pas à ce qu'elle aura pris à la nature, mais à ce qu'elle lui aura laissé ou rendu », prévient la FRAPNA.

Claude Francillon

DÉPÊCHES

■ **BOUCHES-DU-RHÔNE** : Michel Vauzelle, député PS des Bouches-du-Rhône et maire d'Arles, explique que le projet de canal Rhin-Rhône « ne peut être classé purement et simplement sans que ceux qui en étaient, ou en sont encore, les partisans soient entendus », dans une interview accordée au Figaro mercredi 13 août. Selon l'ancien ministre, ce projet « offrait une perspective formidable de désenclavement, fluvi-maritime des régions qui s'étendent du Rhin à la Méditerranée ». Il faut étudier « les possibilités d'équipements et notamment les projets de liaisons ferroviaires et routières qui doivent donner aux régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon toute leur place à la charnière de l'espace euro-méditerranéen ».

■ **CHARENTE-MARITIME** : les élus de l'île d'Oléron veulent organiser un référendum cet hiver sur le rétablissement éventuel du péage sur le pont qui relie l'île à la terre. Depuis que ce droit de passage a été supprimé, en 1991, « l'île est envahie en été par des touristes à la journée, qui viennent avec leur pique-nique et ne laissent rien à l'économie locale, et le réseau routier est saturé », a déclaré Jean-Claude Brémont, maire de Grand-Village-Plage et président de la communauté des communes de l'île d'Oléron. Il a précisé que la loi prévoit la possibilité de rétablir des péages sous forme d'une écotaxe - d'un montant maximal de 20 francs - dont le produit ira à la protection de l'environnement.

CARNET

DISPARITION

Luther Allison

La folie partagée du blues

LE GUITARISTE de blues américain Luther Allison est mort d'un cancer du poulmon, mardi 12 août, dans un hôpital de Madison (Wisconsin). Il était âgé de cinquante-sept ans. Il était hospitalisé depuis le 10 juillet. Des malaises l'avaient contraint à interrompre sa tournée de promotion pour son dernier CD : *Records*.

Né le 17 août 1939 à Widener (Arkansas), Luther Allison est un des derniers représentants de cette espèce en voie de disparition, le chanteur venu du Sud profond, du racisme authentique et de la misère. A quelques jours de son cinquante-huitième anniversaire, il interrompait la course qui en avait fait un personnage populaire en Europe. Plus connu, certainement, qu'aux Etats-Unis : d'abord, parce que le blues y est plus respecté, ensuite parce qu'il s'y était installé.

Parcours obligé ou classique des bluesmen de sa génération : les débuts bicolores dans les bas quartiers des quartiers noirs de Widener, première guitare de Luther (ou d'usine) à l'âge de dix-huit ans ; un rôle discret mais efficace dans le groupe de son frère qui n'a jamais connu sa gloire (Hollie's band) ; enfin, la montée vers le Nord, l'illusion de Chicago. A la fin des années 50, Chicago est la Scala du blues. On y joue plus vite, plus méchant. Le blues des villes est moins mélancolique que celui des campagnes. Premiers signes que l'apartéid se lèzarde : quatre ou cinq blancs becs anglais empruntent à Muddy Waters (légende vivante que personne ne connaît alors) leur nom de scène : The Rolling Stones. Muddy Waters est évidemment la référence de Luther Allison avec Sonny Boy Williamson et quelques autres.

En 1969, il participe au grand événement d'Ann Arbor (Michigan) : festival un peu moins

baba-business que Woodstock et, par le fait, plus discret. La distance se réduit entre Luther Allison et Jimi Hendrix, Jimi Hendrix et Gil Evans, etc. En 1971, Luther Allison est le premier bluesman à signer pour la Motown, la grande usine à tubes et à groupes de Detroit. Luther Allison ne change pas un poil de ses manières. Les grands manitous de la « music-business » lâchent progressivement le blues qui n'est plus d'un rapport suffisant. Alternative : redescendre dans les boîtes « downtown » de Chicago ou filer sur Paris. Eh bien, Paris !

En 1977, il participe à la Mutualité à son premier concert européen. On ne se souvient plus bien, mais c'était pour une cause. Peut-être, celle du blues. Il se fait immédiatement une réputation solide : énergie, personnalité forte, bonnes qualités musicales, authenticité peu contestable, image au rendez-vous, tout baigne. Luther Allison s'installe au Quartier latin (1980), prend des abonnements dans tous les festivals, est un heureux joker d'un temps où il a sa place du côté du blues, du jazz, des « musiques ouvertes », des fêtes politiques (d'extrême-gauche) et des cérémonies folk avec sabots et poterie.

Depuis 1994, il a enregistré trois CD pour Alligator (Chicago), *Soul Sid'n'man Blues Streak* et *Reckless* repris les tournées en Amérique du Nord, s'est retrouvé couvert de récompenses, pour finir à Madison (Wisconsin). On le dit du côté du blues, du jazz, des « musiques ouvertes », des fêtes politiques (d'extrême-gauche) et des cérémonies folk avec sabots et poterie.

Francis Marmande

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

André et Marc COUTAREL, Bernadette et Marcel BRESNET ont le joy de faire part de la naissance de leur petite-fille.

Agathe,

au foyer de leurs enfants.

Patrick et Sébastien BRESNET, le 28 juillet 1997, à Nancy.

Virginie SILHOUETTE et Denis DECOURT sont heureux d'annoncer la naissance de

Emmanuel, le 9 août 1997, jour de la Saint-Amour.

Décès

M. Robert Babillos, M. et M. Michel Bressollette et leurs enfants, M. et M. Jacques Blanchard ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert BAILLOT, ingénieur des Arts et Métiers, professeur honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu le 5 août 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Sucy-en-Brie.

83, avenue d'Italie, 75013 Paris.

- Beni-Yannet-Bride-Alger, France.

Les familles Gherab, Ouyahia, Ali-Yahia, Caubere et Desseaux ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Hamid GHERAB, ancien combattant de la libération de l'Algérie.

Il sera inhumé le vendredi 15 août 1997, à Blida (Algérie).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Pierre et Christine Laine-Barbry, Claudie et Jacques Barbry-Laine, Danielle et Jean Michel Droy-Laine, Nicole et Pierre Prévost-Laine, Bernard et Anne Laine-Busser, Ramon Alvarez-Laine et Brigitte, Veuve Marc Duprez, Marie Noëlle et Patrick Lacoste-Laine, Patrick et Brigitte Laine-André, ses enfants, Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, Les familles Laine, Lesfrère, Loraux, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-sixième année, réconforté par les sacrements de l'Eglise, du

professeur émérite Emile LAINE, officier de la Légion d'honneur, officier avec croixne de l'Ordre Adolphe-de-Nassau, commandeur des Palmes académiques, croix de guerre 1939-1940, croix des services militaires volontaires, médaille d'honneur du service de santé militaire, croix du combattant, membre correspondant de l'Académie nationale de médecine, membre honoraire de l'Académie royale de médecine de Belgique, membre, ancien président de la Société de neurochirurgie de langue française, honorary member of the British Society of Neurological Surgeons, member of the American Association of Neurological Surgeons (Harvey Cushing Society), officer of the executive Committee of the World Federation Neurological Societies.

Il a rejoint son épouse, née Marie-Claude LESAFFRE. La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 14 août 1997, à 10 h 30, en l'église du Sacré-Cœur, à Lille, à l'angle des rues Nationale et Solférino.

Assemblée à l'église, à 10 h 15.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation se fera au cimetière de Blanc-Trouville, vers 15 h 30, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

54, avenue de Turénne, 63610 Andres.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

- M. Louis Haumonté, née Rose Draver, son épouse, M. Thérèse Haumonté, sa sœur, M. et M. Jean-Marie Haumonté, ses enfants, Hélène et Jean Marinant de Préneuf, Rémi et Jean-Baptiste Haumonté, ses petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Louis HAUMONTÉ,

survenu le 11 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu le 14 août, à 10 h 30, en l'église de Don Bosco, 75, rue Alexandre-Dumas, Paris-20.

Il sera inhumé à Plombières-les-Bains (Vosges).

22 bis, rue de la Réunion, 75020 Paris.

Messes anniversaires

- 14 août 1997, depuis dix ans.

François AUBAY

repose dans le massif des Ecrins.

Il savait créer avec tendresse et force un espace de rencontre, un lieu d'accueil sans complaisance ni contrainte, si ce n'est celle d'être exigeant avec soi et avec l'autre.

Pour rendre grâce de l'avoir connu, se souvenir ou prior avec vous, vous êtes invités à venir le samedi 20 septembre, à 11 h 30, en l'église Saint-Martin de Balma-Lasbordes.

Rens. : 05-61-24-32-55.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 06

Renseignements : 01-42-17-21-36 ou 29-96 ou 33-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et actionnaires 95 F

Thèses étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

- Pour le premier anniversaire du

rappel à Dieu de

M. Madeleine LAURAIN-FORTEMER, historienne.

la messe du vendredi 15 août 1997, de la communauté Notre-Dame-de-la-Braderie, à La Chapelle-Viel (Orne), sera célébrée à son intention en présence de ses proches, profondément émus.

Une chaleureuse union de prières et d'affection nous pousse, pour sa mémoire, à demander à toutes celles et à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Son dernier ouvrage, *Une tête à gouverner quatre empires*, a été publié en avril 1997.

Anniversaires de décès

- 12 août 1996-12 août 1997.

Nous rappelons à tous ceux qui l'ont connu, aimé et admiré le souvenir souriant et lumineux de

Henri FERRIN, professeur d'université,

France Perrin, née Thibaudet, sa femme, Nicolas-Samuel Perrin, son fils, Iris Perrin, sa fille,

Les familles Perrin et Thibaudet, Sa nombreuse famille et celle de France,

Ses amis, Ses étudiants, Ses collègues d'université et de l'ABD (Association des brodeurs pour l'innovation informatique) de Saint-Quentin (Aisne).

- Je crois en Dieu, en Jésus-Christ, au Saint-Esprit, à la Résurrection, à la Vie Eternelle.

« J'ai vu sur l'armandier verdier la jeune amande. » Traduction d'Ovide.

Concours

- Pour reconstruire l'humanité en Nations linguistiques, participez à l'organisation de la France mondiale francophone, englobant vingt-quatre pays. Ecrivez à M. Alexis Pomerantzef : CP 1048 CEP : 01059-970 Sao Paulo-Brésil, ou Fax : (55 11) 572-5601.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.



Gopal Godse, le frère de l'assassin du mahatma Gandhi. Le plan est de partir pour Delhi et de l'assassiner. Son aîné demanda à Gopal de réfléchir et de lui donner sa réponse le plus tôt possible. Mais c'était « tout réfléchi », se souvient Gopal, qui lança aussitôt à Nathuram : « Je suis des vôtres. Et ma décision est sans appel. »

Sur la photo ci-dessous, on le voit (le premier à partir de la droite) à côté de son frère Nathuram, durant leur procès.

LA FIN DE L'EMPIRE DES INDES

GANDHI était assis sur un podium, me tournant le dos. Mais, de là où j'étais placé, dans la chambre d'un serviteur travaillant dans le grand bungalow, je ne pouvais ni déclencher ma grenade, ni vraiment viser le mahatma avec mon revolver : le vasistas qui donnait sur le jardin était trop élevé. Je m'emparai d'un lit de cordes et l'adossai au mur. Rien à faire : mes mains glissèrent sur l'appui de la fenêtre. Je ne pouvais mettre le plan à exécution. C'était manqué. Je m'enfuis. J'eus même du mal, dans la précipitation, à réussir à rouvrir la porte que j'avais fermée.

Le 20 janvier 1948, Gopal Godse, l'homme qui voulait tuer le mahatma Gandhi, échoua lamentablement à supprimer l'objet de toutes ses rancœurs. Son frère Nathuram devait pourtant réussir là où lui-même avait échoué : le 30 janvier, il assassina le mahatma. Près d'un demi-siècle plus tard, Gopal, le frère de l'assassin, n'a rien oublié. Ni sa haine, ni les raisons qui le poussèrent à tenter de supprimer le héros tragique de la lutte anticoloniale. Car près de cinquante ans après le drame, ce vieillard au visage émacié, au regard bleu noyé, impeccablement vêtu d'un kurta-pyjama blanc, le cordon du brahmane de caste supérieure passé autour de l'épaule, ne regrette rien. Ni son crime manqué, ni les vingt et une années de prison que lui valurent sa participation à la conspiration contre le mahatma. « Des centaines de milliers d'hindous ont péri lors de la partition et le mahatma Gandhi s'en moquait. De quel poids pèse donc, à cet égard, la prison ou la mort ? Toute ma vie, je me suis battu pour la cause de l'Inde. Jamais pour moi, jamais pour en retirer un quelconque avantage personnel ! »

Gopal Godse entra pourtant dans l'histoire comme un second couteau : l'âme de la conspiration était son frère aîné, Nathuram. Ce dernier, rédacteur en chef de la revue extrémiste *Hindu Rashtra* (Nation hindoue), avait réuni autour de lui une bande d'algues de la partition, tous sympathisants d'une mouvance archinationaliste dont l'objectif n'avait cessé d'être, tout à la fois, la lutte contre l'oppression britannique et la défense de l'Inde hindoue. La défense d'une Inde éternelle dont les racines s'enfonçaient dans la nébuleuse d'une histoire vieille de cinq mille ans, quand, comme le rappelle aujourd'hui Gopal Godse, les hindous des temps védiques « savaient déjà séparer l'oxygène de l'hydrogène », preuve, s'il en fallait, de l'avancement de la civilisation des Aryens.

Gopal Godse et son frère étaient membres de la *Hindu Mahasabha*, ou « grand rassemblement hindou », une organisation d'extrême droite elle-même cousine du « corps national des volontaires » que tout le monde désigne par ses

Gopal Godse, l'homme qui voulait tuer Gandhi

3

initiales hindies de RSS. Un mouvement anticolonial, hindou et fascisant qui arbore un drapeau frappé de la svastika, la croix gammée hindoue que les nazis avaient récupérée.

Pour Gopal Godse, le jour de l'indépendance de l'Inde fut presque une « journée de deuil ». En ce 15 août 1947, raconte-t-il, la « Bharat Mata », cette « Indemère » qu'il avait connue et rêvée comme un fils et avec toute sa dévotion de jeune brahmane de vingt-sept ans, avec toute sa fureur mystique de nationaliste farouche, venait d'être tragiquement troncquée. Pire qu'une « partition » : le démantèlement de l'empire des Indes britanniques fut, pour reprendre son expression, une véritable « vivisection ». Un épouvantable charcutage géographique et culturel qui avait amputé l'Inde d'une grande partie de ses provinces : la région est du Bengale, à majorité musulmane, était devenue le « Pakistan oriental ». A un millier de kilomètres de là, plus à l'ouest, la partie occidentale du Pendjab, ainsi que le Sind, le Baloutchistan et la province du Nord-Ouest, le pays des fameux guerriers pathans, régions également à majorité musulmane, constituaient désormais le « Pakistan occidental ».

En ce 15 août 1947, donc, ce petit fonctionnaire employé comme magasinier dans l'armée des Indes britanniques – il avait même « fait » la campagne d'Irak et de Perse, durant la dernière guerre – était « triste et malheureux. Il n'y avait vraiment pas de quoi se réjouir. Nos leaders nous avaient trompés en acceptant de diviser l'Inde. Le prix payé pour l'indépendance et la liberté était celui d'une Inde tronquée, divisée. C'était inacceptable ».

Le grand responsable de la « vivisection » n'était pas uniquement la Grande-Bretagne. La partition, bien sûr, c'était la faute aux musulmans. Le vrai coupable, pourtant, était un hindou. Oui, le vrai res-

pensable des terribles massacres de l'indépendance était le héros de l'indépendance lui-même, celui qui avait défilé les Anglais durant plusieurs décennies, un petit homme chauve aux besicles rondes, toujours vêtu d'un « pagne » de coton blanc, un homme que Winston Churchill avait un jour surnommé le « fakir à demi-nu » : Mohandas Karamchand Gandhi, que tout le monde appelait le « mahatma », la grande âme.

« Il fallait tuer Gandhi ». C'est-à-dire qu'il fallait venger l'humiliation. Supprimer cet homme qui, par son obsession à protéger les musulmans au nom de l'harmonie intercommunautaire, avait, ne fût-ce qu'indirectement, donné un coup de fouet à l'identité musulmane.

Peu importe, pour Godse, que Gandhi ait toujours condamné les carnages interconfessionnels. Qu'il ait, à plusieurs reprises, mis sa vie en jeu pour que cessent enfin les massacres des hindous et des sikhs par les musulmans et les massacres des musulmans par les hindous et les sikhs. Et que, jusqu'au bout, il se soit opposé au découpage de la « Bharat Mata ». Au point même de se brouiller, pour



un temps, avec son plus vieux disciple, le pandit Nehru. Celui-ci, pressé de voir son Parti du Congrès prendre les commandes de l'Inde indépendante, s'était finalement rangé à l'idée de la partition, au grand dam de Bapu, (« le père »), ainsi que les Indiens avaient affectueusement surnommé Gandhi. Mais cinquante ans, plus tard,

pour Gopal Godse, la cause est encore entendue. L'homme n'en démord pas : « Le Pakistan, c'est l'enfant du mahatma Gandhi. Le mahatma Gandhi, c'est le père du Pakistan ».

La preuve ? En ce mois de janvier 1948, près de cent cinquante jours après l'indépendance, Gandhi, une fois de plus, faisait le jeu de l'ennemi : à New Delhi, dans le grand bungalow colo-

neux de l'indépendance durant les sombres heures de la « vivisection » de l'Inde... Ces deux exigences furent finalement acceptées : Nehru consentit à rembourser le Pakistan sans obtenir le retrait des troupes pakistanaises du Cachemire, comme il l'avait d'abord demandé. Et, finalement, tous, responsables hindous, sikhs et chrétiens de l'Inde libre, étaient venus se prosterner devant le corps frêle d'une « grande âme » qui menaçait de rendre son dernier souffle, lui promettant que les musulmans seraient les protégés de la nouvelle « Union indienne ». Devant tant de bonne volonté, Gandhi avait accepté de s'alimenter à nouveau : le dimanche 18 janvier 1948, le mahatma, âgé de soixante-dix-huit ans, avala un verre de jus d'orange, mettant fin à une grève de la faim de 121 heures et trente minutes. Il ne savait pas que sa dernière bataille allait précipiter sa mort, douze jours plus tard.

Gopal Godse n'avait cependant pas attendu cette échéance pour prendre sa décision et « punir » le mahatma de sa dernière « folie ». Son destin bascula en fait dès le 14 janvier quand son frère Nathu-

ram vint le trouver pour lui dire : « J'ai décidé de tuer le mahatma Gandhi. Le plan est de partir pour Delhi et de l'assassiner. » Son aîné demanda à Gopal de réfléchir et de lui donner sa réponse le plus tôt possible. Mais c'était « tout réfléchi », se souvient Gopal, qui lança aussitôt à Nathuram : « Je suis des vôtres. Et ma décision est sans appel. »

Ils étaient six, les conspirateurs. Outre Gopal et son frère, il y avait un autre responsable de la revue *Hindu Rashtra*, un faux ascète traquant de vraies ames, un réfugié de la partie du Pendjab devenue pakistanaise, jeune homme ivre de revanche, et un aubergiste.

Gopal arriva en train à New Delhi le 18 janvier et se rendit aussitôt dans l'édifice rococo de stuc ocre et blanc qui est le siège du Hindu Mahasabha, l'organisation extrémiste hindoue. La même bâtisse où, cinquante ans plus tard, l'homme au visage émacié dévêtu avec entraînement la litane obsessionnelle de ses souvenirs de fanatique... Le 20 janvier, tout était en place et la bande se transporta à Birla House, la résidence prêtée à Gandhi par la célèbre famille d'industriels. C'est là où Gopal, qui, initialement, ne devait jouer qu'un rôle de second ordre, se retrouva aux premières loges : « Badge, le traquant d'armes, "craqua" et c'est moi à qui échoit la tâche de tirer sur le mahatma ».

ON connaît la suite et l'échec de la tentative, faute d'avoir correctement repéré les lieux. Gopal ne fera pas usage de son revolver de calibre 7,63 ; et la mise à feu d'une bombe, à l'extérieur du bâtiment, par le réfugié pendjabli Pahwa, chargé de détourner l'attention, ne servira à rien. La bande d'amateurs échoua. Le groupe se dispersa. « Nous étions morts de honte devant l'échec de notre mission », c'est donc Nathuram qui, dix jours plus tard, l'accomplira : le 30 janvier, Godse « senior » tira trois coups de feu dans la poitrine nue du mahatma qui s'écroula en murmurant le nom de Râhi, le grand dieu du panthéon hindou. Une version contestée, par Gopal, qui nie au grand homme d'avoir eu la présence d'esprit de s'adresser au dieu en mourant : « Ce n'était rien qu'un souffle, rien d'autre... »

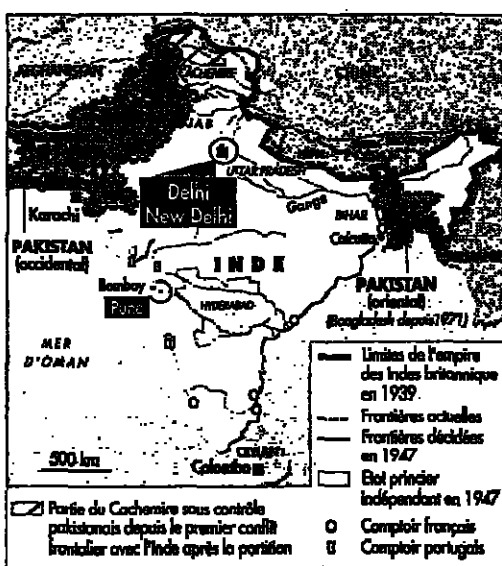
Le soir, le pandit Nehru trouva une fois encore les mots justes pour saluer, dans un discours inspiré, la mémoire de son cher mahatma avec lequel il n'avait pourtant cessé de se quereller ces derniers temps : « La lumière s'est éteinte sur nos vies et tout n'est plus que ténèbres... »

Nathuram sera condamné à mort et pendu. Il partira pour l'échafaud « avec courage et dans la bonne humeur », se souvient Gopal, qui était détenu dans la même prison. « Sa mission accomplie, Nathuram voulait mourir : en le pendant, l'Inde perdait aussi la théorie de la non-violence voulue par Gandhi... » Gopal a conservé précieusement les cendres de son frère, se promettant de les disperser un jour dans l'Indus, le grand fleuve du Pakistan, « quand l'Inde sera de nouveau réunie ». Libéré depuis 1969, après avoir bénéficié d'une remise de peine (il avait été condamné à la prison à vie), il coule aujourd'hui des jours tranquilles à Pune, non loin de Bombay.

Près d'un demi-siècle plus tard, âgé de soixante-dix-sept ans, il reste un farouche partisan de la « cause » du nationalisme hindou. L'histoire récente semble lui donner tristement raison : Gandhi n'est plus qu'un portrait sur les murs des ministères. Ses rêves ont été bafoués par la persistance d'émeutes sporadiques et récurrentes entre hindous et musulmans depuis la naissance de l'Inde indépendante. Et ses idées, oubliées, au nom des contraintes de la mondialisation. Quant aux extrémistes hindous, ils ont vu leurs idées gagner du terrain depuis une dizaine d'années. Le grand Parti indien du peuple (BJP), une branche certes infiniment plus modérée du courant nationaliste, est devenu le plus grand parti de l'Assemblée nationale et a même réussi à « installer au pouvoir » durant quatorze jours, à l'issue des élections de l'année dernière.

Bruno Philip

PROCHAIN ARTICLE
Mrital Sen,
Calcutta, mon amour



Levico Lico

Sierra Leone, Liberia : sortir de la guerre civile

JEUDI 31 JUILLET, un jeune major en treillis annonçait au monde qu'il octroyait le droit de diriger la Sierra Leone pour quatre ans encore. Deux jours plus tard, un quinquagénaire élégamment vêtu était investi président du Liberia devant un parterre de chefs d'Etat et de diplomates après avoir remporté une élection « libre et honnête », selon les observateurs internationaux. Il n'y a rien de commun entre Johnny Paul Koroma, le putschiste sierra-léonais, et Charles Gbany Taylor, le guerillero libérien élu chef de l'Etat, mais leur présence au pouvoir montre à quel point l'apprentissage de la démocratie est, en premier lieu, un processus universel et long et douloureux dans des pays aussi fragiles que ces deux Etats d'Afrique de l'Ouest.

Voisins, de tailles et d'histoires comparables, le Liberia et la Sierra Leone ont plongé presque en même temps (1989 pour le premier, 1991 pour la seconde) dans la guerre civile. Il y a à peine plus d'un an, au printemps 1996, la Sierra Leone semblait s'avancer la première vers la paix en élisant démocratiquement son président, Ahmad Tejan Kabbah, malgré les tentatives de déstabilisation de la guérilla et de certains secteurs des forces armées. Au même moment ou presque, le Liberia connaissait l'un des pires accès de violence depuis le début de la guerre civile, une flamme qui devait aboutir à la destruction de quartiers entiers de la capitale, Monrovia.

JEUNESSE EN TREILLIS

Mais en Sierra Leone, le régime civil du président Kabbah n'a pas pu faire face à la tâche qui l'attendait. Il s'agissait de faire la paix avec le Front révolutionnaire uni (RUF), un mouvement de guérilla brutal et bien organisé, centralisé à l'extrême par son chef, l'ex-capo-

ral Foday Sankoh, un sexagénaire qui mêlait sans vergogne mysticisme, ultranationalisme et entretien d'un harem de très jeunes femmes que ses troupes enlevaient dans les villages. Pour amener le RUF à la table des négociations, le président Kabbah pouvait à peine compter sur l'armée, dont les effectifs avaient été gonflés par des recrutements répétés qui avaient mis en treillis la jeunesse désœuvrée de Freetown, la capitale.

Cette armée, au pouvoir depuis 1991, s'était habituée à vivre non pas de sa solde, mais de ses exactions, qui allaient du vol de poulet pour le simple soldat à l'exportation en gros des diamants alluvionnaires pour les officiers, une activité d'autant plus facile à organiser que la conduite effective de la guerre contre le RUF était assurée à la fois par des mercenaires et les troupes dépechées par le Nigeria et la Guinée-Conakry.

On s'en doute, les militaires sierra-léonais ont rechigné à regagner leurs casernes. Le président Kabbah a conclu avec le RUF un accord de paix jamais appliqué et les accusations de corruption à l'encontre du régime civil se sont multipliées au fil des mois, jusqu'à ce que la question « pourquoi eux et pas nous ? » ne finisse par s'imposer à un groupe d'officiers emmenés par le major John Paul Koroma. Depuis son coup d'Etat, le 24 mai, celui-ci est lancé dans une vertigineuse fuite en avant. Au passage, il a humilié la grande puissance régionale, le Nigeria, en repoussant une offensive menée par les troupes d'Abuja. Mais pour ce faire, il a conclu une alliance avec une partie des troupes du RUF.

Ces rائلlements, ces combats (qui opposent l'alliance des putschistes et des rebelles aux troupes nigériennes stationnées dans le pays ou aux kamajors, une milice

de chasseurs traditionnels) ont mis le pays à genoux. Toute activité économique y est suspendue, d'autant que l'embargo imposé par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeo) prive la Sierra Leone de nourriture et de carburant. Et s'il semble que la population souhaite le départ des militaires, c'est plus par lassitude que par nostalgie d'un régime civil qui n'avait pas su faire ses preuves.

ELU PAR RÉSIGNATION

Pendant ce temps, à la surprise générale, le Liberia s'est offert une campagne électorale sereine, un scrutin sans incident et un résultat sans équivoque. L'année précédente, dans un geste de défiance, les sierra-léonais avaient voté contre la guerre, contre l'armée et les rebelles. Le 24 juillet, les Libériens semblent avoir choisi Charles Gbany Taylor par désespoir. Tous les habitants de Monrovia, par exemple, savent parfaitement que, en avril 1996, le président Taylor a fait venir par milliers ses combattants à Monrovia, et les a lâchés sur la ville avec, comme seul salaire, le fruit de leurs pillages. Pour ne retentir de l'interminable guerre libérienne que ce dernier épisode, les troupes du Front national patriotique du Liberia de Charles Taylor ont été responsables d'atrocités sans nom, que leur chef n'a jamais condamnées.

Mais les électeurs ont sans doute considéré qu'il valait mieux en finir. Depuis que M. Taylor a déclenché l'insurrection, dans la nuit de Noël 1989, il a refusé la paix à chaque occasion, toujours pour la même raison : parce qu'elle ne lui garantirait pas le pouvoir. Cette fois-ci, à force de sacs de riz, de T-shirts et de déploiement de force, Charles Taylor est enfin devenu président du Liberia. On remarquera au passage que son suc-

cès a transcendé les barrières ethniques et religieuses, démontrant ainsi que ce conflit africain-là était avant tout affaire de politique et d'argent, et que les malédictions du continent ne prennent pas toujours les oripeaux du tribalisme.

Mais le succès de M. Taylor n'a été possible qu'avec l'aide du Nigeria - qui fut longtemps son principal adversaire. Récemment, le président nigérian Sani Abacha faisait remarquer que son pays avait dépensé 5 milliards de dollars pour la conduite de la guerre au Liberia (il n'a bien sûr pas évoqué les gains qu'ont apporté le pillage du pays par ses troupes). A première vue, l'élection de Charles Taylor est une maigre récompense. En fait, la personnalité du nouveau dirigeant libérien importe peu aux militaires qui gouvernent aujourd'hui le Nigeria, principale puissance d'Afrique de l'Ouest. L'important est de disposer d'une base sûre dans la région. Déjà les kamajors - probablement soutenus par le contingent nigérian - œuvrent à partir du Liberia au renversement du régime du major Koroma, et le Nigeria, fort de la pacification du Liberia, menace à nouveau d'employer la force pour chasser les putschistes de Freetown.

Bien sûr, il ne s'agit pas, pour un régime putschiste comme celui d'Abuja, de défendre à tout prix les démocraties électorales, mais plutôt de construire un bloc régional qui prendrait un ascendant décisif sur les autres pays de la région, francophones pour la plupart. Pour le Liberia, les civils sierra-léonais entraînés par l'embargo ou les électeurs libériens qui ont élu - en connaissance de cause - le pire de leurs bourreaux ne sont que les instruments de ce dessein.

Thomas Sotinel

A quoi joue l'ONU ?

suite de la première page

L'autre solution possible était plus rapide et plus légère : une force internationale volontaire d'interposition. Chacun y pensait. La France le souhaitait, mais ne voulait pas en être. L'idée s'imposait d'une force internationale limitée à 700 hommes pour trois mois.

On avait consulté. Le président Bongo avait obtenu du président Diouf du Sénégal un contingent de 500 hommes et un commandant. La Namibie et le Botswana laissaient savoir qu'ils complèteraient ces effectifs.

Restait à financer une telle force, ce que l'Afrique ne pouvait faire. Seule l'Europe en était capable. Je comprends que le président Bongo me demande d'y mettre la main. La France avait fait savoir qu'elle financerait la logistique, puis seulement le transport. Ce n'était pas tout, mais c'était l'essentiel. Mais la France, ancienne puissance coloniale, ne voulait pas, à juste titre, être le facteur déclenchant de la décision. Elle ne voulait qu'accompagner. Cette décision était et demeure juste.

A peine rentré de Libreville, j'obtiens immédiatement, et je veux l'en remercier ici, un rendez-vous urgent du premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président en exercice du conseil de l'Union européenne. J'obtiens également du premier ministre belge, Jean-Luc De-

haene, l'accord de la Belgique pour contribuer au financement de cette force à hauteur d'un million de dollars (il en fallait douze, la part française annonçant tournaient autour de trois ou quatre) et d'être la première à l'annoncer pour débloquer le tour de table quand il commencerait. J'obtiens la même chose des Pays-Bas via mon ami Jan Pronk, ministre de la coopération. La Commission européenne, sur ma demande, fait savoir qu'il lui reste quelques crédits de « politique extérieure et de sécurité ». L'affaire peut se boucler.

Le président Juncker conduit superbement le débat au conseil le mercredi 23 juillet. La décision

bassadeurs membres de ce Conseil avaient laissé savoir qu'ils ne voyaient pas là de difficultés et que, si la force était définie, son mandat clair (interposition dans la seule ville de Brazzaville entre deux factions tenant des quartiers différents) et son financement assuré, le vote du mandat était l'affaire d'une journée. Telle était du moins l'idée que s'en étaient faites, après de multiples conversations, aussi bien le président Bongo que l'ambassadeur Sahoum.

L'affaire est donc mûre pour venir au Conseil, mais on y apprend avec stupeur que certains ambassadeurs, l'Américain notamment, et sans doute sous leur

Le Conseil de sécurité a pratiquement attendu la reprise des combats pour délibérer, et, quand il a délibéré, les conditions n'étaient plus remplies. Le perfectionnisme technico-juridique a tué une chance de paix

de principe est prise, Jean-Claude Juncker balayant une hésitation anglaise, et renvoyée pour application au comité des représentants permanents. Mais la loi internationale est là : même volontaire et même seulement d'interposition, aucune force internationale ne peut agir sans un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies. Telle est la loi, et elle n'est pas critiquable.

Interrogés officiellement deux semaines auparavant, divers am-

influence, le secrétaire général Kofi Annan, se posent la question d'une force de paix sous casque bleu.

On trouve d'autre part le Sénégal pas tout à fait prêt à décrire le détail de la manière dont il entendait s'y prendre... Il lui eût fallu sans doute quelques jours de plus, c'était bien normal. La solution euro-africaine pouvait être prête en huit jours. Au contraire, l'idée de la « force de paix », c'était le renvoi de l'arrivée des

troupes à deux mois au moins. J'évite aux lecteurs le récit de quelques colères téléphoniques.

En tout cas, le Conseil, de manière surprenante et dangereuse, prend son temps... Alors que c'était le temps qui manquait. Et les combattants n'attendaient pour recommencer à en découdre que de savoir qu'ils n'auraient pas de force internationale sur le dos.

Le cessez-le-feu a tenu trois semaines et demi. C'est presque miracle. La reprise des combats était certaine. Naturellement, les conditions de délivrance du mandat n'étaient pas discutables : que le cessez-le-feu soit respecté, que les négociations soient sérieusement engagées et que l'aéroport soit sous contrôle. Les deux premières ont été remplies plus de trois semaines, et la troisième pouvait assez aisément en découler. Le Conseil a pratiquement attendu la reprise des combats pour délibérer, et, quand il a délibéré, les conditions n'étaient plus remplies. Le perfectionnisme technico-juridique a tué une chance de paix.

Je n'ai qu'une lecture, qui hélas ! me rappelle des événements liés à la Bosnie. Il était aux yeux de certains - il faudra bien savoir vraiment lesquels - inacceptable que l'Europe se révèle capable d'agir efficacement, seule ou en coopération avec l'Afrique. On s'est servi du droit international et du Conseil de sécurité pour empêcher un sauvetage de la paix qui n'était pas sous leadership Américain.

Je serais heureux qu'on puisse me démontrer le contraire.

Michel Rocard

RECTIFICATIFS

JACQUES ATTALI

Une coupe malencontreuse a rendu incompréhensible une partie du point de vue de Jacques Attali consacré à l'Indes, tiré de « Le septième continent » (Le Monde du 7 août). Nous reproduisons ici le cinquième paragraphe de cet article : « Déjà, on peut estimer que le commerce intérieur du septième continent atteindra au moins 100 milliards de dollars au début du siècle prochain, montant supérieur au PNB de plus de cinquante pays réels. Et ces entreprises virtuelles commerceront avec les autres continents : les exportations du septième continent vers l'économie réelle dépasseront 500 milliards dans dix ans. Le rythme

de la croissance y sera tel que dans quinze ans le PNB du septième continent pourrait être égal à celui de la France, et peut-être, dans quarante ans, à celui des Etats-Unis. Dans soixante ans, le PNB du septième continent dépassera même, à ce rythme, celui du monde réel. L'Amérique y a déjà débarqué en masse. [Sur le RÉSILISME DES RÉSILISÉS] 70 % des échanges y sont aujourd'hui américains ; les entreprises américaines y ont apporté leur technologie, leur savoir-faire, leur système juridique, barant la route à leurs concurrents. (...) »

DONALD BROWN

Donald Brown est pianiste, et

non saxophoniste, comme nous l'avons écrit par erreur dans la rubrique « Hors champ » de nos éditions du 8 juillet.

OREGON

La capitale de l'Oregon est Salem, et non Eugene, comme nous l'avons écrit dans Le Monde du 6 août.

INDES

Le dernier vice-roi des Indes, Lord Mountbatten, est arrivé à New-Delhi en mars 1947 et non pas en mars 1946, comme nous l'avons écrit par erreur dans le premier article de notre série consacrée à la fin de l'Empire des Indes (Le Monde du 12 août).

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clients abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le pari de la croissance

EN politique, il faut avoir de la chance, et savoir l'utiliser. Sur le plan économique, Lionel Jospin semble avoir, jusqu'à présent, de la chance : l'environnement international lui est exceptionnellement favorable. Il lui faut maintenant démontrer qu'il sera capable de ne pas la gâcher, voire d'en tirer parti. La préparation du budget pour 1998, le principal acte de politique économique d'un gouvernement, en est l'occasion. Après le plan du 21 juillet destiné à rétablir les comptes publics de 1997, la démarche adoptée pour le volet dépenses du budget 1998 est de bon augure. Elle repose néanmoins sur un pari, celui d'un retour de la croissance.

Rarement, depuis le début des années 80 - hormis Michel Rocard en 1988 - un premier ministre aura bénéficié, lors de son arrivée à Matignon, d'un ensemble de conditions aussi bonnes. Toutes ou presque sont réunies pour que la croissance reparte franchement, et qu'avec elle les créations d'emplois reprennent. Malgré l'instabilité persistante des changes, la configuration actuelle des monnaies est la meilleure que l'on puisse imaginer pour la France. Après une trop longue période de sous-évaluation, le dollar, la livre et la lire ont retrouvé des parités plus conformes aux réalités. Le dynamisme de nos grands clients - américains, mais aussi européens du Nord et du Sud - alimente une demande forte en produits français. Dans le pays, les taux d'intérêt sont au plus bas et ne constituent plus un frein au crédit. Les entreprises ont

rétabli leur situation financière et doivent à la fois reconstruire leurs stocks et reprendre leurs efforts d'investissement. Les consommateurs eux-mêmes expriment un sentiment de confiance inattendu.

Avec son projet de budget, le gouvernement veut, dit-il, « accompagner le retour de la croissance ». C'est toute l'ambition, légitime, mais aussi toute la difficulté de l'exercice. Il a décidé, pour cela, de réduire le déficit et de le ramener, en 1998, à 3 % du produit intérieur brut. Il souhaite le faire sans brutalité, c'est-à-dire sans diminution brutale de la dépense publique et sans alourdissement de la pression fiscale. L'une et l'autre pourraient effectivement menacer la reprise de l'activité. Mais l'une et l'autre supposent aussi que la croissance reparte.

Pour gagner ce pari de la croissance, l'essentiel réside, en définitive, dans la cohérence et la permanence des choix retenus. Alain Juppé a souffert d'avoir promis une relance par la consommation, mais procédé dans la foulée à des hausses massives d'impôts puis à des réductions brutales de crédits publics. Jusqu'à présent, Lionel Jospin est resté fidèle à une seule et même ligne : la relance, modérée, de l'activité par la demande. Il a aussi, à chaque fois, su choisir habilement, ceux à qui il a demandé le plus gros effort : un jour, les grandes entreprises, un autre les marchands de canons. Il lui reste à confirmer cette orientation générale sur le dossier des comptes sociaux, un dossier délicat et tout aussi déterminant pour la croissance.

Le Monde en 1997 par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombant
Directeur : Jean-Marie Colombant ; Dominique Aldrey, directeur général ;
Maurice Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Gaudier, Eric Jurekiewicz, Michel Kailash, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fontevault

Directeur adjoint : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verzet

Conseil de surveillance : Alain Milla, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Robert Berne-Méty (1984-1986), Jacques Parnet (1986-1987),
André Laurens (1987-1988), André Fontaine (1988-1991), Jacques Lescaur (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 50 000 F. Actionnaires : Société civile « Les redacteurs de Le Monde »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Trois millions de chevaux

Si paradoxal que cela puisse paraître, nous possédons en France plus de chevaux qu'avant la guerre. On en évalue le nombre à trois millions, parmi lesquels il faut distinguer les chevaux d'hippodrome, les chevaux de selle, l'immense majorité des chevaux de trait et l'élevage mulassier. De 1940 à 1944, avec l'Occupation, les acquisitions sous la contrainte, et plus simplement les vols qui ont marqué cette période, notre élevage de pur-sang a beaucoup souffert. Heureusement, les deux tiers environ des étalons et des poulinières emmenés en Allemagne nous ont été restitués. L'élevage du trotteur fut moins touché, mais le trotteur français n'a pas une très grande valeur internationale : les Américains ont dans cette branche une très forte avance. Quant à notre élevage de chevaux

de selle, il sort à peu près indemne de la grande tourmente. La jumenterie de demi-sang en France peut être évaluée à 35 000 têtes environ, dont de 18 000 à 20 000 dans le seul département de la Manche.

Restent les chevaux de trait. Pour la France, on estime à 700 000 environ les pertes de chevaux de service. Mais comme, chaque année, nous produisons entre 300 000 et 350 000 poulains, les pertes de guerre sont donc déjà comblées et au-delà. Beaucoup d'éleveurs considèrent le cheval comme une valeur spéculative et chargent à l'excès leurs herbages en poulains. C'est que la demande intérieure est telle que les cours restent très supérieurs à ceux du marché mondial.

René Robert
(14 août 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC

ou 08-36-29-04-56

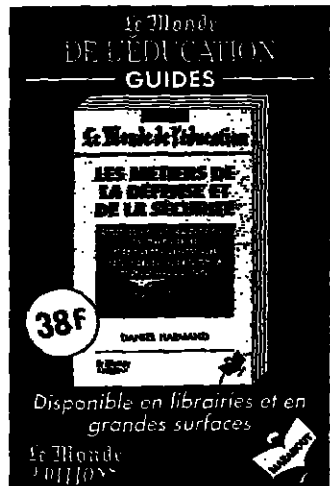
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfiches du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



MARCHÉS FINANCIERS La Bundesbank a choisi, mardi 12 août, de ne pas modifier sa politique monétaire, malgré la faiblesse persistante du deutschemark. Depuis plusieurs

jours, les opérateurs des marchés financiers vivaient dans la crainte d'une hausse du taux des prises en pension de l'institut d'émission. ● EN DÉPIT de ce statu quo monétaire en

Allemagne, les analystes estiment en majorité que les taux d'intérêt à court terme et à long terme ont atteint des points bas en Europe continentale. Ils prévoient leur remontée d'ici à la fin

de l'année. ● L'ACCELERATION attendue de la croissance économique et la vigueur du dollar devraient entraîner un resserrement progressif des politiques monétaires en Allemagne, mais

aussi en France. Les analystes prévoient aussi une hausse des rendements obligataires sur le Vieux Continent, dans le sillage du mouvement qui interviendrait aux Etats-Unis.

Vers une remontée des taux en Europe avant la fin de l'année

En dépit du statu quo monétaire décidé, mardi 12 août, par la Bundesbank, l'accélération de la croissance en Europe et la dégradation prévue du marché obligataire américain devraient provoquer une hausse progressive des rendements en France

EN ANNONÇANT, mardi 12 août, qu'elle ne modifierait pas sa politique monétaire, la Bundesbank a rassuré les opérateurs de marché. Depuis plusieurs jours, ces derniers vivaient dans la crainte d'un relèvement du niveau des prises en pension de l'institut d'émission destiné à enrayer la dépréciation du deutschemark. On aurait tort, toutefois, de se réjouir trop vite du statu quo décidé par la banque centrale allemande. D'après les prévisions des experts, tous ceux qui se demandent si le moment est bien choisi pour emprunter afin d'acheter un appartement ne doivent plus hésiter : les taux d'intérêt, qu'ils soient à court ou à long terme, ont aujourd'hui atteint des points bas en France et ils devraient sensiblement remonter d'ici à la fin de l'année. Il devrait, au cours des prochains mois, devenir de plus en plus coûteux de se procurer des fonds auprès des banques.

Depuis le 30 janvier, les appels d'offres de la Banque de France, qui constituent le taux directeur de référence de l'institut d'émission, se trouvent fixés à 3,10 %. Il s'agit du plus bas niveau depuis vingt-cinq ans. Les taux d'intérêt à trois mois oscillent pour leur part autour de 3,25 %, soit 0,20 % seulement au-dessus de leurs homologues allemands.

Les experts ne prévoient plus de

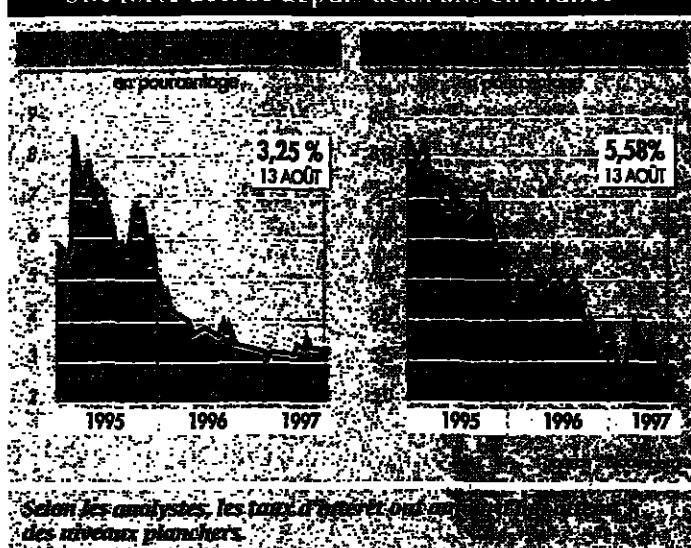
nouvel assouplissement de la politique monétaire française. « La probabilité d'une nouvelle baisse des taux est maintenant très faible », estiment les économistes du Crédit commercial de France (CCF), qui soulignent, pourtant, que, compte tenu du très faible rythme d'inflation (1 % en glissement annuel), « la politique monétaire n'est pas accommodante : les taux réels sont proches de 2 %. Aux Etats-Unis, les taux réels à court terme ont été négatifs en 1992 et 1993 ».

Selon les analystes, l'accélération attendue de la croissance en France (la hausse du produit intérieur brut atteindrait 2,5 % en 1997 et 2,8 % en 1998 selon les experts de l'OCDE, après 1,5 % en 1996) et surtout la hausse du dollar, qui constitue un stimulant monétaire très puissant, rendent moins utile, sur le plan économique, une baisse du niveau des appels d'offres.

REPRISE ECONOMIQUE ATTENDUE

Surtout, la Bundesbank, sur laquelle la Banque de France calque sa politique monétaire, ne semble plus disposée, malgré l'envolée du chômage outre-Rhin, à réduire le niveau de ses prises en pension, fixées à 3 % depuis août 1996. Au contraire, la banque centrale allemande estime que la forte dépréciation du mark fait peser des menaces inflationnistes et que la stabilité monétaire en Alle-

Une forte dégrise depuis deux ans en France



Selon les analystes, les taux d'intérêt à court terme ont été négatifs en 1992 et 1993.

Les taux à long terme, qui ne

magne, dont elle est la gardienne, est aujourd'hui menacée. Dans ces conditions, les taux d'intérêt à court terme en Allemagne pourraient amorcer une lente remontée. Selon les anticipations de la banque Paribas, les rendements à trois mois se situeraient à 3,5 % à la fin de l'année outre-Rhin, et à 3,7 % fin mars 1998. Ils remonteraient parallèlement à 3,6 % et 3,8 %, aux mêmes dates, en France.

Si la poursuite de la politique d'assainissement des finances publiques en Europe crée un envi-

ronnement théoriquement favorable aux marchés obligataires (les besoins de financement et les appels au marché des Etats s'en trouvent réduits), ces derniers devraient être en revanche affectés par la reprise économique attendue sur le Vieux Continent et surtout par la remontée prévue des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis.

« La réaccélération de la croissance économique et la progression de l'inflation outre-Atlantique dans la deuxième partie de l'année inciteront la Réserve fédérale américaine à resserrer sa politique monétaire », note-t-on à la banque Paribas. Malgré la réduction du déficit budgétaire (1 % seulement en 1997), il en résulterait une remontée du taux de l'emprunt américain à trente ans jusqu'à 7,20 % en fin d'année. Déjà, au cours des derniers jours, les rendements obligataires se sont tendus outre-Atlantique, les investisseurs s'inquiétant du dynamisme de l'activité et de la dégrise du taux de chômage : ils sont passés de 6,28 % le 31 juillet à 6,61 % le 12 août. La fragilité du marché des obligations aux Etats-Unis est accrue par sa dépendance à l'égard des capitaux non-résidents. Les achats d'obligations du Trésor américain par les investisseurs étrangers s'élevaient actuellement à environ 210 milliards de dollars en rythme annuel, dont la

moitié par les banques centrales étrangères, principalement asiatiques.

Les tensions observées outre-Atlantique sur le marché obligataire se transmettraient à l'Europe et à la France. Les anticipations d'un euro faible pourraient d'ailleurs favoriser la contagion : les investisseurs internationaux seront tentés d'exiger une prime de taux accrue sur les emprunts européens afin de compenser le risque de dépréciation de la future monnaie unique. La faible proportion de la dette publique française détenue par les investisseurs étrangers (un peu plus de 10 % seulement contre plus de 40 % en Allemagne) ne suffirait pas à protéger de ces turbulences extérieures le marché des obligations assimilables du Trésor (OAT).

Celui-ci pourrait de surcroît avoir à souffrir d'un éventuel durcissement de la fiscalité sur l'assurance-vie, qui représente depuis plusieurs années son plus fidèle et son plus important souscripteur. Dans ce contexte défavorable, les taux d'intérêt français à dix ans, qui s'établissent aujourd'hui à 5,58 %, remonteraient à 6,0 % en fin d'année selon le courtier américain Merrill Lynch, à 6,1 % selon le Crédit lyonnais et à 6,4 % selon Paribas.

P.-A. D.

McKinsey tisse sa toile à travers sphères politiques et milieux d'affaires

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

L'annonce, lundi 11 août, de la fusion entre le Crédit suisse et Winterthur a mis une nouvelle fois en lumière la puissance de McKinsey. Lukas Muhlemann, quarante-sept ans, directeur général du deuxième groupe bancaire helvétique, et Thomas Wellauer, quarante-deux ans, futur directeur général du deuxième assureur de la Confédération, sont tous deux des anciens de la célèbre multinationale américaine du conseil d'entreprise. Le second était chargé des services financiers de McKinsey Suisse alors que le premier était directeur général et membre du conseil de direction à New York jusqu'en 1994. Cela crée des liens. « L'approche des affaires est similaire : ils auront tendance à privilégier l'augmentation des bénéfices plutôt que les parts de marché. Sabrer dans le gras pour garder le muscle est comme une seconde nature », explique Stephen Dias, analyste bancaire chez Goldman Sachs International.

Sur toute la planète, la société de consul-

tants a tissé une formidable toile d'araignée de contacts et d'amitiés.

Ainsi en Grande-Bretagne le nouveau chef du Parti conservateur, William Hague, le directeur général de la Confédération de l'industrie britannique, Adair Turner, le patron du nouvel organisme de régulation des banques, Howard Davies, de nombreux piliers de l'industrie et des mandataires de la haute administration de Whitehall ont fait leurs premières armes auprès du bureau londonien de McKinsey.

« THE FIRM »

McKinsey n'a jamais autant mérité son surnom - The Firm (la firme) - qui aurait inspiré à John Grisham le titre de son thriller consacré à la mafia de Chicago. « McKinsey est un formidable système d'entraide, une sorte de chasseur de têtes à l'échelle planétaire au plus haut niveau », estime l'écrivain Anthony Sampson, auteur de *Company Man*, un best-seller consacré aux experts en management. L'annuaire des quelque 4 000 alumni, un épais cahier à spirale de 398 pages, à la diffusion

restreinte, constitue le plus précieux des carnets d'adresses.

A écouter les critiques, les anciens cadres arrivés au sommet finissent toujours par céder à l'« amicale pression » de McKinsey quand il s'agit de remettre à plat l'organisation d'une agence gouvernementale ou de lancer un audit stratégique des comptes de l'Etat. Pouvoir occulte ? Maniège du secret, non cotée en Bourse, la compagnie fondée à Chicago en 1926 par James Oscar McKinsey peut tout se permettre.

Malgré son succès, McKinsey doit compter avec la rude concurrence des plus grands cabinets mondiaux de commissaires aux comptes, des banques d'affaires et des consultants spécialisés. L'esprit de clan et une certaine insolence des *McKinsey boys* - il y a peu de femmes - agacent. Et les hauts fonctionnaires, sous l'effet de la lutte contre la corruption qui sévit aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, sont devenus plus prudents quand ils doivent faire appel à un cabinet cultivant le mystère.

Marc Roche

COMMENTAIRE DISSUASION

La Bundesbank n'a donc pas mis ses menaces à exécution : elle a choisi, mardi 12 août, de ne pas modifier sa politique monétaire, malgré la faiblesse persistante du deutschemark. On peut interpréter ce statu quo comme une reculade : la banque centrale allemande aurait renoncé à agir, consciente du tollé qu'aurait provoqué à Bonn, mais aussi à Paris, Rome et Madrid, une hausse de ses taux directeurs, dans un contexte de restrictions budgétaires, d'inflation maîtrisée et de chômage record.

Mais si le dollar reprend son ascension, rien ne permet d'affirmer que la Bundesbank ne passera pas aux actes. Elle pourra expliquer que sa mission, fixée par la loi, ne consiste pas à empêcher les entreprises allemandes de licencier, mais à préserver la stabilité monétaire. Et

qu'elle ne peut rester les bras croisés face à une baisse de 20 % du mark vis-à-vis du dollar en huit mois.

Pour l'instant, la Bundesbank s'en tient à la stratégie de la dissuasion. Elle cherche, par ses menaces, à impressionner les marchés. Sans grand succès. Il en va en matière monétaire comme en matière militaire. L'arme de la dissuasion n'a d'efficacité que si le pouvoir qui la détient est fort et si sa capacité de destruction est avérée. Aucune de ces deux conditions n'est aujourd'hui remplie. La réputation de la Bundesbank s'est ternie sur les marchés financiers, au fur et à mesure que l'Allemagne s'enfonçait dans la crise économique. De surcroît, il n'est pas dit qu'une hausse des taux - qui augmenterait la rémunération de la monnaie allemande, mais aurait un effet restrictif sur la croissance outre-Rhin - profiterait, à long terme, au mark.

Pierre-Antoine Delhommeau

Selmer, le souffle parisien du saxo de Coltrane

Nous poursuivons la publication d'une série de portraits d'entreprises retraçant l'histoire d'un métier, au cœur de l'économie d'une région.

C'ÉTAIT le saxo de John Coltrane et celui de Stan Getz. C'est toujours celui de Johnny Griffin, de Garbarek et de bien d'autres.

Aux premières notes, les musiciens professionnels et les amateurs éclairés le reconnaissent : à la couleur, au timbre, à la tenue, c'est un Selmer. La marque de référence des instruments à vent, du saxophone à la clarinette en passant par la trompette, le basson ou le trombone.

Internationale depuis sa création en 1885, l'entreprise Selmer a conquis le monde de la musique. Mais son souffle est à Paris. En un peu plus d'un siècle, son seul grand changement a été de déménager de Montmartre à République, tandis que son usine est, depuis le début du siècle, à Mantes-la-Ville (Yvelines). Fondée par Henri Selmer, elle est toujours contrôlée par une trentaine de ses descendants. « Née dans le pavillon d'un saxophone », cette affaire de famille est l'un des rares fabri-

cants français et européens à avoir résisté à la déferlante des instruments de musique japonais et coréens.

Tout a commencé par un enervement. En 1885, Henri Selmer, fils d'une longue lignée de musiciens militaires, est clarinettiste à l'Opéra-Comique. Les becs, les anches - morceau de roseau ou de métal qui permet la vibration de l'air - vendus dans le commerce ne lui conviennent pas. Il décide alors de les fabriquer lui-même.

Très vite, sa production est recherchée par ses collègues de l'orchestre, puis à l'extérieur. Henri Selmer se lance et crée un petit atelier de fabrication pour les accessoires de clarinettes.

Des accessoires, l'entreprise passe à la fabrication des clarinettes. Le musicien se révèle un véritable entrepreneur. Il fait appel à son frère Alexandre, clarinettiste soliste au Boston Symphony Orchestra puis au New York Philharmonic Orchestra. En 1900, les deux frères ouvrent un magasin à New York pour vendre les clarinettes Selmer. C'est le succès.

L'entreprise grandit, à peine arrêtée par la première guerre mondiale. A la fin du

conflit, Henri Selmer a un autre projet : refaire un saxophone à son idée. Créé par Adolphe Sax, l'instrument, défaillant, n'est utilisé que dans les fanfares militaires. Henri Selmer le reprend, invente une nouvelle méthode de fabrication par étirage de métal et non plus par soudure, ce qui évite les fuites. En 1921, le premier saxo Selmer sort, c'est un alto. Sept ans plus tard, la société rachète les ateliers d'Adolphe Sax, où il trouve d'autres instruments à vent (trompettes, trombones, bassons). Dans la foulée, elle invente un nouveau modèle de saxophone baptisé *Cigar Cutter*, doté d'un mécanisme de clé d'octave automatique. Le saxo moderne est né.

Le jazz fera le reste. Dès les années 30, les musiciens américains s'en emparent et font la fortune de Selmer : le saxophone assure encore 60 % de ses ventes. La vogue de cette nouvelle musique est telle que la société s'associe avec un luthier, Mario Maccaferri, pour créer un atelier de guitares de jazz. Il en sort une guitare à la forme très particulière, à double caisse de résonance qu'adopte Django Reinhardt. La production durera jusqu'en 1951, puis sera cédée. « Notre métier, ce sont les instruments », explique Patrick Selmer, arrière-petit fils du fondateur, directeur du marketing.

Interrompue par la seconde guerre mondiale, l'activité repart à toute vitesse à la Libération : dans leurs valises, les soldats américains ont amené le swing. Saxos,

trompettes, clarinettes s'arrachent dans le monde entier. Selmer y a toute sa place. N'hésitant pas à réaliser des instruments sur mesure pour les mains des plus grands musiciens, elle s'impose auprès des géants du jazz et des musiciens amateurs qui rêvent de les imiter.

Au milieu des années 70, une nouvelle concurrence, venue du Japon, déferle. De mauvaises ventes aux Etats-Unis, où Selmer réalise plus de 20 % de son chiffre d'affaires, déstabilisent la société. En 1976, l'entreprise licencie soixante personnes. Vingt ans plus tard, la blessure est toujours douloureuse.

Assurer l'avenir de ses 600 salariés, un des premiers objectifs de Selmer, est décat : 70 % de la fabrication repose sur la main-d'œuvre. La société se réorganise, s'automatise afin de conserver des prix attractifs. Elle y réussit depuis plusieurs années : un saxophone vaut entre 16 000 et 30 000 francs, une clarinette entre 7 700 francs et 25 000 francs.

Après les Etats-Unis et le Japon, Selmer s'est attaqué aux marchés d'Asie et d'Amérique latine. En 1996, il a réalisé 200 millions de francs de chiffre d'affaires dont 75 % à l'étranger. Pour la première fois, son bénéfice représente 5 % de ses ventes. En septembre, elle agrandira à nouveau son usine. Plus décidée que jamais à donner le ton.

Martine Orange

PROCHAIN ARTICLE :
Gabriel et Vincent, les gardiens
du trésor de Roqufort

DÉPÊCHES

■ **CRÉDIT SUISSE-WINTERTHUR** : la loi américaine interdisant à une banque d'avoir une filiale assureur, le groupe Winterthur envisage de revoir son dispositif aux Etats-Unis où il contrôle plusieurs compagnies d'assurance et de réassurance.

■ **AGE** : la Deutsche Bank souhaite prendre le contrôle de l'assureur français, selon le quotidien *Die Welt* du 13 août. La banque a indiqué que cette information n'était que « pure spéculation ».

■ **ELF-GABON** : Jean-François Gavaldà a été nommé, mardi 12 août, président d'Elf-Gabon, en remplacement de M. André Tazaillo, mis en examen dans le cadre de l'affaire Elf (*Le Monde* du 11 juin).

■ **USINOR** : le groupe sidérurgique a renoncé, mardi 12 août, à présenter sa candidature pour racheter 51 % de l'aciérie roumaine, Otelinox. C'est le quatrième projet de développement externe du groupe qui échoue en quelques mois.

■ **POSCO** : le groupe sidérurgique coréen devrait reprendre son concurrent Hanbo, en faillite, ce qui le placerait au premier rang mondial.

■ **INFORMATIQUE** : la Chine est devenue le premier marché informatique de la région Asie-Pacifique, avec un million de PC vendus au premier semestre, selon une étude de Dataquest.

Levico 100

CAC 40

PARIS
- 2,25 %
CAC 40
2931,25

494	461	-0,61	1000297	Lochudis	785	-0,63	1000298
65,50	69,94	+0,62	1000299	L'Oréal	2462	-1,95	1000299
321	324	+0,01	1000300	Lotus	150	-0,01	1000300
381	384	+1,65	1000301	Mount Alton Her	602	+0,46	1000301
221,50	217,50	-1,80	1000302	Masdarup	96,90	+2,93	1000302
4255	4280	+2,50	1000303	Mastaglio Interline	14,25	+3,25	1000303
93	92	-0,09	1000304	Mastaglio Interline	14,25	+3,25	1000304
1306	1309	+1,99	1000305	Mastaglio Interline	14,50	-0,69	1000305
549	549	-0,72	1000306	Mot-Est	121,40	-	1000306
392	392	+0,63	1000307	Motion (Ny)	877	-0,79	1000307
282	282	+0,63	1000308	Motors	399	-	1000308
442	442	-1,58	1000309	Morton	76	-	1000309
744	744	-0,40	1000310	Paras	426,50	-1,84	1000310
65,50	65,50	-1,85	1000311	Path	19,50	-	1000311
505	505	-0,71	1000312	Paving	274,90	-1,41	1000312
128	128	+3,72	1000313	Pegout-Ricard	514	-2,83	1000313
14,40	14,40	-1,58	1000314	Peugeot	739	-1,89	1000314
794	794	-0,63	1000315	Pharmaceuticals	495	-	1000315
34,50	34,50	-1,01	1000316	Plastic-Coma (Ly)	469	-1,21	1000316
680	680	-2,79	1000317	Primogel	509	-0,19	1000317
31,80	31,80	-0,95	1000318	Procter	2235	+1,95	1000318
612	612	+0,06	1000319	Procter & Gamble	2235	+1,95	1000319
1597	1597	+0,06	1000320	Remy Cologre	123,40	+0,22	1000320
1480	1480	+3,91	1000321	Renault	168	-3,15	1000321
540	540	-1,48	1000322	Repsol	168	-3,15	1000322
250	250	-1,32	1000323	Rhone-Poulenc A	251,20	-	1000323
5,85	5,85	-2,25	1000324	Rochette (L)	25,50	-0,17	1000324
14,40	14,40	-1,42	1000325	Roig Impresaria (L)	5500	+0,18	1000325
715	715	-1,32	1000326	Rosier	197	-	1000326
518	518	+0,58	1000327	Sagen SA	3007	-2,89	1000327
-106	-106	-2,34	1000328	Saint-Gobain	918	-2,50	1000328
445	445	-2,34	1000329	Salomon (L)	452	-1,88	1000329
814	814	-0,61	1000330	Salm (Ny)	463	-	1000330
2430	2430	+0,61	1000331	Sanofi	638	-1,91	1000331
142	142	-3,52	1000332	Sat	1545	-0,97	1000332
445	445	-0,75	1000333	Schneider (Nid)	187	-	1000333
446,50	446,50	-0,75	1000334	Schneider SA	97	-3,17	1000334
2587	2587	-0,15	1000335	SCOR	264	-1,13	1000335
676	676	-2,36	1000336	S.E.A.	1009	-1,38	1000336
315	315	-2,36	1000337	Softex	453	-	1000337
545	545	-0,18	1000338	SEITA	178	-3,37	1000338
135	135	-1,59	1000339	Solochimique	65,90	-0,15	1000339
830	830	-1,70	1000340	SPMA	897	-1,56	1000340
446,50	446,50	-0,75	1000341	SPN	139,70	-	1000341
2109	2109	-0,42	1000342	Sidel	448,10	-0,91	1000342
1325	1325	-1,19	1000343	Silec CA	470	-0,48	1000343
397,30	397,30	-1,68	1000344	Sinco	675	-1,45	1000344
715	715	-1,68	1000345	Sinco (L)	1207	-	1000345
842	842	-2,49	1000346	Sis Rosignol	119,80	-	1000346
315	315	-2,36	1000347	Societe Generale	819	-2,87	1000347
545	545	-0,18	1000348	Sofitel Alcatraz	268	-	1000348
144	144	-1,04	1000349	Sommer-Alibert	231,20	-0,94	1000349
15,10	15,10	+0,12	1000350	Sophia	21,20	+0,77	1000350
1460	1460	-1,50	1000351	Spax Communicat e	502	-1,19	1000351
770	770	-1,29	1000352	Spax Communicat e	415,60	-	1000352
1610	1610	-0,62	1000353	Suez Lyonnais Banq	64	-2,48	1000353
437,40	437,40	-2,10	1000354	Synchro	720	-0,41	1000354
360,80	360,80	-0,76	1000355	Systemat	71	-2,37	1000355
216	216	-0,20	1000356	Systemat-CSF	153,30	-	1000356
7173	7173	-1,70	1000357	Tat	600	-2,50	1000357
25,10	25,10	+1,55	1000358	UFB Localab	570	-3,15	1000358
				UHF	439	-1,15	1000359
				UHF	307,90	-	1000360
				Unibail porteur	579	+0,17	1000361

United Arab Bank	645	0.77	0.41	Heckl R	385	-2.31
Union	114.40	0.41	0.41	IL&M	652	-1.07
Valpar	35.30	0.07	0.07	LCI	10.10	-1.05
Vallourec	35.30	-0.01	0.01	ito Yohedo	75.50	3.68
Via Banque	158.20	+1.07	0.07	Kingfisher Plc	126.10	-1.48
Worms & Cie	948.20	-0.04	0.04	Massachusetts	32.10	-1.62
Yamoussoukro	1410	-0.54	0.54	Mt. Damstra's	125.30	-0.84
BT Gabon	1410	+0.30	0.30	Merck and Co	491	-2.41
				Merck and Co	491	-
				Mobile Corp of Am	20.40	-
				Mobile Corporation	277	-
				Morgan J.P.	70.40	-2
				Nestle SA Nom.	7990	-
				Nippon Meat Packers	77.40	-0.64
				Nobels A	531	-0.56
				Norsk Hydro	387.90	-1.71
				Parafina	2215	-1.51
				Philip Morris	290.20	-2.03
				Phillips NV	49.90	-4.49
				Placer Dome Inc	113	-0.88
				Procter Gamble	929	-0.79
				QinetiQ	371	-
				Randfontein	12.30	-0.81
				Rhone Poulenc	399	-0.89
				Rio Tinto PLC	104.50	+0.61
				Royal Dutch	341.90	-1.48
				Saga Empires	180	+3.83
				Saint-Helene	25.10	-
				Sandberger	47	-3.76
				SGS Thomson Micro	569	-
				Shell Transport	64.10	-1.81
				Siemens	2.21	-2.01
				Sony Corp.	50.00	-2.05
				Sumitomo Bank	100.28	+0.09
				T.O.U.K.	102	-
				Toshiba	163	-1.61
				Trafalgar	39	-3.40
				Unilever	1499	-1.40
				United Technol.	517	+0.02
				Veal Beuch	327	-2.31
				Willingem A.G.	4504	+0.82
				Volvo (act8)	181.10	-2.34
				Western Deep	158	-0.38
				Yamashita	157.10	-
				Zambia Copper	16.70	-0.89

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	Différence +/-	Prévision du cours (1)
ABN Amro Hol.	145	-5.02	-5.02	-
Adidas AG	260	-1.74	-1.74	-
American Express	710	+0.37	0.37	-
Anglo American	930	-0.10	-0.10	-
Amsted	355	+0.22	0.22	-
Argo Wiggins App.	16.60	-0.08	-0.08	-
A.T.T. Co.	257.90	-1.06	-1.06	-
Asahi Sankyo	174	-1.26	-1.26	-
Bayer's	146	-0.98	-0.98	-
B.S.F.	250	-2.14	-2.14	-
Bull	265	-2.28	-2.28	-
Conditent PLC	12.25	-1.39	-1.39	-
Crown Cork and Seal	325.90	-2.66	-2.66	-
Crown Cork PF CVR	40.50	-0.47	-0.47	-
Deutsche Bank	300	-1.37	-1.37	-
Dresdner Bank	281.30	-0.17	-0.17	-
Dresdner Bank	47.28	-0.95	-0.95	-
Du Pont Nemours	427	-0.23	-0.23	-
Eastman Kodak	410	-0.97	-0.97	-
Est. Bond	410	+0.71	0.71	-
Exco Ind. Affairs	31.05	-0.10	-0.10	-
Electrolux	472.30	-0.27	-0.27	-
Ersson	280	-2.67	-2.67	-
For Motor	260	-0.26	-0.26	-
Gen. Electric	32.15	+0.04	0.04	-
Gen. Motors	425	-2.70	-2.70	-
Gie Belgique	540	-0.13	-0.13	-
Gulfs Petroleum	59	-1.74	-1.74	-
Guinness Plc	57.45	-0.28	-0.28	-
Hannover PLC reg.	32.15	-0.07	-0.07	-
Hermesberg Gold	20.75	+0.67	0.67	-
Hutchinson	410	-3.13	-3.13	-

ABBREVIATIONS
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
Ny = Nancy; Ps = Nantes.

SYMBOLS
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorique 3;
dans les autres cas: 1 = droit de préférence

DERNIÈRE COLONNE (1):
Lundi: date mardi; 1/2 variation 30/12
Mardi: date mercredi; montant du coupon
Mercredi: date jeudi; paiement dernier coupon
Jeudi: date vendredi; conversion
Vendredi: date samedi; recouvrement

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
-------------	--------------	----------------

ACTIONS		Cours	Derniers	Francfort
FRANÇAISES		précéd.	cours	
1.51	Alcatel	70	71	Telecom
7.07	Arcelec (Nv)	680	680	Telecom
1.51	Banque C. d'Alsace	531	531	Com. Post-Réseau
1.51	Banque Transatlant.	177	177	Genetel
1.51	B.N.P. Intercom	189	189	C.I.T. (Transport)
1.51	Bouygues	61	61	Com. Post-Réseau
1.51	Boiseries Intnl.	110	110	Immobilières
1.51	B.P. de la C. d'Al.	7.50	7.50	Location (Ly)
1.51	Chemins de Fer	242.50	242.50	Lacis
1.51	Citigroup	46.50	46.50	Micropro
1.51	Comptoirs d'Ind.	24.20	24.20	Mil. Develop.
1.51	C.R.A.M. (Nv)	23.91	23.91	Mort
1.51	C.I.T. Euro-Cit	23.91	23.91	Navigant (Nls)
1.51	C.I.T. R.A.M. (Nv)	23.91	23.91	Opacov
1.51	Comcorde Ass. Rén.	1366	1366	Palat-Marmont
1.51	Comptabil. Ann. Ly.	258	258	Ass. Clairfontain
1.51	Corbiat	100	100	Parifrance
1.51	Dickel Boston	420	420	Paris Orléans
1.51	Eaux Resin. Vichy	3850	3850	Promocor (Cl)
1.51	Eclat	106	106	RSB Industries Ly.
1.51	En. Ing. Paris	1426	1426	Rougeur I
1.51	Fichtel Bauche	74.50	74.50	Sagel
1.51	Fidel	37.40	37.40	S.L.P.P.
1.51	Foliant	333	333	Sofreol
1.51	F.P.P.P.	516	516	Taittinger
1.51	Fontaine (Cl)	591	591	Tour Eiffel
1.51	Font. Lyonnaise F.	760	760	Vicat
1.51	Genetel	626	626	Voies Roussier

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
---------	------------------	-------------------

123	Fructis	48,90	NSC Groupe Np
127	Caudier France #	50,00	Qnet
128	Gal 2000	60,00	P.C.W.
225	GPI Industries #	985	Pati Boy...
229	Grosche (Ly) #	31	Phylos Inc.
231	GLM S.A.	50,00	Pochet
317	Graphicop Photo #	950	Projetus Ets (Ns)
319	Gue Caillien (L) #	220	Radix
319	Kindy #	173	Rebertus
756	Quero	349	Roulaux-Guichard
326,20	Hammes Internac. #	500,00	Securidex #
327	Hurd Dubois	730	Sesler (Ly)
327	ICST Groupe #	581	Sofno (Ly)
329	L.C.C.	130,10	Sofinas
335	ICOM Informatique	490	Sorgens (Fin)
375	Imanova	73,50	Sora #
375	Int. Computer #	50,00	Steph.Kellan #
401	IPBM	64,50	Sylea
401	MG-Metropole TV	617	Talbot-France
401	Mantoux #	250	TF1
401	Martian	449,80	Thermador Hot.
419	Marie Briard #	650	Union Calvin #
446	Max-Lines/Profi	52,50	Union Calvin #
446	Mecheil (L) #	50,00	Union Fin.France
446	MGI Coutier #	306	Viel et Cie #
446	Monsieur Jouty (L) #	132	Viel et Cie #
459	Mul-Hof #	125	Viel et Cie #
735	Nordrest Denture #	899	Viel et Cie #

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
---------	-------------------------	---------------

[illegible]

	VALEURS	précéd.	cours
Appligene Oncor	— ♦	52	

VALEURS	précéd.	COURS
Eridania-Béghin C..... ♦	745	745

17	Beverly	810	Crédit Cédant	0
18	Wynne	1830	Crédit Occidentale	111
19	Coile	215	Murphy	1045
20	Electronique D2	910	Sté lectors du Morale	130,30
21	FOM Pharma n°	220	Vie Citée (Banque)	25,30
22	Corbis	424		
23	Coyner action B	14,50		
24	High Co.	17,90		
25	Indefin	35		
26	Jolize-Régol	80		
27	Millie Anzai	80		
28	Nature	14		
29	Office	1280		
30	Phlogon	200		
31	Protonix	27		
32	R21 Swell	405,30		
33	Stefan	6,90		

14
27
28
29
30
31
32
33

14
27
28
29
30
31
32
33

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; U = Lille; L = Lyon; M = Marseille;
 Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 catégorique; 3 = cours précédent; 4 = cours
 détaché; * = droit de suite; + = offert;
 d = demandé; t = offre réduite; t demandé
 réduit; c = contrat d'animation.

Cred. Mut. Ep. Court T	923.28
Cred. Mut. Ep. Ind. C	151.95
Cred. Mut. Ep. J	23008.42

Plénitude D PEA.....	217,53
Poste Gestion C.....	14908,44
Revenus Trimestr. D.....	5299,69

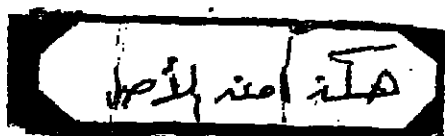
[illegible]

avait
c'éta
la liç
vaill:
phor
meu
préf
noir
men
man
dard
] que
quit
son
new
qu'u
men
sera
:
Le b
don
il dé
clot
tilis
dan
de l
deb
suit

l'en
nun
troi
s'as
se r

NUCLÉAIRE

Des ch



AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 14 AOÛT 1997

NUCLÉAIRE Des chercheurs de l'Institut de protection et de sûreté nucléaires étudient, dans un laboratoire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), les conséquences

d'un accident nucléaire majeur sur les cultures agricoles. Ces études commencent en 1995, soit un an avant la catastrophe de Tchernobyl, doivent permettre d'améliorer les

mesures de protection sanitaire de la population et de mettre au point des techniques de décontamination des sols et des plantes. ORGANISÉES en complément d'observations

des sites contaminés (en Ukraine, en Biélorussie), ces recherches, effectuées dans un laboratoire sans équivalent en Europe, seront intégrées au système Astral d'assistance tech-

nique en radioprotection postaccidentelle, qui accumule des données sur la contamination nucléaire afin de prévenir un maximum de risques en cas de catastrophe.

Des chercheurs « cultivent » des accidents nucléaires sous serre

L'étude in vitro de l'impact d'une pollution radiologique sur les cultures agricoles doit permettre d'améliorer les mesures de protection sanitaire de la population et, peut-être, de découvrir des techniques de décontamination des sols

CADARACHE (Bouches-du-Rhône) de notre envoyé spécial
Sous une serre isolée poussent, dans de grands bacs métalliques, des pieds de vigne aux pampres chargés de grappes charnues, quelques plants de haricots vigoureux, un carré de tendres laitues. On en croquerait, si ce potager n'avait subi une pollution radiologique de plusieurs dizaines de millions de becquerels par mètre carré, comparable à celle de la zone interdite de Tchernobyl. Les

Astral, logiciel de crise

Les recherches menées à Cadarache servent à améliorer le système Astral (assistance technique en radioprotection postaccidentelle) dont est équipé, depuis fin 1996, le centre technique de crise de l'IPSN de Fontenay-aux-Roses. Ce modèle mathématique, alimenté par des bases de données agronomiques et démographiques sur les zones voisines des sites nucléaires français, intègre les connaissances acquises dans le domaine des transferts des radionucléides et les recommandations internationales en matière de protection radiologique. Il doit permettre, en cas de rejet radioactif, d'évaluer rapidement la concentration des radionucléides dans l'environnement et dans les produits alimentaires, de prévoir l'évolution de la contamination et de proposer des mesures réduisant les conséquences de l'accident (interdiction de consommer certains produits, enlèvement de la végétation, décapage des sols, ajout d'absorbants dans la ration alimentaire des animaux). Des logiciels similaires existent en Allemagne, en Angleterre et à l'échelon communautaire.

cultures sont impropres à la consommation et les « jardiniers » qui veillent sur leur croissance ne sont autorisés à pénétrer dans l'enceinte étanche que deux heures par jour, vêtus de combinaisons protectrices.

Dans ce drôle de laboratoire, installé sur le site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Cadarache, des chercheurs de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) se livrent à des expériences de radiocologie, dans le cadre de programmes scientifiques cofinancés par EDF et par la Commission européenne. Ils souhaitent mieux connaître les effets d'un accident nucléaire majeur sur les plantations agricoles, afin d'apprécier la menace que leur consommation représenterait pour la santé. Selon quels processus et à quel degré les radionucléides relâchés dans l'environnement contamineraient-ils les cultures ? Et comment cette pollution évoluerait-elle dans le temps ?

UN LAVAGE SÉLECTIF

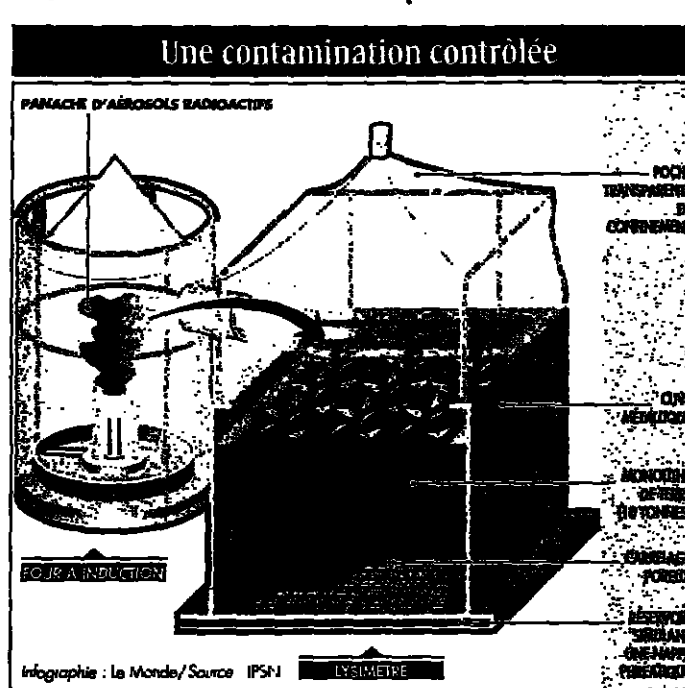
Leurs premières études remontent à 1985, un an avant la catastrophe de Tchernobyl. L'explosion du réacteur soviétique a montré, hélas, que le risque n'était pas purement théorique. Même si les réacteurs à eau sous pression du parc nucléaire occidental sont a priori plus sûrs, notamment parce qu'ils possèdent une enceinte de confinement, il n'est pas exclu, dans le scénario le plus dramatique qui puisse être imaginé - une perte de refroidissement provoquant la fusion du cœur de la centrale -, qu'il faille dépressuriser ce dôme pour éviter son explosion et que des gaz ou des aérosols radioactifs en soient expulsés. Dans un tel cas de figure, deux produits de fission, le césium 137 et le strontium 90, seraient particulièrement pénalisants pour les écosystèmes,

en raison de leur période (demi-vie) d'environ 30 ans. Depuis dix ans, de multiples analyses de terrain ont été effectuées par des équipes scientifiques internationales, en Ukraine et en Biélorussie. Mais l'observation *in situ* a montré ses limites : de nombreux paramètres non maîtrisables brouillent l'interprétation des résultats qu'il est, de surcroît, difficile de transposer à d'autres territoires. D'où l'idée de reproduire un « mini-Tchernobyl en salle ».

L'IPSN s'est ainsi doté d'un laboratoire sans équivalent en Europe. Dans des bacs de culture (cylindriques) de 15 tonnes chacun, permettant un enracinement profond des plantes, ont été placés des monolithes de terre prélevés dans six types de sol au voisinage d'installations nucléaires, sous trois climats distincts (océanique tempéré, continental tempéré et méditerranéen). Deux de ces échantillons proviennent des environs des centrales françaises du Bricastin (Drôme) et de Belleville (Cher), les autres étant originaires d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne et de Grande-Bretagne. Des espèces agronomiques courantes y ont été plantées : blé, orge, vigne, salades, haricots verts, choux-raves, le tout parsemé de gazon.

Ces cultures ont ensuite été exposées, à différents stades de leur croissance, à un panache radioactif généré par le chauffage à 3 000 degrés (température de fusion du cœur d'un réacteur) d'un mélange de combustible nucléaire et de métaux présents dans une chaudière atomique, « enrichi » en césium et en strontium. Les bacs ont alors été placés sous des serres, dans lesquelles les divers régimes climatiques (température, pluviosité, radiations solaires) sont simulés à l'aide de dispositifs pilotés par ordinateur.

Un premier programme d'études, de 1991 à 1995, a porté



La production d'aérosols radioactifs est réalisée dans un four à induction, par chauffage à 3 000 degrés d'un mélange de combustible nucléaire et de métaux. Les aérosols sont ensuite aspirés par-dessus des bacs de culture, qui sont alors placés dans des serres expérimentales où l'on contrôle

sur la phase initiale de contamination des végétaux, par les feuilles. Les résultats, qui concernent surtout le blé et qui n'ont pas encore été publiés, font apparaître que le couvert foliaire n'absorbe que 10 à 20 % du césium et du strontium contenus dans les aérosols quand les épis sont jeunes - le reste se dépose au sol -, mais qu'il en retient plus de 80 % lorsqu'ils sont parvenus à maturité.

TRANSPORT DE POLLUTION

La pluie, qui - on le sait depuis le passage du nuage de Tchernobyl - joue un rôle déterminant dans la répartition des dépôts radioactifs, fait aussi office d'agent

de lavage. Mais celui-ci se révèle sélectif. Si la moitié du césium fixé par les feuilles du blé est lessivée vers le sol par un arrosage, une faible partie du strontium est ainsi nettoyée. En cas d'accident, passer à l'eau les légumes de son jardin constituerait donc une protection illusoire.

Quant au transfert de la pollution du feuillage vers les grains, il s'avère d'autant plus important que la contamination a eu lieu sur un système foliaire développé, donc à un stade de pousse avancé. Cela vaut surtout pour le césium, dont la moitié se retrouve dans les grains. En définitive, la charge radioactive des grains de blé récoltés

dans la serre expérimentale est plusieurs centaines de fois supérieure aux normes de commercialisation.

Mais que deviennent les radionucléides qui n'ont pas été arrêtés par les feuilles ? Un nouveau projet de recherche s'attache à leur migration dans le sol et à leur capture par les racines des plantes. Des résultats partiels montrent que « 98 % de la radioactivité sont retenus dans les 7 premiers centimètres de terre, mais qu'à 20 centimètres de profondeur il subsiste encore une pollution non négligeable, susceptible d'être pompée par voie racinaire », indique François Bréchnac, chef du laboratoire de radiocologie.

Ces travaux, destinés à affiner les modèles de gestion d'un accident nucléaire, pourraient aussi servir à mettre au point des méthodes limitant la contamination des cultures. Couper les feuilles d'une vigne aussitôt après une « attaque » semble ainsi de nature à protéger le raisin et à sauver la vendange.

Les chercheurs espèrent également progresser dans les techniques de réhabilitation des sols, à l'aide de plantes piégeant la radioactivité (phytoextraction). Des essais de « tapis végétal décontaminant » ont été effectués il y a plusieurs années, au voisinage de Tchernobyl, avec du gazon ensuite découpé et traité. Mais cette solution, efficace sur une territoire restreint, semble inapplicable à grande échelle. « Peut-être trouverons-nous un jour la plante miracle, mais cette perspective paraît encore lointaine », estime Philippe Picat, chef du service d'études et de recherches sur les transferts dans l'environnement de l'IPSN. Mieux vaut souhaiter que l'accident nucléaire reste une hypothèse de laboratoire.

Pierre Le Hir

Un atelier métallurgique gaulois découvert sous le chantier de l'A 28

LES ARCHÉOLOGUES le présentaient. Quelques collines aux noms évocateurs - les Petites Rouilles, Rougement - et dans les vastes champs en contre-bas, des concentrations de résidus noirs : il y avait du fer là-dessous. Ce qu'ils ne pouvaient prévoir, c'est que les sites qu'ils allaient fouiller se révéleraient exceptionnels, formant un ensemble métallurgique comme il n'en existe aucun en France et très peu en Europe.

Sur le tracé de l'autoroute A 28 (Avençon-Le Mans-Tours), à La Bazoge, Christophe Dumkowski et les archéologues de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) ont dégagé une centaine de fours métallurgiques, des zones de fabrication de charbon de bois et d'extraction d'argile ainsi qu'un emplacement d'affinage du fer. Le tout s'étend sur quelques kilomètres au pied d'une colline percée de vastes réseaux miniers. Les premières datations situent l'activité du site entre 400 avant notre ère et le III^e siècle, c'est-à-dire de l'époque gauloise au cœur du Moyen Âge.

Comme le résume Paul Benoît, historien des mines et de la métallurgie (Université Paris-I et CNRS), « l'importance de l'ensemble tient à



Four à fosse profonde en « trou de serrure » dont la partie allongée sert à l'évacuation des scories. Le four a été reconstitué à partir de la cheminée en argile.

la très forte concentration de vestiges sur un secteur réduit, la grande variété des fours, l'excellente conservation des vestiges, la persistance de l'activité métallurgique sur une si longue période et la proximité du Mans, grand centre de pouvoir économique romain et médiéval ».

Les divers types de fours se distinguent selon deux critères principaux : leur usage unique ou multiple, et l'évacuation possible ou non des scories (déchets de la réduction du fer). Ils sont formés d'une fosse de 30 à 80 cm de diamètre sur 50 cm à 1 m de profondeur, surmontée d'une cheminée en argile que les archéologues estiment à au moins 1 m de hauteur. Une superstructure lé-

TECHNIQUES PERFORMANTES

Des sites, comme celui de l'Aunay-Truchet, fouillé sous la direction de Sandra Cabbot (AFAN), s'étendent sur plusieurs hectares. S'il est certain que la zone métallurgique s'étend au-delà de l'emprise autoroutière, l'activité « n'y est pas comparable à celle des grands ensembles proto-industriels que nous connaissons pour la période gallo-romaine, souligne Claude Donnay, spécialiste de métallurgie antique

(Université Toulouse-2 et CNRS). Par exemple, aux Méthys, dans l'Aude, une moyenne de 360 kg de fer étaient produits chaque jour. Mais sur l'A 28, les forgerons - amis de scories - sont de taille modeste et la majorité des fours trouvés sont à usage unique ».

Selon Christophe Dumkowski, les techniques métallurgiques étaient performantes et la production soutenue avant l'arrivée des Romains. La production aurait ensuite culminé avant de chuter, au début du Moyen Âge. Durant cette période, sans doute à la suite d'un changement de l'organisation de la profession, les fours sont plus petits mais d'un très bon rendement. Les fours comme les mines donnent l'impression que l'exploitation se faisait au coup par coup.

Les mines des Petites Rouilles « étaient exploitées selon les besoins, à l'économie de moyens, avance Jean-Yves Langlois (AFAN), qui en a dirigé la fouille. La connaissance géologique et minéralogique est évidente. Environ quatre cents puits ont été repérés. Très peu sont des sondages infructueux. Le minerai peu chargé en fer est débarrassé ». Les mineurs creusaient des chambres à partir des puits, les remplissant de débris au fur et à mesure de leur progression. Ils savaient le bûche fereux à l'aide de pics métalliques, étaient les parois à l'aide de pieux et de planches.

Mais il reste difficile de préciser qui exploitait et fondait le fer des Petites Rouilles. L'absence de structure domestique (abri précaire, foyer culinaire) et la rareté des vestiges d'objets usuels ne permettent pas d'entrevoir comment s'organisait le travail. Il serait intéressant de pouvoir faire le lien entre cette zone artisanale et les habitats, nécropoles et villages connus alentour par des fouilles.

Catherine Chauveau

L'équipage de Discovery observe la comète Hale-Bopp et l'éruption sur l'île de Montserrat

LA 36^e MISSION de la navette spatiale américaine Discovery, entièrement dévolue à des expériences scientifiques, se poursuit normalement, après son départ le jeudi 7 août du centre spatial Kennedy, à Cap Canaveral (Floride).

Le premier jour de la mission, Jan Davis, un des six membres de l'équipage commandé par Curt Brown, a libéré dans l'espace le satellite allemand CRISTA-SPAS-2, en utilisant le bras télémanipulateur de la navette. Le satellite dérivera dans l'espace pendant près de huit jours, avant d'être récupéré à bord de Discovery. Doté de trois télescopes et de quatre spectromètres, CRISTA-SPAS-2 a pour objectif de vérifier l'évolution de la couche d'ozone dans l'atmosphère terrestre. Le samedi 9 août, il a reçu l'instruction d'observer l'île de Montserrat (Caribbes) dont le volcan en éruption projette des cendres à plus de 12 000 mètres d'altitude. « Nous avons mis au point un programme d'observation spatial pour voir si nous pouvons détecter une influence sur l'atmosphère », a déclaré à cette occasion un des scientifiques de la Nasa, Derek Offerman.

Puis les astronautes Jan Davis et Steve Robinson ont effectué pendant le week-end différentes manœuvres pour tester les capacités d'un bras télémanipulateur japonais de 1,5 mètre de long, qui doit équiper au siècle prochain le module japonais de la future station spatiale Alpha.

Ce bras télémanipulateur dispose d'articulations correspondant à celles du bras d'un homme

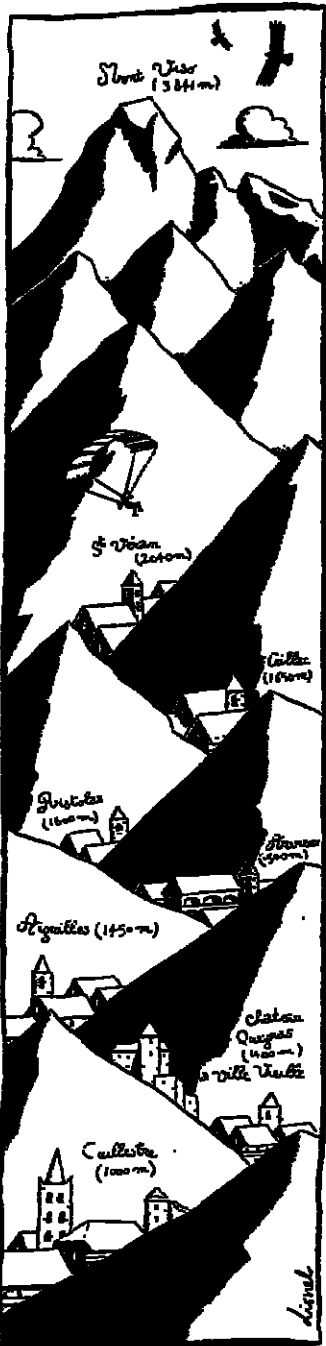
(épaule, coude, poignet), et il peut dévisser un boulon, saisir une charge, ouvrir une porte et la refermer. Les essais ont été concluants, malgré de légers problèmes d'ordinateurs, et les astronautes devaient de nouveau effectuer des essais lundi 11 août.

MIR EN SEPTEMBRE

L'équipage a pu aussi observer, samedi 9 août, à l'aide du télescope à ultraviolet Southwest Ultraviolet Imaging System, la comète Hale-Bopp, que les Terriens ont pu admirer au printemps, et qui s'éloigne maintenant du Soleil à la vitesse de 80 500 km/h. La mission Discovery était prévue pour le mois dernier, alors que la comète était plus près du Soleil, et plus active, mais elle a été retardée en raison de problèmes rencontrés par un précédent vol de navette. Dans les jours à venir, un autre instrument astronomique, l'International Extreme Ultraviolet Hitchhiker, étudiera l'anneau de plasma créé autour de la planète Jupiter par sa lune volcanique, Io.

Par ailleurs, la Nasa a provisoirement reprogrammé au 27 septembre le départ de la prochaine navette vers la station orbitale Mir, prévu initialement pour le 18 septembre. Elle emportera à son bord l'astronaute américain David Wolf qui remplacera Michael Foale à bord de la station, pour participer à la remise en état de Mir en compagnie des deux cosmonautes russes Anatoli Soloviev et Pavel Vinogradov.

C. Ga.



Le coup de chapeau de Victor Hugo

« Voyez ces bons paysans de la vallée du Queyras, écrit Victor Hugo dans *Les Misérables*. Ils sont trois mille âmes (...). On n'y connaît ni le juge, ni l'huissier. Le maire fait tout. Il répartit l'impôt, taxe chacun en conscience, juge les querelles, partage les patrimoines sans honoraires, rend des sentences sans frais; et on lui obéit, parce que c'est un homme juste parmi les hommes simples (...). Ils ont des maîtres payés par toute la vallée, qui parcourent les villages, passant huit jours dans celui-ci, dix dans celui-là. Ces magistrats vont aux foires, où je les ai vus. On les reconnaît à leurs plumes à écrire qu'ils portent dans la ganse de leur chapeau. » La « petite république » était bien rodée. Depuis plus de quatre siècles, le Queyras avait bénéficié d'une autonomie et acquis des libertés. La charte de 1343, signée par le dauphin Humbert II, avait accordé aux habitants des cinq Escartons de la région de Briançon le droit de posséder « tous fiefs et arrière-fiefs, biens et héritages, tant en groupes qu'en particuliers des deux sexes ». Mais aussi, « le droit de se réunir quand ils le désiraient sans autorisation ».

FLÂNERIES EN FRANCE

Le Queyras, refuge de haute verdure

Dans les alpages des vallées proches de la frontière italienne se mêlent les parfums du serpolet et du génepi, s'épanouissent la campanule et le bleuet

SOULIERS (Haute-Alpes)

de notre envoyée spéciale

Appuyé sur sa faux, la barbe taillée à la diable, l'œil vif et noir au ras du bérêt, François Imbert, soixante-quinze ans, est d'humeur chagrine. « Il y a du vent qui arrive du côté de la montagne, dit-il, ça ira mal pour les femmes. » Le patriarche se tourmente pour les jeunes dames fraîchement arrivées au village et qui ne sont pas du pays.

L'histoire de Souliers, vallon oublié du Queyras, perché à 1 800 mètres d'altitude, ne date pas d'hier. La saga familiale des Imbert non plus. « Elle remonte à 1147. Le doyen, c'est moi. Quatre-vingt-cinq ans le 1^{er} juillet », lâche Joseph-Louis, l'aîné, qui porte le même bérêt que son frère et chante les mots comme lui. Avant l'incendie du 4 septembre 1928, onze familles régnaient sur ces riantes prairies. Aujourd'hui, « il n'y a plus qu'un nom », le hameau, de la commune de Châteauneuf-Vieille (Hautes-Alpes), compte vingt-quatre habitants. Tous des Imbert.

« La dernière venue, insiste « Pépé François », comme l'appellent les enfants, ne suit pas encore trop ce qu'elle veut faire. Déjà la femme de Roger n'habite plus ici. L'hiver dure longtemps. De janvier à avril, on s'occupe à jouer aux cartes. L'été, c'est dur. S'il fait beau, il faut deux mois pour faire les foires. » Avec fierté, le montagnard donne l'état des lieux : « On a une centaine de vaches, plus les moutons. Ça s'est toujours maintenu, dit-il en pointant sa canne vers le torrent, l'eau alimente le système de canaux, qui

est entretenu. » Il est 17 heures à Souliers. Sous le ciel bleu et un soleil de plomb, ce lieu perdu a le goût du paradis. A faire mentir le dicton : « Neuf mois d'hiver, trois mois d'enfer. »

Un clocher, des bâtisses bardées de bois et des prairies semées de fleurs campent le décor. Les crêtes dentelées verrouillent l'endroit et semblent à portée de marche à pied. Haute montagne baignée de sérénité. Les cloches des vaches résonnent en écho sur le sentier.

L'unique accès à ce pays entommoir. Une demi-heure sans âme qui vive, dans un paysage sauvage, avec l'angoisse de croiser un véhicule dans un virage et pour seule distraction le roulement du torrent ou le fracas des cascades. Rien ne laissait deviner que tout en haut se déployait, plein sud, la plus riche des vallées. C'est là la force du Queyras, enclave de 526 kilomètres carrés encadrée de sommets culminant à 3 000 mètres. On est au pied du

mont Viso, à la frontière italienne. Malgré son isolement, la région resta longtemps une terre de haute culture. La mine de cuivre, exploitée voilà quatre mille ans, témoigne au-dessus de Saint-Véran, à plus de 2 000 mètres d'altitude, d'un habitat développé depuis la préhistoire.

Le Queyras fut administré par les Romains. Les inscriptions en latin du bourg des Escartons, l'ancien oppidum, sorte de préfecture située non loin de Souliers, le rappellent. On peut suivre, le long du sentier de grande randonnée GR 58, des tronçons de la voie romaine, la Via Cotta per Alpes, ouverte sur ordre de Jules César, qui

Il est 17 heures à Souliers.

Sous le ciel bleu et un soleil de plomb, ce lieu perdu a le goût du paradis.

A faire mentir le dicton :

« Neuf mois d'hiver, trois mois d'enfer »

La traite terminée, le troupeau s'en retourne dans les prés. François, le père, fonce l'herbe du talus pour les lapins. François, le fils, un géant moustachu, rentre au chalet, le sourire aux lèvres, un panier plein de mousserons. « J'ai aussi des cèpes », lance-t-il à la cantonade. Déjà, Chantal, sa femme, qui offre vivre et couvert en chambres d'hôtes aux randonneurs, a dressé les bois sur la table de bois pour le goûter.

Il a fallu près d'une demi-heure d'une route en lacet pour atteindre Souliers depuis la localité de Châteauneuf-Vieille, la forteresse en nid d'aigle érigée dans les gorges du Guil et qui surveille

A Pierre Grosse, la petite chapelle a été construite avec les pierres du temple, lequel avait été bâti sur les vestiges de l'ancien sanctuaire catholique. Idem à Ville-Vieille. Aujourd'hui, églises et temples cohabitent et les châteaux sont jumeaux. C'est une chance d'une tout autre nature qui, à fin du siècle dernier, promut l'alpinisme. Des journalistes britanniques, partis sur les traces des protestants, avaient investi le pays. Dans leur sillage, les Anglais découvrirent les courses en montagne : « Nous quittons enfin le sommet pour redescendre aux rochers vers notre porteur, je fis bouillir de l'eau pour le thé avec la neige fondue », écrit Edward Whymper, vainqueur, en 1864, de la première conquête de la barre des Ecrins qui porte son nom.

A Aiguilles, chef-lieu de canton, Maurice Thiollier s'est enthousiasmé pour l'histoire. Au point d'adopter le costume et l'allure britannique (velours côtelé et tweed) et de collectionner, depuis vingt-cinq ans, les gravures d'époque. Messieurs les Anglais étaient, à leurs heures, de fort bons artistes. Les cent reproductions présentées dans le grenier de ce jeune homme de quatre-vingt-sept ans le prouvent. Poussant le jeu à l'extrême, l'homme au canotier, qui roule dans un antique coupé Mercedes décapotable (« Il est neuf ! Il peut partir demain pour Pékin », s'est amusé à les « teinter à l'aquarelle ». La vue de Châteauneuf-Vieille par Edward Whymper comme les panoramas de Lord Monson donnent une idée très « wagnérienne » des débuts du tourisme en Queyras. On trouve ces clichés sous forme de cartes postales à l'épicerie d'Aiguilles.

passé à 400 mètres au-dessus de l'étroit défilé des gorges du Guil.

Dès le XIV^e siècle, les Queyrasins s'autogouvernaient à la manière républicaine. Ainsi se sont développés l'entraide et le partage des tâches, système encore vivace aujourd'hui. En cas de deuil, les hommes du village creusent tous la fosse du mort. « Au cimetière, il n'y a pas de place réservée », précise François Darbois, le curé de Saint-Véran, en désignant les tombes uniformes, avec leurs croix de bois simples et les noms des défunts inscrits à l'identique sur des coeurs d'émail blanc. « C'est l'égalité devant la mort. Quand les places sont prises par les nouveaux venus, les coeurs viennent s'aligner le long du mur de l'église. »

Cela n'empêche pas les querelles de clocher d'aller bon train. D'un hameau à l'autre, « on n'est pas du même pays ». Et c'est bien fini de la corvée commune de bois pour monter les « fustes », ces poutres de mélèze de dix mètres qui constituent l'élément essentiel de la maison. Autrefois, il aurait été impossible de se passer de l'aide du village. Jeannean Garcia, architecte, un franc gaillard né à Pierre-Grosse, le hameau qu'on gagne par le bois des Amoureux, entre Molines et Saint-Véran, l'affirme en se courbant sous le porche d'une maison, sur lequel on lit « A. G. [Abraham Garcia] 1754 » : « Les troncs d'arbre sont entrecroisés, liés avec de la terre, et c'est extraordinaire. » On le croit, au vu de l'excellent état de la bâtisse, qui n'a pas été rénovée depuis deux siècles.

A cause des incendies à répétition, la plupart des plus vieilles maisons ont brûlé. Le patrimoine visible date des XVII^e et XVIII^e siècles. A l'inverse, les églises en pierre, bâties par des maçons colporteurs piémontais, ont gardé leurs nefs intacts, voire leurs fresques d'origine. Celles de saint Sébastien, habillé en troubadour dans la chapelle de Ceillac, sont à voir, comme les mascarons sculptés sur les voûtes romanes d'Arvieux, ou encore les lions surveillant l'entrée des fidèles à Abris.

C'est en grimpant à travers les alpages, où se mêlent le parfum du serpolet et celui du génepi, où s'épanouissent à foison le safran, la campanule et le bleuet, qu'on pousse, tout à la fois, l'astragale à queue de renard du Caucase et la sange d'Éthiopie, plante typiquement méditerranéenne, que l'on découvre la richesse du pays. « Le Queyras est un lieu de ressourcement, d'écriture, de création, confie François Darbois, le curé érudit, auteur de *L'Oraison sur la vie*. On ne fait pas le vide, on l'accueille. »

Il est 18 heures à Souliers. François Imbert a pris sa canne taillée dans le pin cembro. Ses deux chiens gambadent à ses côtés. Il longe la minuscule chapelle du village : « Les enfants l'ont rénovée », lance-t-il en guise d'adieu. Le voilà parti sur le sentier qui monte vers la fin de la vallée.

Florence Evin

CARNET DE ROUTE

● Découverte. Située dans les Alpes du Sud, entre Gap et Briançon, le Queyras est un parc naturel régional, ce depuis vingt ans et grâce à l'initiative de Philippe Lamour, pionnier de l'aménagement du territoire des années 60. Ce qui lui vaut l'exceptionnelle protection de son environnement comme de son patrimoine architectural. La restauration des fontaines, des fustes, des chapelles et des églises a concerné 50 bâtiments. Huit communes, situées autour de 1 650 mètres, pour 2 337 habitants (contre 8 500 en 1836). En été, Saint-Véran, la plus haute d'Europe (2 040 mètres, 270 habitants), reçoit jusqu'à 5 000 touristes par jour (les voitures sont interdites d'accès). Information : Maison du Queyras, tél. : 04-92-46-76-18, Minitel 3615 Queyras.

● Etapes. Gages de tranquillité, le nombre restreint d'hôtels (une trentaine d'enseignes, la plupart à 2 étoiles) et la faible capacité des locations saisonnières limitent le nombre des visiteurs résidents. Centrale de réservation : tél. : 04-92-46-75-62. Parmi les étapes (en demi-pension) associant calme, confort et hospitalité, le Grand Têran, en bordure de Saint-Véran, jouit d'un vue panoramique sur la vallée (2 étoiles, environ 300 F par personne), tandis que l'Astragale regarde le clocher et les toits de lauzes (3 étoiles, 430 F). A Ristolas, 260 F domine le village assompli. Chambres d'hôtes dans les hameaux : à Souliers (190 F) et à Montbardon, au Cadran solaire qui jette une gîte d'étape et aberge à la ferme (180 F). Maisons de pays (environ 3 500 F, la semaine à quatre) ou appartements à louer, notamment aux Chalets du Villard à Saint-Véran qui affichent une formule originale d'hôtel-résidence (3 étoiles, 310 F avec repas du soir).

● Tables. Cuisine simple et goûteuse où dominent l'agneau des alpages et la truite des torrents. Le fromage de brebis, excellent, s'achète à la source, à Montbardon chez les Randi, ainsi que la chamusca, les confitures et le miel du pays. Mention spéciale pour la Maison d'Elise, au Raux (au pied de Saint-Véran, menu unique, 3 plats au choix, 135 F, réservation indispensable tél. : 04-92-45-82-48).

● Randonnées. A la carte, treize circuits pour des « randos » en liberté, « découvertes, sportives ou familiales », de 3 à 7 jours, avec hébergement réservé à l'avance en gîte d'étape, en refuge ou à l'hôtel. Également balades thématiques sur *Le Sentier écologique des astragales*, à la *Découverte des pierres écrites d'Abris*, etc.

● Visites. Le remarquable Musée Le Soum, aménagé dans une maison de 1641, raconte la vie d'autrefois. Tout est resté en l'état, avec les meubles d'époque. Les alpages de Ristolas, pour la variété de la flore et de la faune, promus à être classés « réserve naturelle ».

● Lectures. *Le Queyras*, de Jean Thivollier et Pierre Isnel (Éditions Lafitte Reprints), la bible du pays. *Le Queyras*, du général A. Guillaume (Société d'études des Hautes-Alpes). Le guide Gaillimard des Hautes-Alpes est remarquable pour la faune, la flore, l'architecture et l'histoire du pays.

Contrebandiers de l'Evangile

« Il est situé sur un rocher isolé de trois côtés. C'est une entrée considérable du Piémont en Dauphiné, écrit Vauban, le 4 décembre 1692, à propos de Châteauneuf-Vieille. (...) Une des places du roi la plus avancée, laquelle seule serait capable de bien incommoder les barbares... » La lettre est rapportée par le général A. Guillaume qui, à sa mort en 1983, laissait un ouvrage imposant sur ce jardin suspendu, piénié à moult reprises par les armées et ce, depuis le fameux passage d'Hannibal avec six mille cavaliers et trente-sept éléphants au III^e siècle avant Jésus-Christ. Louis XIV avait révoqué, sept ans plus tôt, l'édit de Nantes et lancé la chasse aux barbares, ces protestants qui régnoient à sa porte. Le roi envoya Catinat et vingt mille hommes. Son plan, précise le général Guillaume, reproduisait « très exactement, en sens inverse, celui conçu par François I^{er} en 1515 pour franchir les Alpes avant Marignan ». Châteauneuf-Vieille, assiégé par les protestants, tiendra bon. On découvre la place consolidée par Vauban, verrou imprenable fermant la vallée. Dès 1535, rapporte le général Guillaume, les colporteurs vaudois, « ces contrebandiers de l'Evangile », répandaient la Bible française récemment imprimée. Les Eglises réformées s'organisent en pays querassins. On raconte que le curé de Molines fut enterré vivant et que sa tête servit de quille lors d'un funeste jeu de boules. « Les femmes et les vaches avaient été expédiées en Italie et les hommes enfermés dans le clocher, lequel fut transformé en bûcher », précise François Darbois, l'actuel curé. Des deux côtés, les représailles se perpétuent.

A Pierre Grosse, la petite chapelle a été construite avec les pierres du temple, lequel avait été bâti sur les vestiges de l'ancien sanctuaire catholique. Idem à Ville-Vieille. Aujourd'hui, églises et temples cohabitent et les châteaux sont jumeaux. C'est une chance d'une tout autre nature qui, à fin du siècle dernier, promut l'alpinisme. Des journalistes britanniques, partis sur les traces des protestants, avaient investi le pays. Dans leur sillage, les Anglais découvrirent les courses en montagne : « Nous quittons enfin le sommet pour redescendre aux rochers vers notre porteur, je fis bouillir de l'eau pour le thé avec la neige fondue », écrit Edward Whymper, vainqueur, en 1864, de la première conquête de la barre des Ecrins qui porte son nom.

A Aiguilles, chef-lieu de canton, Maurice Thiollier s'est enthousiasmé pour l'histoire. Au point d'adopter le costume et l'allure britannique (velours côtelé et tweed) et de collectionner, depuis vingt-cinq ans, les gravures d'époque. Messieurs les Anglais étaient, à leurs heures, de fort bons artistes. Les cent reproductions présentées dans le grenier de ce jeune homme de quatre-vingt-sept ans le prouvent. Poussant le jeu à l'extrême, l'homme au canotier, qui roule dans un antique coupé Mercedes décapotable (« Il est neuf ! Il peut partir demain pour Pékin », s'est amusé à les « teinter à l'aquarelle ». La vue de Châteauneuf-Vieille par Edward Whymper comme les panoramas de Lord Monson donnent une idée très « wagnérienne » des débuts du tourisme en Queyras. On trouve ces clichés sous forme de cartes postales à l'épicerie d'Aiguilles.

FL. E.

EVASION

3615 TRAVEL TOUR
Tél. 01 42 17 39 40

15 jours / 14 nuits • Vol • Hôtels 4*
Lyon • Annecy • Chamonix
3 990 F

8 jours / 7 nuits • Vol • Hôtels 4*
Lyon • Annecy • Chamonix
2 870 F

8 jours / 7 nuits • Vol • Hôtels 4*
Lyon • Annecy • Chamonix
2 870 F

8 jours / 7 nuits • Vol • Hôtels 4*
Lyon • Annecy • Chamonix
2 870 F

Directours

AGADIR
20/27 Août. Vol + 7 n. 1/2 pension
Hôtel 3* : 3380 F. Hôtel 5* : 4915 F

MALTE
17/25 Août. Hôtel Club HAL FERN**
8 jours : 3710 F. Vol et pension complète

MYKONOS
25/08 au 2/09. Vol + 7 n. chambre et p. déj.
Hôtel 2* : 3060 F. Hôtel 4* : 3900 F

PROMOTION SICILE
GRAND TOUR DE SICILE

Circuit francophone en autocar
1 semaine en pension complète
Au départ de Paris

30 Août, 6 et 20 Septembre 4 450 F.
27 Septembre, 4, 11, 18 Octobre 4 340 F.

Prix par personne.
Départ de Lyon - 150 F, de Marseille - 200 F.

cit
Minitel 3605 CIT-ÉVASION
Tél. 01 44 51 39 37

CONSULTEZ TOUS
LES TARIFS AÉRIENS

Sur le MINITEL
Rubrique PROMO AVIONS

3615 LEMONDE

3615 TRAVEL TOUR
Tél. 01 42 17 39 40

15 jours / 14 nuits • Vol • Hôtels 4*
Lyon • Annecy • Chamonix
3 990 F

8 jours / 7 nuits • Vol • Hôtels 4*
Lyon • Annecy • Chamonix
2 870 F

8 jours / 7 nuits • Vol • Hôtels 4*
Lyon • Annecy • Chamonix
2 870 F

8 jours / 7 nuits • Vol • Hôtels 4*
Lyon • Annecy • Chamonix
2 870 F

PARC DU QUEYRAS
(300 jours de soleil/an)

Piscine, tennis, bain, jeux d'enfant
Hébergement : Hôtel 2 ou 3***
Résidence hôtel ou studios

St-Véran : plus haute commune
2040 m. site classé, chalets du XVIII^e
Arrivée : 1 800 m au pied du fameux col de l'Écrin

1/2 pension de 258 à 316 F/jour
pension de 317 à 378 F/jour
résidence à partir de 300 F/semaine

Tél. 04.92.45.82.62.
Se recommander du « Monde »

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VÉLAN
Soleil - Calme - Rando-pédestres
V.T.T. - Pêche - Rafting

HÔTEL LE CHAMOIS**

Logis de France
1/2 pension 280 à 300 F
Tél. : 04.92.45.82.71 - Fax : 04.92.45.80.58

AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS
** NN LOGIS DE FRANCE

TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE

24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. : 05.53.29.95.94 - Fax : 05.53.28.42.96

SPECTACLES

Réservez vos places
de concerts, spectacles,
théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

Jevisco

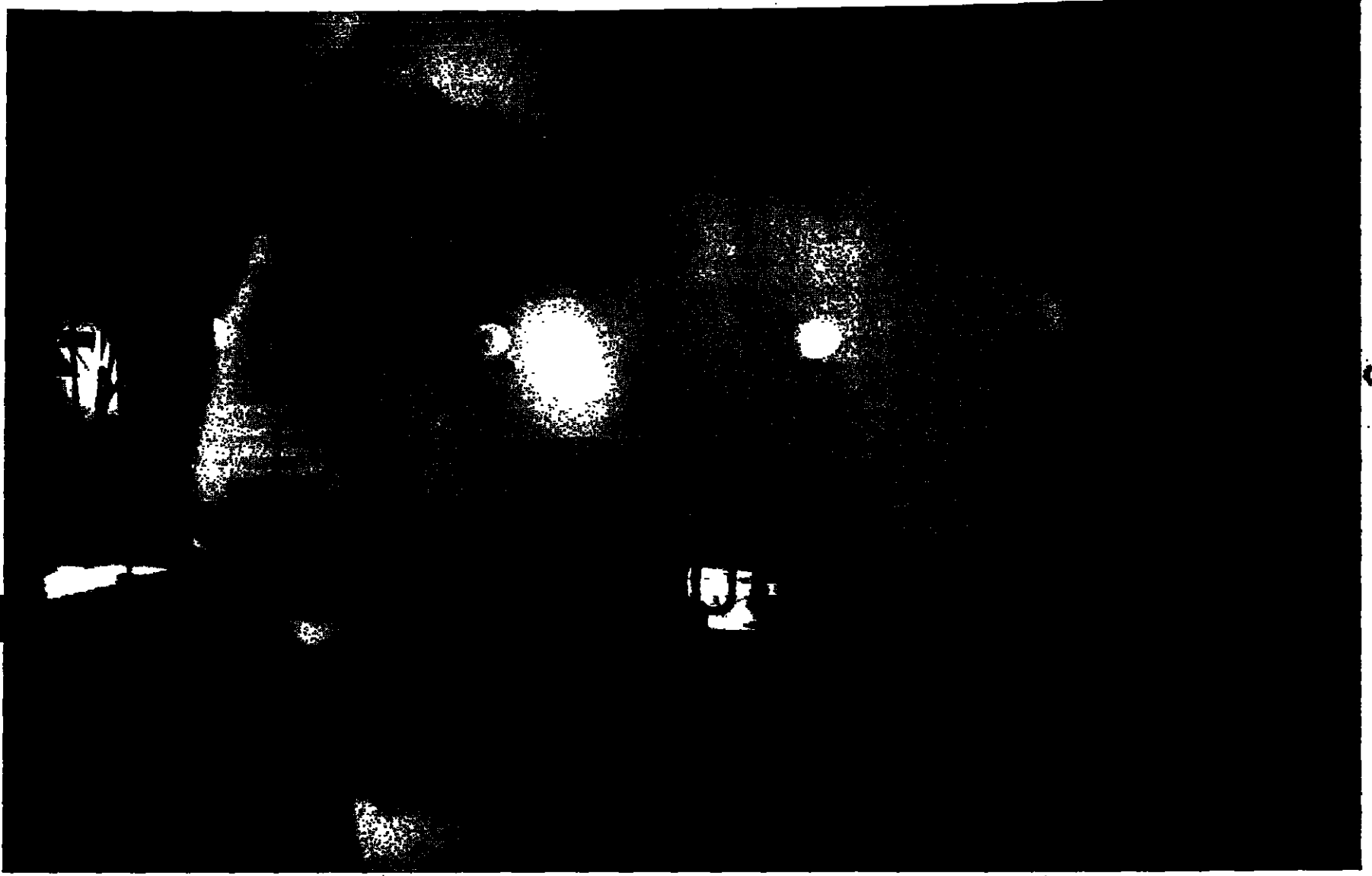
L'ÉTÉ FESTIVAL

Deux sculpteurs et un peintre. Le premier, Giuseppe Penone, est un Turinois âgé de cinquante ans. Discrètement, depuis trente ans, loin des modes, il travaille en osmose avec la nature, les troncs des arbres, la pierre, la lumière et l'os. Il fait ce qu'il appelle des « gestes végétaux » à l'unisson de la terre et la recherche des émotions essentielles de la vie. On peut voir ses œuvres au Carré d'art, à Nîmes. Le second, Bernard Pagès, joue l'incongruité, la diversité des matériaux, la monumentalité. Son « Point de vue » stupéfiant, haut de 6 mètres, large de 3, s'élève en rupture, toujours en déséquilibre, à la limite de la chute. Il se dresse à Vassivière. Le peintre est à Meymac. Cucco est d'une ahurissante habileté. Son *Journal d'atelier* n'en révèle pas moins, mieux qu'aucun texte récent, toute l'angoisse du peintre à l'idée de ne pas être la hauteur de son sujet (fut-il une pomme de terre).

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Histoire de voir

Dans les celliers du château Lynch-Bages (excellent grand cru classé de Pauillac), les photographies de Suzanne Lafont cohabitent avec les anciens pressoirs. « Histoire de voir », la collection de la fondation Cartier dans les châteaux du Bordelais, pendant tout l'été.



Giuseppe Penone fait régner le végétal et le minéral

Nîmes/Sculpture. Les nouvelles œuvres de celui qui conçoit son art comme une invention de la nature sont exposées au Carré d'art

GIUSEPPE PENONE: PIÈGES À L'ŒIL. Carré d'art, Musée d'art contemporain, Place de la Maison-Carrée, 30000 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-35. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 septembre. L'exposition sera présentée à Tilburg (De Pont Foundation for Contemporary Art) du 11 octobre au 3 février 1998, et à Trento (Galleria Civica d'Arte Contemporanea) du 6 mars au 3 mai 1998.

Giuseppe Penone est apparu sur la scène artistique en 1968, à Turin. Il avait vingt et un ans et on en a vite fait le petit dernier des artistes d'arte povera alors qu'il était loin de partager les idées guerrières de ce mouvement. Campagnard de souche, il avait passé son enfance et sa jeunesse au contact des forêts et des champs, et multipliait déjà les signes témoignant de son intérêt quasi exclusif pour les choses de la nature, qu'il n'assortissait d'aucun discours sur la société ou la culture. On lui en a d'ailleurs voulu.

Il épluchait des poutres et des planches pour y retrouver l'arbutus; mesurait son corps dans le lit d'une rivière; plantait des coins ou le moulage de sa main dans des troncs, non pour violenter l'arbre mais pour en étudier la croissance; mêlait des moulages de nez, d'oreille ou de bouche à des pommes de terre, qui, en poussant, allaient en attraper la forme; comparait sa respiration et celle des végétaux, son souffle et celui du vent... autant d'actions et de gestes qui lui permettaient d'enregistrer la mémoire du contact, le temps de l'arbre et celui de l'homme inextricablement liés dans cette approche originale du monde.

Effleurer, tenir, palper, faire pression pour comprendre, reconnaître, connaître... Penone entreprenait de réaliser toute une part de son œuvre dans la nature, non pour l'affronter, marquer son territoire, comme les artistes du land art pouvaient le faire, non pour se mesurer à elle mais avec elle, mettre au jour des manifestations invisibles de la vie, de la croissance à l'érosion, et remettre en mémoire la relation essentielle, simple, mais perdue de vue, de l'homme à la nature.

Cela, en poète plutôt qu'en

savant. En accompagnant sa démarche de textes plus descriptifs que de commentaires. « Je sens la respiration de la forêt. J'entends le bois pousser lentement et inexorablement, je fais ma respiration sur la respiration du végétal. Je sens le flux de l'arbre autour de ma main appuyée sur le tronc. Le rapport changé du temps rend fluide le solide et solide le fluide », écrivait-il à propos de ce qu'il a appelé ses « gestes végétaux ».

Des gestes d'aveugle qui renvoient à une idée de l'art comme dépassement de la réalité visuelle, ainsi que le signale l'artiste dans cette photo de 1970 où il montre son visage de face, les yeux occultés par des lentilles réfléchissantes. Son œuvre prendrait racine dans la nature, mais n'en serait pas le miroir. Elle en serait la mémoire, la fouille, l'approfondissement.

Depuis presque trente ans, Penone n'a abandonné aucune de ses idées de départ. Il les creuse, les développe à l'abri des tempêtes, à son rythme de croissance, hors des faits de l'his-

toire, des effets de mode et des cotations. Les travaux récents exposés à Nîmes montrent bien cette continuité de l'œuvre. Mais, si on voit encore l'artiste décortiquer un tronc d'arbre pour en découvrir la tige centrale et ses rameaux, il se

Un Turinois discret

Giuseppe Penone est né en 1947 à Gassorio (Cuneo). Il vit et travaille à Turin. C'est tout ce que retient sa biographie, par ailleurs fort riche en expositions depuis 1968 : des expositions personnelles et collectives qui ont eu lieu un peu partout en Europe, et à New York.

En France, Penone est un artiste très suivi. La galerie Durand-Dessert expose régulièrement son œuvre depuis 1979. L'ARC du Musée d'art moderne de la Ville de Paris lui consacrait une importante exposition en 1984. Et, chaque année ou presque, il se trouve un musée de province ou un centre d'art pour montrer son travail.

montre accaparé par d'autres matières de transparence et de lumière.

Comme le cristal, qu'il a eu la possibilité de traiter au centre marseillais de recherche et de création du verre, le CIRVA. De fait, c'est moins l'espace de la main que celui de l'œil qui l'occupe désormais, moins la surface de contact que la plongée du regard au-delà des paupières, moins le rapprochement de l'humain et du végétal que de l'humain et du minéral, moins le bois, la terre ou le bronze que la pierre, le verre, l'eau, la lumière, et l'os, celui du crâne humain.

L'artiste traite volontiers de l'érosion naturelle de la pierre qu'il accompagne de sa main. Et le dit, confirmant sa conception d'une sculpture prenant toujours la nature pour modèle : dans un bloc de marbre blanc, il a greffé un petit carré-témoin où l'on voit le dos de cette main finement polie dont le dessin des veines rejoint celui de la pierre. Plusieurs pièces associent la branche de cristal et l'eau, l'une

dans un bac étroit aux bords charnus rappelant la capacité de la nature à prendre une tournure obscure, que l'artiste a constatée depuis longtemps.

Ecoulement de temps, cristallisation de la lumière, variations sur le fluide et le figé, la transparence et l'opacité...

Ecoulement du temps, cristallisation de la lumière, variations sur le fluide et le figé, la transparence et l'opacité... Opacité du crâne humain dont Penone a commencé par relever le dessin

dentelé des sutures, avant de reprendre les nervures du cerveau pour les rapprocher des veines du marbre. Avant de construire un monument autour de la boîte crânienne, sa toute dernière sculpture, intitulée *Arbre des vertèbres*, qui n'est pas vraiment achevée. Pourrait-elle l'être ? Puisqu'il s'agit du rayonnement à l'infini du rocher d'os autour duquel l'artiste multiplie les moules toujours plus grands que le regard doit éplucher comme une poupée russe avant de découvrir le noyau du sanctuaire, et le mystère de l'homme dans la suite des temps.

Avec le temps et le mûrissement, l'œuvre se complique, s'enrichit de nouvelles pièces mêlant sophistication et archaïsme, pouvant prendre un tour un peu bête parfois quand trop de littéralité les habite : tel dessin de germination de l'œil, telle concrétisation de flux. Mais beaucoup décollent, vraiment inspirées, belles de lumières claires ou d'ombres frottées.

Geneviève Brecrette

Figures au bord de la rupture

Vassivière/Sculpture. Bernard Pagès présente des travaux récents, variations virtuoses sur la pesanteur et le déséquilibre

Centre d'art contemporain, Ile de Vassivière. 87120 Beaumont-du-Lac. Tél. : 05-55-69-27-27. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 octobre.

Les Acrobates, les Dormants, Le point de vue : ce sont les noms des sculptures que Bernard Pagès montre à Vassivière pour ce qui n'est pas une rétrospective, juste l'exposition de quelques œuvres récentes. C'est sa façon - élégante, efficace - de donner de ses nouvelles. Ces dernières sont bonnes. Tout en exposant assez peu, tout en ne se montrant pas dans les manifestations internationales, il est dans son atelier. Il y travaille, il tente des folies, il ne se refuse aucun risque. Lui, dont l'œuvre, depuis deux décennies, associe l'extrême diversité des matériaux, la couleur, la monumentalité et l'esprit de jeu, poursuit ses exercices dans l'espace et exécute des figures difficiles et séduisantes. Telle semble sa principale préoccupation : pousser à l'extrême les capacités des maté-

riaux, ne s'interdire aucune incongruité, aller aussi loin que possible, s'avancer jusqu'au point au-delà duquel les déséquilibres seraient trop accentués, le chromatisme trop strident, les formes trop échevelées et la sculpture menacée de chute et de cassure. Mais tant que ça tient, tant que la posture ne ruine pas ses efforts, Pagès continue.

Pour l'exposition, il a décidé de concevoir et d'exécuter une pièce si aventureuse qu'elle en devient inquiétante. Dans le grand vide conique qu'abrite le phare dessiné par Aldo Rossi pour le Centre d'art - architecture elle-même aventureuse et incongrue au milieu des sapinières et des prés - dans ce vide donc, Pagès a placé *Le point de vue*. Près de 6 mètres de haut et un diamètre d'à peu près 3 mètres. Plus tard, après l'exposition, l'œuvre sera placée à l'extérieur, où, dans le paysage, elle fera office de signal et de symbole.

A la base, une sorte de socle ovale peint en vert vif. Au-dessus de lui s'élèvent des tiges de métal

mince, tordues, torsadées qui ne peuvent manquer de suggérer des flammes s'échappant d'un foyer. Elles montent haut, se réunissent et supportent, oblique, un volume de béton teint en rouge acide. Son poids, sa masse paraissent excessifs pour les tiges sinuantes qui les soutiennent. On se dit qu'elles vont céder et le bloc - qui penche déjà - s'effondrer. D'autant qu'à ce parallélépipède est fixée une chevelure métallique qui développe des volutes. Elles se déploient dans l'air comme un éventail ou une aigrette en train de s'ouvrir.

LE BOND ET LA LÉGÈRETÉ

Vue du bas, la sculpture, comme le dit Pagès, « passe son temps à se déhancher ». Vue d'en haut, comme le permet l'escalier qui monte en spirale le long du cône, elle donne l'illusion du bond et de la légèreté. Au bandeau de vert acide répondent les rouges et les bruns du métal et du béton et ces tonalités rendent plus singulière encore la construction, si éloignée dans sa forme et sa structure des

conceptions habituelles de la sculpture. On croirait plutôt la fantaisie d'un dessinateur qui aurait pris corps au mépris de toutes les règles. Il n'en est pas ainsi, évidemment. Il a fallu beaucoup de savoir et d'expérience à l'artiste pour calculer cet équilibre qui ressemble à une chute. Il n'empêche : la surprise, la stupeur même font oublier cette certitude. Même remarque à propos des *Acrobates*, groupe de sept pièces conçues selon un schéma apparemment plus simple : au sol, un bloc dont s'échappe une barre, laquelle soutient à son extrémité une colonne d'à peu près 2 mètres de haut. La colonne se tient droite, comme un immense cerf porté par un candélabre bricolé. Elle peut être de bois, de brique, de ciment coloré. Elle peut s'obtenir en superposant des boîtes métalliques rouges et blanches ou en soudant des fers à béton. Quand on la touche - c'est interdit, il est vrai - elle vibre. L'ensemble, disposé dans un grand hall lumineux, est admirablement musical. Les couleurs se

répondent, les formes s'arrachent du sol, les tiges dessinent des lignes capricieuses. En guise de socle et de contrepoids, Pagès emploie une souche d'olivier peinte en rouge et vert, des maçonneries retaillées, du marbre, du calcaire ocre rose. La question du chromatisme en sculpture ? Il la résout par l'expérience et la multiplication des touches et des contrastes. Il ne se sépare plus peinture et sculpture.

Il les sépare si peu que chacun des *Dormants* - quatre fois quatre pièces - porte à son extrémité ce qui ressemble fort à un pot de couleur. En auraient coulé le rouge, le jaune, le bleu et le vert qui caractérisent chacun des groupes. Là encore, le principe est celui du déséquilibre retenu, de l'instabilité tout juste maîtrisée. Les directions s'entrechoient, les axes basculent pour donner leur mesure.

Ces œuvres matissiennes ont besoin d'espace et de clarté. Ici, elles sont parfaitement à leur aise.

Philippe Dagen

سلاواتي

A L'AFFICHE

Vox Populi Vox à La Villette
Pierre Doussaut, chorégraphe et adepte des arts martiaux, a été l'un des pionniers du travail dans les quartiers, en s'établissant aux Mureaux (Yvelines). Il vient de créer un opéra-cirque, *Vox Populi Vox*, pour danseurs et sauteurs, avec une chanteuse lyrique, Sylvie Belhassen. Le livret est de François Cervantes, et la musique de Jean-Paul Buisson. Ce spectacle est constitué de prises de paroles populaires, comme les défend Pierre Doussaut.
Du 15 au 31 août, Grande Halle de La Villette. Du jeudi au samedi, à 20 heures ; dimanche, à 16 heures. De 50 F à 110 F. Tél. : 0-805-075-075.

Rite du chant de marin à Paimpol
Des lors qu'il y a une mer quelque part, on y entend des chants de marin. Démontrant l'universalité du genre, Paimpol accueille, du 15 au 17 août (lire ci-contre), soixante-seize groupes et artistes de Bretagne (Cabestan, Fanch Le Marrec, Tomme de Brest...), mais aussi des États-Unis (Forebiter), d'Australie (Brian Crawford), de Grande-Bretagne (Johnny Collins), de Grèce (Mario & Quartet Tombouroukita) et du Portugal (Lustiana Vox). Également au programme : musiciens et chanteurs des îles, contes et légendes, fables, musiciens de rue et, sur l'eau, 350 voiliers anciens.
Rite du chant de marin, 22500 Paimpol. Tél. : 02-96-55-12-77.

ET SUR INTERNET
* Le journal des festivals, nos photographies et reportages : www.lemonde.fr/festivals

Les chants vagabonds du capitaine du « Flamme »

A Paimpol, pendant trois jours, la mer est musique

« TOUTES LES NUITS, je dors avec toi, c'est le seul moyen de me reposer. Je suis épuisé par le manque de toi », écrivait à sa femme restée à terre un capitaine poète qui cinglait vers l'Argentine à bord du *Flamme*, une goélette agile et robuste. Il l'écrivait dans un de ces cahiers de marin, précis et naïfs, qui, en marge des journaux de bord détaillant l'ordinaire – le nombre de tonneaux de vin et de sacs de pomme de terre embarqués, les vents quotidiens ou les voiles déchirées –, recensaient les effets du vague à l'âme. Là, le plus vaillant des matelots, le plus strict des capitaines s'autorisait des retours vers l'enfance, des quatrains adolescents. Il y consignait les débords de ses désirs sous forme de chansons paillassées. Il y exorcisait sa peur des écueils et des vents hurlants en dessinant des bateaux solides, des saintes fantasmagoriques, des Neptune à barbe.

Le capitaine du *Flamme* est sans doute revenu à bon port. Il a sans doute, en cette fin du XIX^e siècle, ramené dans sa besace des airs de tango naissants ou de milongas, pourquoi pas un accordéon – diatonique, celui des vagabonds. Mettant enfin le pied à terre, il a eu beaucoup d'histoires à raconter, d'autres irracontables, et son amour l'a écouté. Aura-t-il retrouvé la paix pour autant ? « Dans ce pays, écrit dans *Pêcheur d'Islande* Pierre Loti, enfant de Paimpol, même ce calme, même ces beaux temps étaient mélancoliques ; il restait, malgré tout, une inquiétude planant sur les choses ;

une anxiété venue de la mer à qui tant d'existences étaient confiées et dont l'éternelle menace n'était qu'endormie. » Le chant est une forme de pied de nez à l'angoisse ; il apaise, redonne du courage.

Sur ces « cathédrales de toile » qu'étaient les voiliers au long cours, sur ces baleiniers périlleux,

disques compacts (*Anthologie des chants de mer*, en dix volumes). Et Paimpol, un festival unique en son genre (du 15 au 17 août).

Bien sûr, à la faveur de ce festival du chant de marin – ce *shanty festival*, disent les Anglais, qui en connaissent un rayon en matière de chants de bateau (les *shan-*

Il fallait conjurer le sort, en appeler à la beauté des filles, à la douceur de leurs baisers, et travailler dur

Il fallait conjurer le sort, en appeler à la beauté des filles, à la douceur de leurs baisers, et travailler dur. Hisser des haubans, virer au guindeau ou au cabestan. « Curer les runs » (tracer des tranchées dans le sel des cales) sur les terre-neuvas. Ramer dans la brume.

Il y avait aussi les créatures du destin redoutables, car tellement déstabilisantes, tellement hors de l'ordinaire : « Pique la baleine, joli balancier/pique la baleine, je veux naviguer/Aux mille mers, j'ai navigué/Des mers du nord aux mers du sud/ Je l'ai retrouvée quand je m'ai noyé/ Dans les grands fonds elle m'espérait/En couple à elle je me suis couché. » Le corps des chansons de marin, c'est tout cela, des vies gagnées, des vies perdues. La revue *Le Chasse-Mariée* (Abril du Marin, 29177 Donarnez Cedex) en a fait des livres (*Le chant de marin*, avec de très belles photos, et *Guide des chants de marin*, avec des partitions) et des

ties), dont la première édition s'était tenue en 1989, il y a un programme, des musiciens, et il y souffle un gros temps de fête. On y attend aussi trois cent cinquante voiliers anciens de toute taille, de toute beauté. Leurs ponts, leurs mâtures et bancs de nage serviront de scènes en plein air.

Shanty Jack Viendra de Cornouailles, Stormalong John – groupe lié à Stan Hugill, dernière légende de la marine à voile, décédé en 1991 – de Liverpool, Cabestan de la Bretagne française. Mais, derrière ce décorum, il y a une philosophie, mélancolique, transgressive, rusée comme les flots. « Quand l'attente (de la tempête) est trop longue, la mer ne trahit son impatience que par plus de calme », écrivait Victor Hugo dans *Les Travailleurs de la mer*. Trois jours à Paimpol, c'est dix ans d'apprentissage, un orage organisé.

Véronique Mortaigne

HORS CHAMP

■ Après Jim Morrison (*The Doors*, d'Oliver Stone), Hollywood s'intéresse à une autre icône rock des sixties, le Rolling Stone Brian Jones (*notre photographie*). La major Scala Productions a en projet un film qui s'annonce sulfureux sur l'infortuné compagnon de Mick Jagger et de Keith Richards. Comme celle du chanteur des Doors, la vie de Brian – entre sexe, drogue et rock'n'roll... – donne incontestablement matière à cinéma. Retrouvé mort dans des circonstances mystérieuses dans la piscine de sa maison du Sussex, le 3 juillet 1969, un mois après avoir été renvoyé de son orchestre pour absence de résultat, l'ange déchu des Stones était aussi le fondateur historique du « plus grand groupe de rock'n'roll du monde » et un talentueux multi-instrumentiste (guitare, saxophone, flûte, harmonica, sitar, vibraphone...), responsable en grande partie de l'album psychédélique *Their Satanic Majesties Request* (1967). Concernant sa disparition, le film devrait privilégier une thèse très contestée, celle de l'assassinat par un proche, Frank

Thorogood, qui aurait fait cette confession sur son lit de mort. Le rôle de Brian Jones reviendrait à Brad Pitt et celui de sa muse, le mannequin Anita Pallenberg (qui devait devenir par la suite M^{me} Richards), à Courtney Love, veuve d'un autre martyr du rock, le chanteur de Nirvana Kurt Cobain.

■ L'actrice britannique Kristin Scott-Thomas, nommée aux derniers Oscars pour son rôle dans *Le Patient anglais*, d'Anthony Minghella, présidera le jury du huitième festival du film britannique de Dinard (Ille-et-Vilaine), qui aura lieu du 2 au 5 octobre prochain dans la plus britannique des stations balnéaires bretonnes.

■ Tangos et rocks chantés en latin, nouvelles radiodiffusées en latin, les spécialistes finlandais ne ménagent pas leurs efforts pour promouvoir dans leur pays la langue de César, comme ont pu le constater les participants au IX^e Congrès mondial des latinistes à Jyväskylä (dans le centre du pays). Deux cents congressistes d'une vingtaine d'États, dont le Vatican, confrontent depuis le 7 août leurs expériences de l'enseignement du latin et réfléchissent, à la faveur de conférences, sur les liens entre la civilisation romaine et les pays d'Europe du Nord dans l'Antiquité et au Moyen Âge. La documentation fournie par les organisateurs du congrès, en latin, finnois et anglais, précise que le choix de la Finlande, en compétition avec Rome et Budapest, était une façon de rendre hommage au travail pionnier de ce pays pour le renouveau de la langue latine.



PICTORIAL-GALISTILS

Les leçons d'anatomie picturale de Cuco

Meymac/Arts. Une rétrospective, la première de cette ampleur, rend hommage à cet artiste exigeant, homme de doutes et d'expériences

CUECO, Abbaye Saint-André, 19250 Meymac. Tél. : 05-55-95-23-30. En août : tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; en septembre, de 14 heures à 18 heures, jusqu'au 20 octobre.

Il y a une raison toute simple pour s'en aller à Meymac visiter l'exposition Cuco : c'est la première de cette ampleur et de type rétrospectif qui lui ait été consacrée. On conviendrait que, pour ce peintre de soixante-huit ans, la curiosité et la reconnaissance sont passablement tardives. Non qu'il soit inconnu, ou que ses tableaux soient inaccessibles. Longtemps professeur aux Beaux-Arts de Paris, Cuco a accompli des expositions personnelles, assez dispersées, il est vrai, et participé à des manifestations collectives d'importance. Mais ce n'était pas assez pour qu'apparaisse la cohérence de son entreprise, cohérence d'autant plus difficile à saisir que Cuco n'est pas l'artiste d'un système ou d'une doctrine.

Pour s'en approcher, il faut avancer lentement dans l'exposition et ne pas hésiter à la visiter ensuite à rebours. Les toiles occupent quatre étages et ne sont pas disposées dans un ordre chronologique, les toiles du début en bas, les toiles actuelles en haut. Le parti pris est plus complexe. Les deux premiers niveaux sont, pour l'essentiel, consacrés à des

œuvres anciennes ou récentes, des années 70 aux années 90, qui ont toutes pour motif le chien. Pas telle pièce de chien. Pas la vie de nos amis les bêtes, mais le chien considéré de trois manières : comme structure osseuse et musculaire qui s'observe de près selon la méthode de la dissection ; comme être en mouvement capable de postures et de figures variées ; enfin, comme allégorie débridée de l'homme mauvais qui chasse en mente et tue pour le plaisir.

Des toiles qui relèvent de la tradition ancienne de l'étude, au sens de Rubens, Géricault ou Delacroix

Ces trois manières déterminent des façons de peindre distinctes. La première se fonde sur la fragmentation et la description de parties séparées. Aussi y a-t-il des toiles dénommées *Fragments* ou *Têtes* qui relèvent de la tradition ancienne de l'étude, au sens de Rubens, Géricault ou Delacroix excellents à exécuter des

études de cheval ou de tigre et s'en servaient ensuite dans leurs tableaux. Cette pratique exige une description de l'œil et de la main impréciable et l'abandon de tout effet de style afin que la description soit aussi précise et littérale que possible. Cuco satisfait évidemment à ces conditions. Aussi ses *Fragments*, qu'ils soient de chiens, de porcs ou de serpents, sont-ils parmi ses plus grandes réussites.

Il n'est pas moins à l'aise dans la transcription du mouvement et la suggestion des symboles, mais là, d'une façon qui ne peut être que délicate, il se complique la tâche. Il ne s'en tient plus au motif mais prend en compte l'histoire de l'art. Il s'engage alors dans des exercices de minuscule, de vérification, de citation.

L'Égypte, le néo-impressionnisme, la bande dessinée, le dessin classique et le dessin baroque, l'extrême de la minute et l'extrême de la civilisation : les variations alternent d'une œuvre à l'autre quand ce n'est pas à l'intérieur d'une seule. La figuration ainsi traitée s'affirme et se nie successivement. Elle impose son motif afin de le perdre dans une suite d'expériences plastiques qui ne peuvent être toutes également concluantes.

Les deux autres étapes témoignent de cette diversité paradoxale. Du côté du naturalisme : des séries consacrées à l'histoire d'une tranche de pain ou d'une pomme de terre. L'une se bise et s'éclate, l'autre se

détrit et se dessèche. Le peintre les examine et fixe les étapes de leur anéantissement avec une parfaite virtuosité, de même qu'il consacre un cycle à la prairie et au feu de broussailles. Du côté du symbole : les toiles politiques qui ont assuré la première notoriété de Cuco après 1968. Regardées un quart de siècle plus tard, elles conservent leur équilibre parce que celle-ci se fonde sur un usage, sur de la composition et des couleurs. Pas de bavardage, pas de leçons de morale pesamment cryptées : rien que les signes noirs et rouges de la colère.

Du côté de la mémoire enfin : ce sont les œuvres les plus récentes, déduites par analyse de l'ex-voto, du *Christ mort* et du *Portrait de Richelieu*, trois tableaux de Champaigne, de *L'Enlèvement des Sabines* de Poussin et de quelques icônes byzantines. Les dire bizarres c'est rester en deçà de l'impression ressentie. Cuco découpe, déchire, simplifie puis reconstruit. Il s'en prend aux chefs-d'œuvre avec autant de rage que de respect. Chaque toile est une leçon d'anatomie picturale, mais quelques-unes s'élèvent jusqu'à une intensité tragique qui les place fort au-dessus de l'exercice de style et de la citation.

Ph. D.

* Avoir : « L'Almanach d'Henri et Marinette - Regarder avec les Cuco », première diffusion le 18 août à 10 h 30, sur Planète.

Transpacifique Express via le lac Majeur

Locarno/Cinéma. L'Amérique et l'Asie au rendez-vous de la cinquantième édition du festival

ABONDANCE de biens ne saurait nuire pour un festival. Mais l'avantage de la riche programmation concoctée par le directeur de la manifestation tessinoise, Marco Müller, dépasse les seules vertus de l'accumulation. A défaut de fulgurantes révélations – il n'y en eut pas durant cette première moitié des festivités –, la manière dont des œuvres que tout éloigne entrent soudain en résonance pour un peu mieux comprendre le monde, un peu mieux aimer le cinéma justifie pleinement ces partis pris pléthoriques.

Depuis l'ouverture des festivités, le 6 août, deux zones géographiques polarisent cet ensemble complexe, disparate – plus de trois cents films de toute nature, de toute durée, sur tout support. D'abord, comme il est de tradition depuis quinze ans à Locarno, l'Asie. Le plus beau film de la compétition à ce jour est incontestablement la première œuvre du Hongkongais Fruit Chan, portée par un élan à la fois tonique et inquiet : *Made in Hongkong*, collé à ses jeunes protagonistes à la dérive, brutal, mélancolique et ironique, est en même temps plus personnel et plus universel que ne le suggère le slogan du premier film d'après le rattachement à la Chine.

Comme il se doit, la modernité de *Made in Hongkong* est toute d'audaces survolées ; celle du *Voyage vers Xio-Xia* est au contraire de retenue et de suggestion. Situé au XI^e siècle, dans les montagnes et les déserts des confins mongols, ce récit d'une expédition de cavaliers allant voler des petits enfants devient fable et épopée, film d'action et conte intimiste avec une simplicité de mise en scène confondante. Sur l'immense écran de la piazza Grande, sous les étoiles qui accompagnent les splendides projections en plein air, les plus noctambules des festivaliers auront reçu l'offrande d'une œuvre d'un souffle et d'une justesse inattendus.

L'Asie toujours : la rétrospective consacrée au cinéaste nippon Kato Tai permet de donner sa place à un réalisateur jusqu'à présent méconnu (en Occident) et qui aura, des années 50 aux années 70, tenté de renouveler les grands genres japonais (films de samouraïs, film de gangsters, mélés).

L'autre pôle : l'Amérique. Ici elle fait bien son travail, remplit toute ses fonctions. Fonction de puissance d'abord. Ces dernières an-

nées, sponsors et démagogues avaient brocardé une préérogative élitiste de Locarno. Réponse du tac au tac : *Men in Black*, de Barry Sonnenfeld, et *Volte/Face*, de John Woo (avec John Travolta et Nicholas Cage) sur la piazza Grande, et un double triomphe public prévisible, mais justifié. Bec cloué – pour une fois.

UN BOEUF

Fonction mythologique de l'Amérique, avec la sélection « 50 + 1 » : les plus grands cinéastes (de Woody Allen à Martin Scorsese, de Francis Ford Coppola à Jim Jarmusch et Clint Eastwood) ont choisi de grands films signés Howard Hawks, Raoul Walsh, Samuel Fuller, Frank Borzage, Nicholas Ray... Rien à dire, sauf merci. Fonction « nouveaux territoires de l'Amérique, exploration » avec les grands irréconciliables (Robert Frank, Kenneth Anger), eux aussi dans la rétrospective, et surtout l'insaisissable Jonas Mekas, pas perclus pour un dollar de sa papauté de l'underground new-yorkais depuis des lustres. On suit comme on peut les dizaines d'heures de son *Journal* filmé depuis 1949 jusqu'au fulgurant *Naissance d'une nation* que vient de terminer le fondateur du New America Cinema Group.

Locarno est un festival-boeuf (au sens des concerts de jazz), tout le plaisir est dans les harmoniques et les prises de relais espérées et imprévues. Ainsi, petite commande des organisateurs pour les cinquante bougies, ce court film de Robert Kramer, *Ghost of Electricity*, qui, par les plus intimes des voies, reprend les grandes questions – la liberté, le cinéma – comme neuves, enchaîne sur Mekas, recroise Hawks et le Chinois de tout à l'heure avec sa chevelure médiévale (il s'appelle Lu Wei, ce Chinois, et c'est un vrai cinéaste). Ce n'est pas fini, ni limité à l'axe Est-Ouest : Kramer, qui est le rejeton lointain et gauchiste mais légitime de John Ford, savait-il que vingt ans avant sa *Route One USA*, il avait été précédé par le fils proche et gauchiste mais (alors) légitime de Rossellini, Bernardo Bertolucci ? C'était en 1966, *La Via del petrolio*, commandé par la société nationale des pétroles italiens, film-fléuve, documentaire pipe-line, enquête-poème. C'était formidable (et resté inédit). Et, ça aussi, c'est Locarno.

Jean-Michel Frodon

Portrait du peintre en rat pris au piège

PEINTRE d'une abrutissante habileté, Cuco est aussi l'auteur d'un journal intime, dont il publie de temps à autre des fragments. Il s'y raconte et s'y dissèque avec autant de précision et de netteté que ses animaux préférés. Le récit est celui, brisé au fil des jours, tantôt indécrit, tantôt elliptique, d'une naissance en Corbise en 1929 et d'une enfance auprès d'une mère couturière et d'un père très peu soucieux des hiérarchies sociales et des convenances. Il y a là des pages qui font songer à *C'est la guerre* de Louis Calaferte et à *La Gana* de Fred Denez.

C'est aussi l'histoire d'un artiste qui a cherché comment inscrire dans sa peinture une conviction politique révolte et a fait l'expérience de la création collective en fondant avec d'autres – Alland, Kermarrec –, en 1972, la coopérative des Malassis et en exécutant la

suite dite *Les Hommes rouges*. « Il nous fallait réinventer une nécessité à peindre, une nécessité s'il le faut extérieure à l'art », nous dit-il aujourd'hui, alors que les Malassis appartiennent désormais à l'histoire pour avoir été de ceux qui ont tenté de traquer le présent dans leurs œuvres sans tomber pour autant dans l'illustration.

L'analyse, toujours recommandée, est celle d'un artiste sans illusion, qui ne se passe rien, ne se fait grâce d'aucune critique, d'aucun doute, d'aucune remise en cause, et ne craint rien tant que succomber à la facilité, se laisser emporter par sa main et sa science du dessin et de la couleur. De la virtuosité, il n'avait en 1993 : « J'ai passé ma vie de peintre à chercher des stratégies pour la rendre possible jusqu'à ce que me procure du plaisir, et en même temps la rendre impossible pour que ce plaisir soit plus raffiné

qu'un simple aller à la virtuosité. » Son *Journal d'atelier, 1988-1991* a paru (ENSBA, 1993, 200 p., 120 F) avec, pour sous-titre, *Le Journal d'une pomme de terre*, parce que s'y trouve éparpillé, entre des souvenirs souvent douloureux, érotiques ou sarcastiques, le détail des difficultés affrontées face à ce motif trivial, si changeant, si riche en dépit de sa banalité de tubercule ocre.

ÊTRE À LA HAUTEUR DE L'OBJET

Peu de textes récents révélaient mieux la malice du peintre contemporain devant son sujet, sa crainte de ne savoir ni comment le considérer, ni comment le comprendre. Les tentatives s'enchaînent, « peintures successives qui ne s'arrêtent jamais, s'annulent, se brouillent, se reprennent du noir, au trait, se solidifient, se perdent à nouveau ». Ce qui fut l'angoisse de De-

rain et celle de Giacometti – n'être pas à la hauteur de l'objet –, Cuco l'éprouve à son tour, l'approfondit, la perfectionne même avec ce qui ressemble à un masochisme ironique et morose. Quand il joue le jeu du portrait chinois, à la question « Si c'était un animal ? » il n'hésite pas : « En regardant soigneusement mon itinéraire d'artiste, auquel il faudrait ajouter mes égarements dans l'enseignement culturel et quelques métrés misérables, l'idée me vient, pour résumer l'ensemble, que je ressemble fort à un rat. Comme un rat pris au piège, je me suis agité sans arrêt et, inlassablement, j'ai refait le même parcours pour tenter de m'en sortir, le même itinéraire des centaines de fois. Puis j'ai changé le parcours lui-même. Pour finir, je n'ai réussi qu'à être plus encore dedans, pris dans la nasse. »

Ph. D.

LES NOUVEAUX FILMS

LA VIE SILENCIEUSE DE MARIANNA UCRIA

Film italien de Roberto Faenza. Avec Emmanuelle Laborit, Roberto Herlitzka, Laura Morante, Bernard Giraudeau, Philippe Noiret. (1 h 45.)

Adapté d'un récent succès de librairie en Italie signé de l'écrivain Dacia Maraini (la traduction française, chez Robert Laffont, est prévue pour le 28 août), *La Vie silencieuse de Marianna Ucria* est à la fois un portrait de femme et un film à costumes, dans l'acceptation la plus pesante du terme. Reconstituée en deux époques, l'enfance et l'âge adulte, il s'agit de l'histoire d'une femme sourde-muette luttant pour reconquérir la dignité que l'époque (le XVIII^e siècle en Sicile) lui dénie, en même temps que le secret familial qui s'est constitué autour des origines de son handicap. Il est néanmoins bien difficile, devant un cinéma qui s'attache davantage à faire retenir les boutons de guêtre qu'à introduire une once d'audace dans sa mise en scène, de s'attacher à cette histoire, en dépit de la prestation d'Emmanuelle Laborit. C'est bien peu pour un film, de surcroît mal post-synchronisé. La présentation du film en version sous-titrée à l'attention des malentendants est à ce titre une initiative heureuse, pour tout le monde.

Jacques Médecin

LE TEMPS D'AIMER

Film américain de Richard Attenborough. Avec Sandra Bullock, Chris O'Donnell, Mackenzie Astin, Ingrid Lacey. (1 h 40.)

Dans sa jeunesse, Ernest Hemingway était beau, spirituel, insolent, imberbe, et aussi sympathique qu'un moulinier de colonie de vacances. *Le Temps d'aimer* vient apporter un éclairage fondamental à la compréhension du grand écrivain américain. Ce dernier serait devenu misanthrope à la suite d'un chagrin d'amour survenu dans un hôpital en Italie après avoir été blessé au combat durant la première guerre mondiale. D'où l'importance cruciale de l'épisode qui nous est relaté, où le jeune Ernest tombe follement amoureux de la jeune infirmière interprétée par Sandra Bullock et ne se remet jamais d'avoir été plaqué par elle. Après avoir vu *Le Temps d'aimer*, le mystère Hemingway sera enfin dissipé. Malheureusement, la guerre filmée par Richard Attenborough ressemble à une photo de David Hamilton, et son regard sur Hemingway rassemble tous les clichés possibles sur l'écrivain démythifié et invivable. Incapable de soutenir une réflexion sur son personnage, Richard Attenborough livre finalement un film bien creux.

Samuel Bismuth

L'HÉRITAGE DE LA HAINE

Film américain de James Foley. Avec Chris O'Donnell, Gene Hackman, Faye Dunaway, Lela Rochon. (1 h 50.)

C'est un ambitieux récit, faillien - rien de moins -, que propose ce film sautant sans cesse d'un registre à l'autre : enquête à suspense, fable sur le Mal, dénonciation autraciste et anti-peine de mort, pamphlet contre la « correction politique », chronique familiale et psychologique sur fond de *deep south*. Les efforts d'un jeune avocat pour sauver son grand-père de la peine capitale, encourue pour avoir quinze ans plus tôt assassiné un avocat libéral et ses deux enfants sur demande du Ku-Klux-Klan, sert de fil conducteur à une narration complexe, conçue par le scénariste chevronné William Goldman (*Butch Cassidy et le Kid*, *Les Hommes du président*, *Les Pleins Pouvoirs*) d'après un roman de John Grisham, et qui ne dédaigne pas sortir des sentiers balisés des divers genres auxquels il emprunte. Hélas, le réalisateur est loin de renouer avec le tonus du film qui le fit connaître, *Comme un chien enragé* (1986). Il faut dire qu'il bénéficiait alors d'une interprétation exceptionnelle de Sean Penn et Christopher Walken, dont il ne trouve guère l'équivalent ici. Si Gene Hackman s'en tire plutôt bien en vieux taulard confit dans la haine raciste et la détestation de soi, ses partenaires - regards tendus de Chris O'Donnell en avocat « concerné » et sismagères de Faye Dunaway en tantine alco - soulignent tant leurs effets qu'on frôle souvent la mascarade.

Jean-Michel Frodon

EMBRASSE-MOI, PASQUALINO

Film italien de Carmine Amoroso. Avec Vincent Cassel, Enrico Lo Verso, Monica Bellucci, Francesco Casale, Urbano Barberini, Meme Perlini. (1 h 34.)

Considéré à l'état brut, le scénario provocateur du premier long métrage de Carmine Amoroso indique que ce jeune cinéaste-romain n'a pas consacré pour rien une maîtrise de lettres à Pier Paolo Pasolini. Deux amis d'enfance se retrouvent, bien des années plus tard, pour se découvrir mutuellement l'un en policier, l'autre en travesti. Le policier, d'abord à son corps défendant, puis y prenant goût, s'prend du travesti, pour finir par quitter sa fiancée. On s'étonne d'autant plus, à la vision du film, que la possible appétit d'un tel sujet n'ait rien inspiré d'autre au cinéaste que cette comédie désinvolte.

J. M.

QUATRE GARÇONS PLEINS D'AVENIR

Film français de Jean-Paul Lillienfeld. Avec Olivier Brocheziou, Stephan Guérin-Tillé, Olivier Struck, Eric Berger. (1 h 30.)

Film sorti la semaine dernière.

Arnaud n'a pas de chance. Non seulement il est gros, ne plaît pas aux filles, rate tout ce qu'il entreprend, mais en plus il vient de loucher pour la troisième fois sa première année de droit. L'aventure estivale au cours de laquelle il va tenter de renverser la vapeur en compagnie de trois autres joyeux dillies constitue l'essentiel de son sitcom amélioré qui ne saurait être, comme le prétend l'affiche, « la comédie de l'été », mais paraît en excellente position pour rattrier en revanche le titre de navet de l'été.

J. M.

UNE FEMME TRÈS TRÈS TRÈS AMOUREUSE

Film français d'Ariel Zeitoun. Avec Nagui, Cristiana Reali, Thomas Langmann, Michel Boujenah. (1 h 32.)

Tentons de résumer, car la situation est un peu compliquée. Voici Zac (Nagui), jeune auteur de bandes dessinées passablement velléitaire en amour, produit d'un père séfard mort à une table de jeu et d'une mère ashkénaze (Maria Pacôme) qui passe son temps à maudire feu son époux. Voici son amante Florence (Cristiana Reali), qui lui fait croire qu'elle est mariée et mère de trois enfants, situation dont Zac s'arrange parfaitement. Tout se complique quand l'exécuteur testamentaire de son père lui remet une lettre qui l'avertit de la malédiction divine qui pèse sur les mâles de sa famille. Descendant du Onan biblique, Zac sera en effet impuissant à jamais s'il n'a pas enfanté une femme avant ses trente-trois ans révolus. Or il reste exactement un mois à Zac pour résoudre le problème, qui se complique notablement des apparitions psychanalytiques-cauchemardesques de son père (Michel Boujenah), de l'apparence nymphomane de son édifice, et des conseils de son cousin Joseph (assez savoureux Thomas Langmann), ultra-orthodoxe à papillotes et non moins obsédé sexuel. Pour faire prendre cette curieuse mayonnaise, Ariel Zeitoun ne recule devant aucun mélange, empruntant à tous les genres (de la comédie sophistiquée américaine et de la variation judéo-neurasthénique façon Woody Allen, à une synthèse hexagonale de Gérard Oury et Patrick Braoudé, en passant par Tex Avery), sans parvenir à en recycler aucun. Reste que ce film hybride et un rien culotté paraît paradoxalement plus séduisant que le pathos outragé d'une saga comme *Le Nombril du Monde*.

J. M.

Dossier spécial
notre cinéma américain

avec les textes de David Lynch, John Badham, Jim Jarmusch, John Woo, et François Truffaut

Homage
à James Stewart
et Robert Mitchum

Indestructibles

LA SÉLECTION DU « MONDE »

LES ANGES DÉCHUS

(Hongkong, 1 h 36)
de Wong Kar-wai.
LA CIGATRICÉ
(polonais, 1 h 44)
de Krzysztof Kieslowski.
DAAYRA
(indien, 1 h 47)
d'Amol Palekar.
GOODBYE SOUTH, GOODBYE
(taïwanais, 1 h 52)
de Hou Hsiao-hsien.
J'AI HORREUR DE L'AMOUR
(français, 2 h 14)
de Laurence Ferreira Barbosa.
JAMES ET LA PÊCHE
GÉANTE
(dessin animé américain, 1 h 20)
de Henry Selick.
LEVEL FIVE
(français, 1 h 46)
de Chris Marker.
MEN IN BLACK
(américain, 1 h 38)
de Barry Sonnenfeld.
LA MÔME SINGE
(américain-chinois, 1 h 35)

NOUVEAUX FILMS

EMBRASSE-MOI PASQUALINO
Film franco-italien de Carmine Amoroso, avec Vincent Cassel, Enrico Lo Verso, Monica Bellucci, Francesco Casale, Urbano Barberini, Meme Perlini. (1 h 34.)
VO : UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e ; UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88) ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e

Le quotidien « L'Equipe » prépare une chaîne d'information sportive en continu

De son côté, « Le Parisien » s'oriente vers un projet de télévision sur la vie locale

L'ÉPOQUE semble bien révolue où Philippe Amaury décidait de céder la quasi-totalité des 10 % d'actions qu'il détenait au démarrage de M6. La petite chaîne ayant monté bien haut en Bourse, ce retrait a laissé un énorme regret au sein de l'entreprise. La télévision numérique, qui permet de multiplier les chaînes et de réduire le coût d'entrée, change la donne pour les journaux, qui voient s'ouvrir à eux les petits écrans. Le groupe Amaury travaille aujourd'hui sur deux projets de chaînes thématiques, autour de ses deux quotidiens, L'Equipe et Le Parisien.

Le quotidien sportif a mis au point un projet de chaîne sportive, définie par le directeur de la rédaction de L'Equipe, Jérôme Bureau, comme « une LCI du sport ». « La chaîne ne sera pas faite pour diffuser les événements en direct, précise-t-il. Nous ferons en télévision ce que nous faisons dans le quotidien, avec des débats, des chroniques, etc. Notre rôle est d'informer à côté de celui qui montre. Nous ne dérogerons pas à ce principe, ni pour acheter des droits peu coûteux ni pour retransmettre les événements organisés par le groupe. » A côté de ses activités de presse, le groupe Amaury est organisateur d'événements sportifs comme le Tour de France ou le Rallye Paris-Dakar. Le

projet a été présenté aux trois opérateurs de télévision par satellite Canalsatellite, TPS et AB Sat, qui semblent très intéressés.

Mais Le Parisien aussi est prêt à se lancer dans l'aventure télévisuelle. Comme l'a révélé La Tribune du 6 août, des négociations sont en cours entre le groupe Amaury et Canal Plus pour la mise en place d'une chaîne d'information axée sur la vie locale. Christian Dutoit, conseiller d'AB Productions, a été chargé d'une mission par Canal Plus pour mener à bien ce projet.

ÉMISSIONS MULTIRÉGIONALES

« Nous avons opté pour une chaîne de proximité, comparable dans son traitement à New York One, une station américaine très différente de CNN », a expliqué Christian Dutoit au Nouvel Économiste du 31 juillet. « L'information sera française, locale, pas parisienne et à la portée de nos abonnés. La mercerie de Périgueux, par exemple, qui ne va pas passer sa journée avec la restitution de Hong Kong à la Chine ou la guerre au Zaïre. Les gens veulent qu'on s'intéresse davantage à eux, à leur pays, qu'on leur explique ce que l'actualité leur apporte et qu'on lui hiérarchise en fonction de leurs besoins », a-t-il ajouté.

Cette chaîne en projet, dont le

budget est estimé à 150 millions de francs - celui de LCI est de 280 millions -, s'apparente à celles qui se sont multipliées ces dernières années aux États-Unis. Ce qui s'explique facilement outre-Atlantique, où les bassins de population, et donc les potentielles recettes publicitaires, sont importants dans les principales villes. Dans l'Hexagone, la situation est différente. Cette chaîne ne devrait pas avoir accès à la publicité locale. De plus, TPS a d'ores et déjà indiqué qu'il n'avait aucunement l'intention de diffuser la chaîne de Canal Plus, dans la mesure où LCI, la chaîne « tout info » de TF1, « lui suffit ».

L'information locale, la proximité font aussi partie des réflexions du service public. L'idée d'une chaîne multirégionale, qui diffuserait à la fois les journaux locaux de France 3 et les émissions réalisées en région, refait surface. Ce projet lancé voilà un an et demi avait dû être abandonné faute d'un budget estimé à l'époque à 50 millions de francs par an. Cette fois, la direction de France 3 a confié à Gilles Vaubourg, responsable d'Info Vidéo Trois, l'agence qui coordonne la production régionale de la chaîne, une étude sur la faisabilité d'une telle chaîne thématique d'information locale.

L'idée générale est de donner

accès au plus grand nombre de téléspectateurs à toutes les émissions réalisées par les pôles régionaux de France 3. L'étude est attendue pour octobre et, tant que ce projet n'est pas entièrement finalisé, aucune négociation ne sera entamée avec la presse régionale, déjà partenaire de la chaîne via des coupages publicitaires ou des coopérations rédactionnelles.

Mais ces journaux régionaux ont aussi des ambitions dans le domaine audiovisuel. Depuis plusieurs années, ils ont compris que leur implantation locale peut intéresser les télévisions. L'accord passé il y a une dizaine d'années entre TF1 et de nombreux quotidiens leur a donné satisfaction. Le développement des décrochages régionaux de M6 a généralement été associé aux journaux du secteur. En 1995, sept quotidiens (L'Alsace, Midi Libre, La Nouvelle République du Centre-Ouest, Ouest-France, Le Républicain Lorrain, Sud-Ouest et La Voix du Nord) ont créé un groupement d'intérêt économique (GIE), France Image Régions, qui a permis la mise en commun de leurs images. Rejoins par Le Télégramme de Brest, La Provence et Nice-Matin, ils ont collaboré avec La Cinq et Arte.

Alain Salles et Nicole Vulser

Budget européen : Bonn veut réduire sa contribution

Bruxelles déplore une proposition « irréaliste »

L'ALLEMAGNE, principal contributeur du budget européen, a décidé de relancer la bataille de sa participation financière à ce budget, au risque de provoquer une crise grave dans l'Union européenne (UE). Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, a annoncé à plusieurs reprises, au cours de ces dernières semaines, qu'il demanderait dès cet automne une baisse de 7 milliards de DM (23,5 milliards de francs) de la contribution allemande à partir de l'an 2000, car il n'est plus justifiable, selon lui, que l'Allemagne verse chaque année 20 milliards de DM nets (67,4 milliards de francs) dans les caisses communautaires.

Le ministre n'a pas hésité à menacer ses partenaires européens de bloquer la nouvelle répartition des aides structurelles aux régions défavorisées, qui doit être décidée en 1999, s'ils s'opposaient aux demandes allemandes.

La Commission européenne, inquiète de cette escalade verbale allemande, a sèchement réagi. « Les bénéfices qui découlent de la participation d'un pays membre à l'Union européenne ne doivent pas être seulement chiffrés en terme de contribution financière. Les avantages tirés par les pays membres de la participation à l'UE rendent ce débat irréaliste », a déclaré Klaus

van der Pas, le porte-parole de la Commission. « Si chaque pays calcule ce qu'il verse et reçoit dans les différents secteurs, cette discussion risque à terme de faire exploser l'Union », a-t-il ajouté.

La Commission européenne a pris soin de préciser, dans son Agenda 2000 - son programme pour le début du siècle prochain -, que les accords en vigueur à l'heure actuelle sur le système de financement de l'UE ne devaient pas être modifiés rapidement.

L'Élargissement à l'Est

Cette prudence de la Commission s'explique par le fait que l'élargissement à l'Est va considérablement modifier la situation des pays contributeurs nets et bénéficiaires sur le plan budgétaire.

« Si nous commençons à nous quereller dès maintenant sur qui va payer quoi, nous n'arriverons jamais à négocier sérieusement avec les pays qui frappent à la porte de l'UE », souligne un responsable européen. « Si les Allemands veulent vraiment passer en force sur la réduction substantielle de leur contribution financière, ils s'exposent à des mesures de rétorsion de certains de leurs partenaires concernant l'élargissement à l'Est », pronostique un autre responsable. - (APR)

L'épiscopat français défend la mémoire du professeur Lejeune

LA CONFÉRENCE des évêques de France a tenté de mettre un terme, mardi 12 août, à la polémique qui a suivi l'annonce de la visite « privée » du pape sur la tombe du professeur Jérôme Lejeune, vendredi 22 août à Chalo-Saint-Mars, dans l'Essonne (Le Monde du 8 août). Des militants anti-avortement, comme le docteur Xavier Dor, président de SOS-Tout-Petits, se réjouissent de l'hommage de Jean Paul II à l'ancien responsable de Laissez-les-vivre, décédé en 1994, qui « s'est toujours montré d'une extrême fermeté dans la défense des tout-petits et ce, dès la conception ».

En revanche, d'autres associations comme le Planning familial protestent contre une initiative qualifiée de « provocation » et d'« opposition aux droits des femmes en général, à l'avortement en particulier, ainsi qu'à l'interruption médicale de grossesse ».

Le Mouvement des citoyens a même demandé à son président Jean-Pierre Chevènement, également ministre de l'Intérieur et des

cultes, d'intervenir auprès du Vatican. Au nom de la conférence des évêques de France, le Père Bernard Lagoutte, secrétaire général, a rappelé le dévouement du professeur Lejeune auprès des enfants trisomiques et le droit du pape d'aller se recueillir sur la tombe d'un « ami ». Jérôme Lejeune était l'un de ses conseillers en matière de bioéthique. Il ajoute qu'« utiliser cette visite à des fins de militantisme pour ou contre l'avortement est non seulement injustifié, mais réducteur ».

AMALGAMES

Le Père Lagoutte rappelle l'hostilité de l'Eglise à l'avortement, qui n'exclut pas « l'estime et le respect » pour les personnes « en situation de détresse » qui doivent y recourir. Mais la conférence des évêques entend distinguer la position personnelle du professeur Lejeune, qu'elle défend, de l'action des commandos violents qui agissent en son nom. « Ne pas être favorable à l'avortement n'est pas

un délit d'opinion, écrit le Père Bernard Lagoutte. Il est injuste et faux de faire des amalgames entre cette attitude et des commandos anti-avortement. Le professeur Lejeune n'a jamais participé à ce type d'action, ni ne l'a justifié ».

Sans nommer le mensuel Gollis, il met enfin en cause des « revues qui se disent catholiques, mais prêtent à l'Eglise des conceptions qui ne sont pas les siennes ». On sait par ailleurs que le pape souhaitait se rendre aussi sur la tombe d'André Frossard, décédé en 1995, mais que le déplacement à Lyon a été jugé trop lointain.

Un collectif d'extrême gauche, Brisons la chaîne, vient de dénoncer l'« encerclement de Paris » par une Eglise accusée d'« imposer ses valeurs à la société » et organise une manifestation, samedi 23 août à 9 h 45 place Clichy, en réaction à la chaîne prévue par les Journées mondiales de la jeunesse, au même moment, autour des boulevards des Maréchaux.

Après le Fastnet, Eric Tabarly continuera les courses en duo

IL N'A PAS AIMÉ la cuisine à bord du voilier Aquitaine-Innovation. « Plutôt que des lyophilisés, j'aurais préféré des conserves », a expliqué Eric Tabarly, mardi 12 août, après avoir pris, avec Yves Parlier, la première place de la catégorie monocoques (60 pieds-Open) dans la course du Fastnet gagnée, lundi, par Laurent Bourgnon (Le Monde du 13 août).

Eric Tabarly et Yves Parlier sont arrivés 21 h 30 après le multicoque vainqueur après deux jours et dix-huit heures et demi de course. A ce détail près, le retour du maître à la mer a été parfait. « Tout s'est très bien passé », a commenté Tabarly avec sa sobriété habituelle. « Nous avons eu de bonnes conditions pour naviguer, malgré une première nuit qui a manqué de vent. Mais le bateau avance très bien et s'est révélé à la hauteur de nos espérances. » Le premier Français vainqueur du Fastnet, en 1967, avec Pen-Duik-III, s'est déclaré admiratif des possibi-

lités des bateaux modernes : « A l'époque, quand le Fastnet filait vite, il se prolongeait quatre jours ».

Le tandem s'est formé en avril et a fait ses premières sorties à Arcachon au mois de juin. Au départ il y a le désir d'Eric Tabarly, âgé de soixante-six ans, de revenir en course. Pour Yves Parlier, c'est la réalisation d'un rêve. Dans sa jeunesse il avait essayé d'embarquer sur Côte-d'Or, le dernier bateau de Tabarly, mais l'équipage était complet.

UN PRÉAMBULE

L'ancien officier de marine demeure une référence en voile. A la retraite depuis 1992, il avait déjà effectué un retour lors de la troisième étape du Tour du monde en équipage, en décembre 1993. Il était venu à la rescousse d'un équipage à la dérive après une « rébellion » à bord. Il avait ramené bateau et équipage à bon port, en juin. A l'époque il assurait : « Quand il faut,

il faut » et avait promis avoir bouclé son dernier tour du monde, mais, pour le reste, n'avait rien juré.

Il avait raison. Intéressé par la compagnie de l'un des skippers les plus prometteurs de sa génération, il a choisi de retrouver la course. Le monocoque est, bien sûr, celui d'Yves Parlier, Aquitaine-Innovation. L'embarcation ultrasophistiquée avec son fameux mât-à-tourneant et ses barres de flèche qui la font ressembler à un hérisson, reste fragile et n'a jamais gagné de course depuis sa mise à l'eau, en 1994. Pour Yves Parlier, la période de rodage est terminée, et il s'agit maintenant d'éprouver le bateau à la résistance.

Pour le nouveau duo, le Fastnet n'était qu'un préambule. Habituellement

aux tactiques courses en solitaire, les deux marins ont choisi de courir ensemble la Route du café entre Le Havre et Carthagène, en septembre. Ils y pratiqueront encore des réglages avant de s'élancer pour leur objectif suprême, la Course New York-San Francisco en 1998.

Isabelle Attissier sur PRB, avec deux autres concurrents du Boc Challenge, Catherine Chabaud et Thierry Dubois, a terminé le Fastnet deuxième de la catégorie, à une heure et demi de Parlier et Tabarly. Les deux équipages se retrouveront entre New York et San Francisco. Aquitaine-Innovation, lui, est reparti vers la France, mercredi matin, avec à son bord Eric Tabarly... en solitaire pour quelques jours.

Bénédicte Mathieu

« Le Monde de l'éducation » n° 250

POUR sa 250^e édition, Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation a pour rédacteur en chef le chanteur et écrivain Yves Simon. Des thèmes comme l'histoire et l'évolution du concept de jeunesse, le rapport des jeunes à l'écran, l'école ou la famille, leur défiance à l'égard des institutions, leurs pratiques culturelles, leurs comportements à risques, etc., sont développés par Olivier Galland, Olivier Mongin, Serge Tisseron, Pierre Mayol, Michel Maffesoli, Véronique Nahoum-Grappe, Patrick Mignon, François Dubet, Yves Bi-got, Henriette Walter, Pascal Duret, Marie Choquet. Également au sommaire : une enquête sur le théâtre jeunesse public ; un débat autour de « L'Europe vue d'ailleurs » avec la participation de Tahar Ben Jelloun, Lisa Block de Behar, Blaise Ndjehoya ; Edith Cresson s'exprime sur les politiques éducatives en Europe. Et, dans ce numéro, les chroniques de Jean-Michel Gaillard, Hervé Hamon et Michel Serres.

* Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation de juillet-août, en vente chez votre marchand de journaux, 28 francs.

Inflation : des évolutions divergentes en Europe



8 morts et 24 blessés dans un accident de car sur la N10

UNE COLLISION entre un autocar et un camion, dans la nuit de mardi 12 à mercredi 13 août sur la N10, entre Bordeaux et Bayonne, a fait huit morts et vingt-quatre blessés, tous de nationalité portugaise. L'autocar, qui ramenait un groupe folklorique de Saint-Gillis Waas (Belgique) vers Coimbra (Portugal) à heurté, vers 1 h 30 du matin, près de Labouheyre (Landes), un camion transportant du maïs qui sortait d'un chemin communal. Parmi les vingt-quatre blessés, deux sont dans un état grave. Treize personnes, dont le chauffeur, sont sorties indemnes de l'accident. Le 20 mars 1995, l'accident d'un autocar marocain sur la N10 avait fait quatre morts et vingt-quatre blessés dans la même région.

DÉPÊCHES

■ **VIOL** : à la suite de la plainte déposée par une jeune Néerlandaise, victime d'un viol collectif à la sortie d'une discothèque, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 août près des Sabes-d'Olonne (Vendée), neuf jeunes gens âgés de dix-sept à vingt ans ont été mis en examen pour viol en réunion, mardi 12 août, par un juge d'instruction de La Roche-sur-Yon. Huit d'entre eux ont été écroués. Les neuf jeunes sont originaires de Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne) et s'étaient rendus en Vendée avec un groupe accompagné par un animateur, qui n'a pas participé à l'agression.

■ **JOSPIN-BLAIR** : le premier ministre devrait rencontrer, dimanche 17 août, de manière informelle son homologue britannique Tony Blair à Saint-Martin-d'Oydes (Ardèche) où ce dernier passe ses vacances. Ce petit village de cent quatre-vingt-dix habitants est distant d'une trentaine de kilomètres de Cintegabelle (Haute-Garonne), dont Lionel Jospin est toujours conseiller général.

■ **FOOTBALL** : Lyon est allé battre Montpellier (1-0), mardi 12 août, en match aller du troisième tour de la Coupe Intertoto. Le club a pris une option sur une qualification en Coupe de l'UEFA, comme Bastia qui a dominé Halmstad, en Suède (1-0). Auxerre, troisième club français engagé dans la Coupe Intertoto, est allé faire match nul avec les Allemands de Duisburg (1-1).

■ **UPS** : les Teamsters, le syndicat des camionneurs américains, ont obtenu, mardi 12 août, le soutien de l'AFI-CIO, la principale fédération syndicale des États-Unis, dans leur grève chez le géant de la messagerie rapide UPS. Ce soutien pourrait se traduire par une aide financière aux grévistes, leur permettant de poursuivre leur mouvement. Mardi, les dirigeants d'UPS ont affirmé que la société avait perdu 300 millions de dollars (près de 1,7 milliard de francs) depuis le début du conflit le 4 août, et risquait de devoir supprimer 15 000 emplois si la grève se poursuivait jusqu'à vendredi.

■ **URGENCE** : un comité national d'urgence médico-psychologique vient d'être créé par le secrétaire d'État à la santé, Bernard Kouchner. Présidé par le docteur Michel Bonnot, ce comité sera chargé de préciser les méthodes d'intervention des équipes d'urgence médico-psychologique, de veiller à la cohérence du dispositif de prise en charge en cas de catastrophe ou d'attentat, et de superviser les formations destinées aux psychiatres, psychologues et infirmiers composant ces équipes.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 15 L'ÉCONOMISTE

Cours relevés le mercredi 13 août, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	19008,60	-0,47	-1,82
Hong Kong Index	16482,93	+0,61	+22,54
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au	Var. en %	Var. en %	
1308	1208	1819	
Paris CAC 40	2963,37	-1,17	-27,97
Londres FT 100	5043,40	-0,64	-22,46
Zurich	—	—	-100
Milan MIB 30	21873	-0,88	-39,35
Frankfurt Dax 30	—	—	-100
Bruxelles	14488	-0,77	-37,05
Suisse SRS	—	—	-100
Madrid Iboex 35	—	—	-100
Amsterdam CBS	—	—	-100

Tirage du Monde daté mercredi 13 août 1997 : 433 813 exemplaires

سكالا